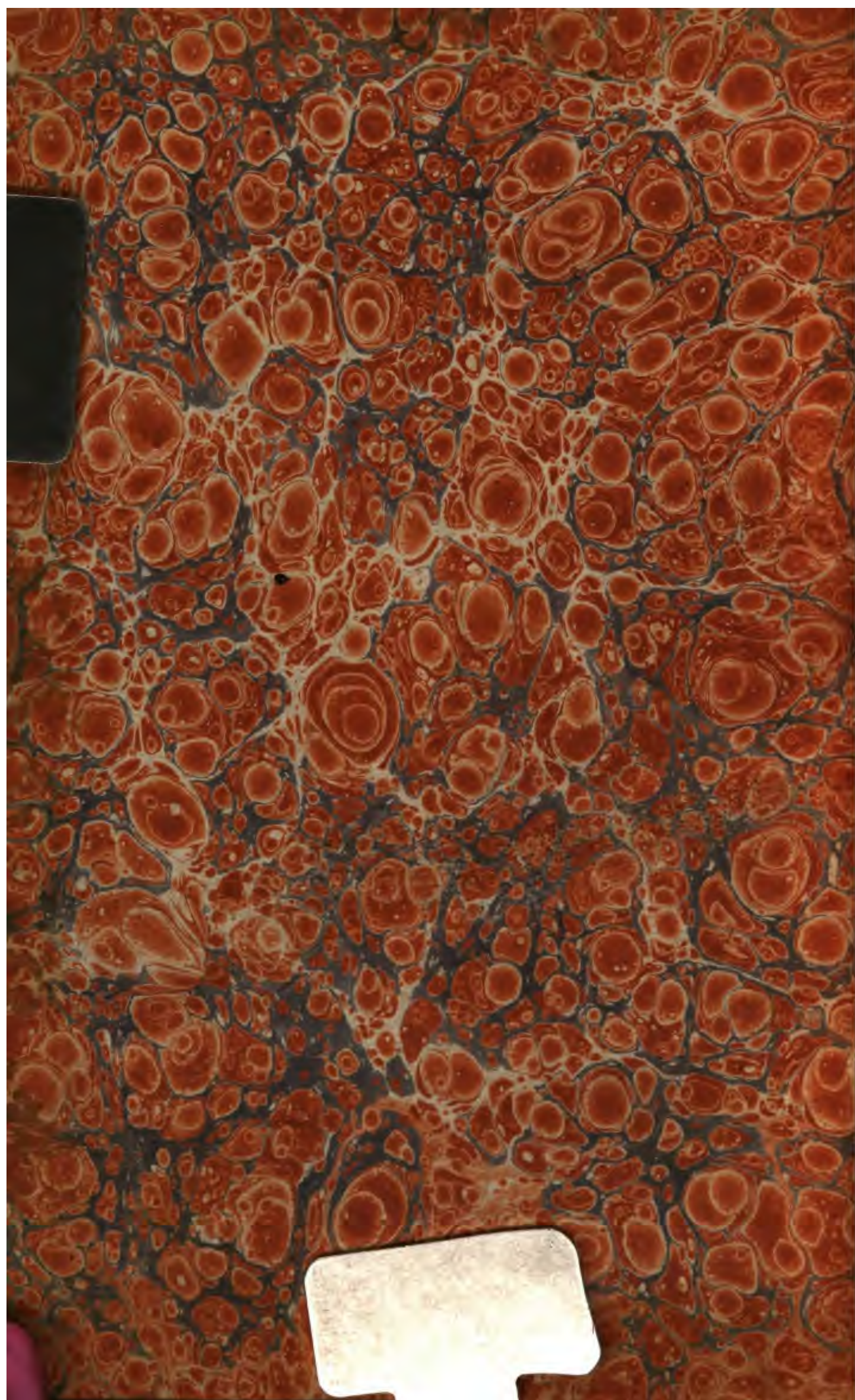
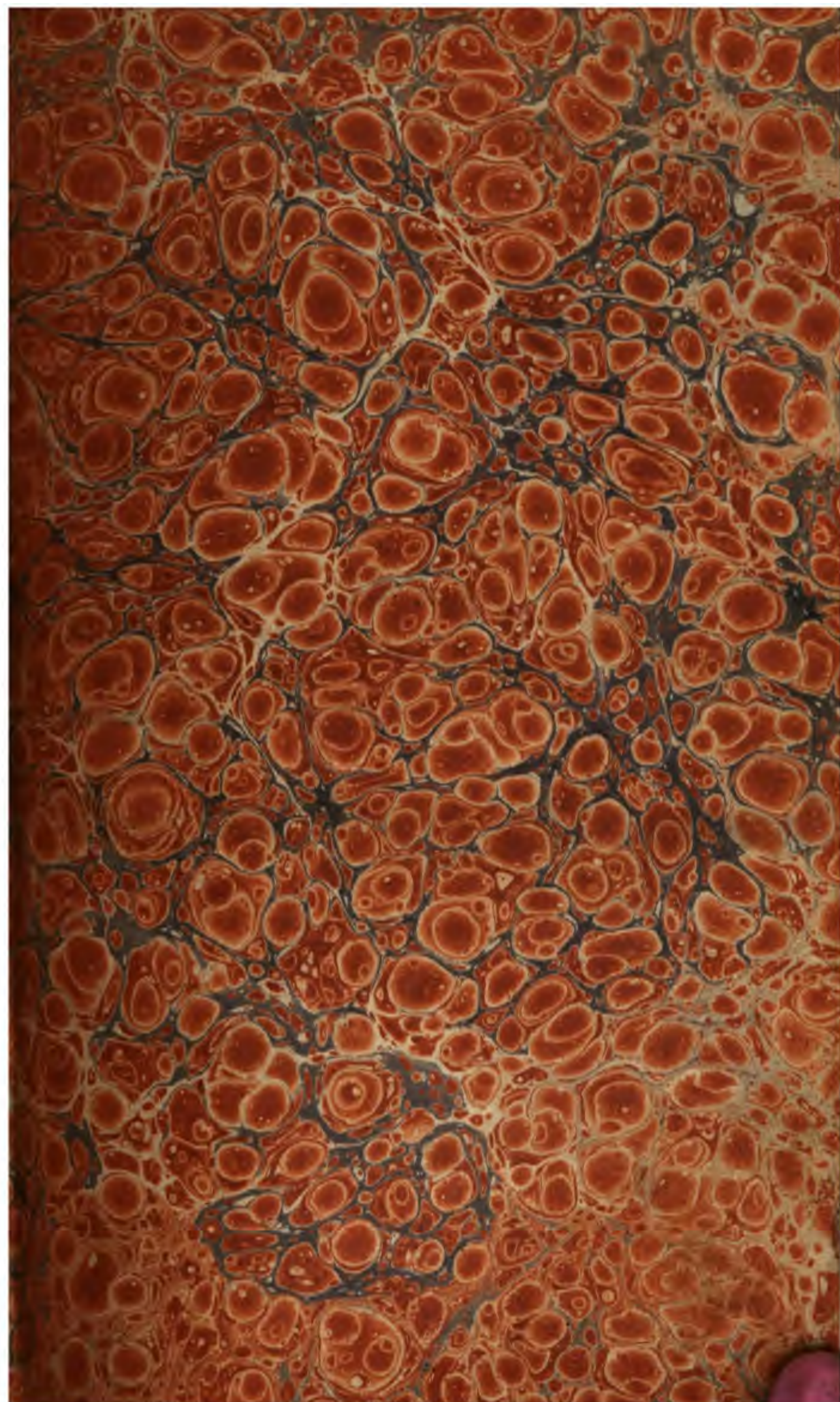




Ouvrages de M. DROZ, *qui se trouvent chez le même Libraire.*

ESSAI SUR L'ART D'ÊTRE HEUREUX, suivi de l'*Eloge de Montaigne*. Quatrième édition, 1 vol. in-18	3 fr.	c.
DE LA PHILOSOPHIE MORALE OU DES DIFFÉRENS SYSTÈMES SUR LA SCIENCE DE LA VIE. Troisième édition, 1 vol. in-18. . . .	3	»
—Le même ouvrage, 1 vol. in-8. . .	5	»
ÉTUDES SUR LE BEAU DANS LES ARTS, 1 vol. in-8.	4	50
JACQUES FAUVEL, par MM. Droz et Picard, 4 vol. in-12.	11	»

IMPRIMÉ CHEZ PAUL RENOUARD,
RUE DE L'HIRONDELLE, N. 22.

APPLICATIONS

DE LA MORALE

A LA POLITIQUE,

PAR JOSEPH DROZ,

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.



A PARIS,

CHEZ ANTOINE-AUGUSTIN RENOUARD,

RUE DE TOURNON, N° 6.

1825.


BODLEIAN
7 AUG 1972
P
LIBRARY



APPLICATIONS

DE

LA MORALE

A LA POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES.

La Philosophie morale peut être considérée sous deux points de vue : dans ses rapports avec l'homme, elle nous donne des règles de conduite ; dans ses rapports avec la société, elle nous fait connaître les bases de la politique. J'offrirai les résultats de mes observations sur cette seconde partie de la plus importante des sciences.

Au milieu de la divergence de nos opinions, puisse un esprit de paix me garantir de blesser aucun homme de bien ! Lecteur, que le même esprit vous anime. Je voulais, d'abord, intituler cet ouvrage : *Legs d'un homme qui a vu des révolutions*. J'ai craint qu'on ne me supposât l'ambitieuse prétention de faire un riche présent à mes semblables ; cependant, j'avais choisi ce titre dans la seule intention d'annoncer que je trace ces pages avec l'impartialité d'un homme qui, près de quitter les choses de la terre, ne peut plus y prendre d'intérêt personnel.

Les vrais principes de la politique semblent se dérober à nos recherches. Nous sommes presque tous agités par de petits intérêts de parti, de profession, de fortune ; comment jugerions-nous l'intérêt général ? Supposez que des hommes sont chargés de donner la description d'une contrée ; supposez que, pour leur faire connaître ce pays, on les place

dans une salle autour de laquelle sont pratiquées d'étroites ouvertures qui laissent apercevoir quelques toises de la campagne. Des groupes se forment près des différentes ouvertures, et chacun d'eux croit découvrir le pays entier. Tous ces hommes se réunissent ensuite pour parler de la contrée qu'ils viennent d'observer ainsi. Que de jugemens disparates et contradictoires ! Les uns disent que le pays est couvert d'épaisses forêts ; d'autres qu'il offre d'abondantes moissons ; d'autres qu'il présente un sol aride et sablonneux. La dispute s'anime ; chaque orateur est soutenu par le groupe dans lequel il s'est trouvé ; les débats seront sans fin, si quelqu'un de bon sens ne vient dire : pour connaître le pays dont nous voulons parler, sortons d'abord de cet édifice d'où l'on n'aperçoit qu'une partie des objets qu'il faudrait observer ; sortons, allons sur une hauteur d'où l'on découvre la contrée tout entière. Hélas ! ceux qui tentent de

suivre ce conseil, rencontrent à chaque pas des obstacles; la plupart se découragent ou succombent à la fatigue; il en arrive bien peu sur la hauteur.

En observant le monde moral et politique, on ne tarde pas à s'étonner d'entendre dire que l'Europe est vieille, que nous avons une civilisation très avancée, ou même un excès de civilisation. Je croirais m'exprimer avec exactitude, si je disais que nous avons une demi-civilisation. En effet, dans l'état actuel de la société, on peut nous considérer sous deux rapports opposés. Des faits nombreux, évidens, annoncent des améliorations dans l'intelligence et dans les mœurs des hommes. Ainsi on a vu, après deux invasions, l'active industrie des Français réparer en peu de mois leurs pertes immenses. Ce prodige avait été précédé d'un autre plus étonnant peut-être: on avait vu des troupes formidables se disperser sans tumulte, rentrer dans leurs foyers,

y reprendre l'exercice des métiers paisibles; tandis qu'autrefois le licenciement d'une armée répandait la terreur, et peuplait un état de brigands. En observant des faits si remarquables, j'admire les progrès de la civilisation; mais, lorsque ma pensée se porte sur nos turbulens débats, sur notre inhabileté à créer d'utiles établissemens, et sur notre incurie pour ceux qui existent, lorsque je rappelle à mon esprit épouvanté les scènes sanglantes de nos révolutions, et cette longue dévastation de l'Europe, et ces cris de guerre qui saluaient un despote conquérant, je me dis: Que de soins et d'efforts sont encore nécessaires pour effacer ce qui reste en nous du sauvage!

Un pays se civilise à mesure que ses habitans deviennent meilleurs et plus heureux. Après avoir reconnu ce fait, si l'on cherche les moyens de concourir aux progrès de la société, on juge bientôt qu'il ne peut exister

deux morales; l'une pour l'homme privé, l'autre pour l'homme public. Les obligations sont les mêmes ; seulement elles acquièrent plus d'étendue et d'importance, elles deviennent plus sévères, à mesure qu'on voit s'agrandir le théâtre sur lequel il faut les remplir. La religion, l'humanité, les préceptes de tous les sages me disent que, dans mon étroite sphère, je dois mettre mes soins à rendre doux le sort des êtres qui m'environnent. Simple particulier, à peine puis-je aider quelques individus, tandis que le magistrat, le ministre, le monarque, peuvent répandre le bonheur sur tout un peuple. Les services ne sauraient être comparés, mais le devoir est le même : essayer de rendre doux le sort de ses semblables. Voyez l'homme privé qui remplit ce devoir ; il s'étudie à donner des mœurs paisibles et laborieuses à ceux sur lesquels il exerce de l'influence. Elevez-vous aux plus hautes conceptions de la politique, vous trouverez

que les deux grands moyens d'avancer la civilisation sont de propager la morale et l'industrie, afin de rendre les mœurs plus bienveillantes et l'aisance plus générale.

Ces idées, mères de toutes les idées saines en politique, étaient méditées ou du moins entrevues par beaucoup de Français, vers le milieu du siècle dernier. De fausses idées de civilisation sont venues depuis agiter un grand nombres de têtes; je ne sais quel mépris de la civilisation en a troublé d'autres; d'effroyables débats se sont élevés, et des torrens de crimes et de calamités ont fondu sur l'Europe.

On s'étonne d'avoir pu soutenir le spectacle de tant d'horreurs. Plus d'une fois, celui qui lira notre histoire dans des jours paisibles, posera le livre en demandant, avec surprise, comment on peut vivre au milieu de pareilles tourmentes. Oh! bénissons la Providence: dans les périls imminens, elle développe en

nous des forces dont nous ne pouvions pas même supposer l'existence, quand un sort heureux les rendait inutiles. Certainement une des calamités les plus effrayantes, est une maladie contagieuse qui dévore une contrée. Lorsque, en 1821, les médecins français arrivèrent à Barcelonne, la salle de spectacle était encore ouverte. Comment des mourans allaient-ils y chercher quelques distractions? comment souriaient-ils à des scènes plaisantes? comment trouvaient-ils des pleurs pour des malheurs imaginaires? A la même époque, il y eut une élection populaire. Une partie des votans appartenaient à des villages non atteints de la contagion. L'assemblée se tint en plain champ; elle était divisée en deux groupes que séparait un cordon sanitaire. Les bulletins des pestiférés étaient passés au vinaigre, et transmis au président qui se trouvait parmi les habitans du dehors. Ainsi, sur ce coin de terre où soixante mille personnes ont péri en

quelques mois, il restait encore des sentimens étrangers au sentiment de souffrance qui paraissait devoir absorber tous les autres. Si Dieu n'eût donné à la société une force vitale qui lutte contre les maux que nous envoie la nature, et contre les maux plus fréquens, plus terribles, que nous nous faisons à nous-mêmes, la société serait dès long-temps dissoute : pour l'anéantir, les fléaux du ciel n'eussent pas été nécessaires ; les crimes de l'homme auraient suffi.

Les faits sans nombre qui prouvent à quel point il est possible de s'étourdir au milieu des périls et des souffrances, ne doivent pas ralentir le zèle pour l'humanité ; ils ne doivent pas nous faire ajouter foi au système des compensations. On peut être optimiste pour soi, il ne faut pas le devenir pour les autres. L'absurde système des compensations aurait pour résultats inévitables, l'apathie, le mépris des peines d'autrui, et le plus odieux égoïsme.

Sans doute, à la rigueur, l'homme peut vivre dans tous les climats; mais si l'on transporte sous la zône torride, ou vers les pôles glacés, des individus qu'on arrache au séjour tempéré où se passa leur enfance, combien d'entr'eux périssent! combien de souffrances, d'angoisses pour les autres! combien ne reviennent sur la terre natale que pour y mourir des fatigues essuyées sur les bords lointains! De même, quand les passions politiques exercent leurs ravages, quelle multitude d'hommes succombent! quelles anxiétés, quelles tortures pour les autres! et, quand le calme renaît, combien meurent des maux passés!

Oh! que la philosophie est d'un heureux secours! Dans le long et périlleux voyage que j'ai fait à travers tant de révolutions, j'avais deux compagnons, deux amis : c'étaient Fénélon et Montaigne. Quand les tempêtes éclataient violentes, terribles, Fénélon m'enseignait à me réfugier dans l'avenir; il m'élevait

à ces sphères brillantes d'éternelles clartés, d'où l'on plane au-dessus des passions et des misères humaines. Quand les orages se calmaient, revenant sur la terre, j'apprenais de Montaigne à porter autour de moi un œil observateur, à scruter les causes des erreurs des hommes, et quelquefois à sourire de leurs folies.

Il est à desirer que les observateurs impartiaux de nos débats et de nos calamités, viennent aujourd'hui nous dire ce que leur apprit l'expérience, et qu'ils essaient de développer ainsi parmi nous une saine philosophie, une sage politique. Quand on remonte en imagination le cours de nos désastres, on est douloureusement affecté; mais si l'on vient à songer que les hautes leçons du malheur et de l'expérience seront peut-être perdues pour nos enfans, l'âme succombe au poids qui l'oppresse.

Les tempêtes sont apaisées, les peuples

sont calmes; mais il règne encore une grande fermentation dans les esprits des hommes qui se livrent aux affaires publiques. Les partis sont nombreux: leurs idées, très divergentes, se ressemblent en ce point qu'elles ont, si je puis dire ainsi, quelque chose de turbulent et d'oppressif. Il existe en Europe des écoles de tous les genres d'exaltation; il y en a de fanatisme religieux, de fanatisme philosophique et de fanatisme politique. Puisse-t-on ouvrir une école de bon sens! J'offrirai quelques idées fondamentales pour les leçons qu'il faudrait y donner; j'indiquerai, parmi les erreurs qui circulent en Europe, celles qui sont les plus fécondes et les plus dangereuses.



CHAPITRE II.

DES DOCTRINES POLITIQUES.

Il est difficile de se faire nettement concevoir en traitant les sujets qui m'occupent. Le lecteur a déjà des idées politiques; elles se mêlent avec celles qu'on lui présente, elles les modifient, les altèrent ou même les dénaturent d'une manière étrange. Pour comprendre ce chapitre, oubliez ce que vous ont enseigné les partis, observez les faits, donnez aux mots une acception juste, et que votre raison vous apprenne à porter des jugemens nouveaux.

On peut distinguer trois doctrines politiques. L'une a souvent asservi les hommes, une autre les a souvent agités; la troisième n'existe, dans toute son étendue, que pour un

très petit nombre de bons esprits; elle est encore vague pour la plupart de ceux qui seraient disposés à la préconiser.

La doctrine que j'ai désignée d'abord, et que j'appellerai doctrine de l'oppression, repose sur cette idée que le grand nombre est ici-bas pour satisfaire aux fantaisies du petit nombre. Cette doctrine est fort ancienne: elle m'apparaît dans ces républiques célèbres, dont on a tant de fois et si follement vanté les lois et la liberté. Voyez Sparte, qu'on aurait dû rougir de nommer vertueuse; Athènes, dont on admirera toujours le séduisant éclat; Rome, dont les fatales victoires retentissent encore sur le globe(1): quel spectacle présen-

(1) Un des évènemens les plus désastreux pour le genre humain fut la ruine de Carthage. Le peuple commerçant succomba sous le peuple guerrier; s'il l'eût emporté, quelle influence différente s'exerçait sur la terre! Les Carthaginois auraient propagé l'industrie, les arts, les

tent ces républiques? Une poignée de citoyens, une foule d'esclaves ; et ceux-ci, courbés sous le joug, travaillent, souffrent, périssent, pour laisser à leurs maîtres le temps de se livrer à des jeux, de haranguer sur les places publiques ou de porter au loin la guerre. Sous le gouvernement féodal, l'oppression change de formes; le principe est le même, et les résultats sont pareils: c'est toujours la multitude livrée à quelques hommes. Dans les Etats féodaux, on voit les oppresseurs ignorans et grossiers, tandis que, dans les anciennes républiques, souvent ils se montrent sous un aspect brillant. Ce contraste ne prouve point un changement de principe. Qu'importe à l'esclave que son maître habite un édifice d'architecture grecque, ou vive dans un château gothique? Citoyens et barons, esclaves et

sciences; les Romains n'enseignèrent que l'art de combattre, d'opprimer et de détruire. La civilisation eût avancé: elle fut arrêtée, et bientôt elle rétrograda.

serfs présentent à l'œil affligé les résultats semblables d'une politique barbare qui méconnaît la dignité humaine. Chez les modernes, l'oppression est à son plus haut degré d'intensité dans les colonies, où quelques blancs, le fouet à la main, conduisent un peuple de noirs : elle est à son plus faible degré dans les états où existe le despotisme d'un seul ou de plusieurs ; mais où les abus du pouvoir sont tempérés par le progrès des richesses et des lumières.

La nature des choses veut que l'oppression amène des résistances. Fatigués d'obéir et las d'entendre toujours ceux qui forment le petit nombre parler de leurs droits, des opprimés s'écrient : l'homme aussi a des droits ! A ce cri, les âmes souffrantes et les âmes généreuses tressaillent. Si ce cri est poussé par un peuple nombreux et brave, l'esprit humain s'agite, l'univers ébranlé semble vouloir changer de forme. Que d'espérances enivrent les

imaginations ardentes et les jeunes raisons! Mais de vastes calamités, mais les crimes qu'entraînent de si grands et de si terribles efforts, les actions sanglantes suivies de sanglantes réactions, avertissent enfin les esprits sages d'examiner si la vraie doctrine politique est en effet la doctrine des droits.

Deux redoutables dangers l'accompagnent. Elle est violente; par conséquent plus en harmonie avec les passions qu'avec la raison; elle équivaut à une déclaration de guerre; aussi le plus souvent ne fait-elle que changer de mains l'arbitraire, et pousser la multitude à exercer sur le petit nombre, le despotisme qu'un instant auparavant le petit nombre exerçait sur la multitude. Vainement prétendrait-on, avec des idées théoriques, réfuter ce que j'avance. Les faits prouvent que la doctrine des droits est violente; or, une doctrine violente exalte les esprits; et les esprits exaltés se jettent dans des écarts et des crimes. Au

danger qu'entraîne sa violence, il s'en joint un second trop peu remarqué. Cette doctrine n'oblige point à conserver les biens qu'elle préconise ; et souvent ses défenseurs abandonnent avec lâcheté ces mêmes droits que d'abord ils réclamaient avec fureur. Nous verrons bientôt que tant de faiblesse ne doit pas être attribuée seulement au caractère de tels partisans de la théorie des droits, qu'elle résulte aussi d'un vice de cette théorie ; mais, pour éviter les répétitions, il est nécessaire, avant de porter plus loin cet examen, de jeter un coup-d'œil sur la véritable doctrine politique.

L'art social ne peut avoir d'autre but que de rendre les hommes meilleurs et plus heureux. Si, pour tracer une théorie juste de cet art, on observe la nature humaine ; en cherchant quels principes doivent la diriger, les vérités suivantes sont les premières dont on sera frappé. Il est des lois imposées à notre

espèce par l'éternel auteur des êtres. Ces lois morales, sacrées, prescrivent des devoirs, dont l'accomplissement peut seul produire un état de sagesse et de bonheur, que nous avons dit être le but de l'art social. De ces faits évidens, de ces idées simples naît cette conséquence que la vraie doctrine est la doctrine des devoirs.

Nous voulons former des hommes : qui leur présenterons-nous pour modèle? Un sage sans doute. Quelle est sa pensée dominante? L'accomplissement de ses devoirs. Il aurait horreur d'abuser envers nous d'aucune supériorité ; il ne nous fatigue pas en nous parlant de ses droits ; son bonheur, ainsi que sa vertu, résulte d'une vigilance constante à s'acquitter des obligations que lui impose la Providence. Pour essayer de suivre ses traces, embrassons sa doctrine.

Lorsqu'un instituteur éclairé veut donner à son élève les premières notions de politique, il doit lui faire parcourir à-peu-près cette sé-

rie d'idées. « Dans votre éducation, mon but fut de vous rendre heureux. La condition indispensable du bonheur est la paix de l'âme, et cette paix résulte de la fidélité à remplir ses devoirs. Votre grande occupation parmi vos semblables doit donc être de les servir, d'éloigner d'eux, autant qu'il dépendra de vous, les vices et les douleurs. L'homme a des droits; mais, si vos droits sont l'objet dominant de votre pensée, vous aurez une âme vulgaire, et peut-être vous verra-t-on tour-à-tour turbulent et lâche. L'Etat où régnerait l'ordre le plus admirable serait celui dont tous les citoyens ne s'occupant que de leurs devoirs, les droits de chacun auraient la plus solide et la plus complète garantie. Sans chercher à savoir si vous serez secondé, hâtez l'établissement d'un tel ordre, en donnant, par toutes vos actions, l'exemple de s'y conformer. » Il faut multiplier les hommes imbus de ces principes: c'est donc la doctrine des devoirs qu'il faut essayer de répandre.

Si jamais des jours plus heureux sont accordés à l'homme, c'est la doctrine des devoirs qui viendra consoler la terre. Espérons: elle est fille des lumières et du malheur. Cette doctrine repousse celle de l'oppression, puisqu'elle annonce que tous les hommes sont ici-bas pour s'entr'aider; en même temps, elle n'a point, vers une égalité chimérique, cette tendance que la théorie des droits présente au moins à beaucoup d'esprits; elle respecte les inégalités naturelles ou sociales; mais elle tend sans cesse à les empêcher de devenir oppressives, car elle établit ce principe que nos obligations envers nos semblables croissent en raison des moyens qui nous sont donnés pour exercer sur eux de l'influence.

Cette doctrine étrangère à la violence, amie de tous les sentimens affectueux, peut seule enseigner à résoudre le problême si difficile de rendre les caractères fermes sans âpreté et doux sans faiblesse. On ne conteste guère ses

pacifiques avantages; on l'accuse plutôt d'énerver le courage, d'ôter aux âmes leur vigueur; et c'est ce reproche qu'il importe de réfuter.

La doctrine des droits excite une fougue passagère; la doctrine des devoirs inspire une fermeté constante. Comment les deux doctrines ne produiraient-elles pas des effets si différens? On est libre d'abandonner un droit; le devoir seul est obligatoire. Eh quoi! me dira-t-on, n'est-il pas des droits inaliénables? Je n'en connais pas qui soient tels par eux-mêmes; c'est le devoir qui, en se mêlant avec eux, leur communique ce caractère. Le droit, dans toute sa plénitude, peut être défendu, modifié, rejeté au gré de celui qui le possède. Ce caractère d'inaliénabilité qui paraît d'abord rendre si imposans quelques-uns de nos droits, ne fait en réalité que restreindre notre puissance; et la restriction que nous acceptons serait onéreuse, si nous n'étions dédommagés par le sentiment de ce qu'il y a de plus

noble dans l'homme, la soumission volontaire à la sainteté du devoir.

Un droit pur et simple, c'est-à-dire sans mélange de devoir, n'est qu'un avantage, et l'on est libre de ne point le conserver. Qu'un homme ait pris un engagement avec moi, je puis exiger qu'il le tienne; mais je puis y renoncer. Si mon droit n'est qu'un droit, je puis l'abandonner. Dans quels cas cette liberté cesse-t-elle? Dans tous les cas où l'idée de devoir vient se mêler, se substituer à celle de droit. Si mes semblables sont intéressés à ce que je maintienne l'avantage que j'allais céder, je vois naître, en moi et autour de moi, un nouvel ordre de sentimens et d'idées; je conserve mon droit, parce qu'ainsi l'exige le devoir, le devoir qui seul est sacré. Alors même que les autres hommes ne sont pas directement intéressés à notre détermination, nous sommes obligés de conserver les avantages essentiels à notre nature d'êtres libres et raison-

nables. Le devoir me prescrit de ne pas m'avilir à mes propres yeux; le devoir me commande de ne point laisser dégrader en moi l'être sorti des mains du créateur. Pour exprimer ces idées, essayez de substituer le mot *droit* au mot *devoir:* vous n'y parviendrez pas; vous parlerez un langage inintelligible, ou du moins bien subtil.

Souvent les droits sont périlleux à soutenir; on le voit dans l'ordre civil et dans l'ordre politique; il est donc naturel qu'on examine s'il ne serait pas plus avantageux d'abandonner ses droits que de les défendre. C'est ce calcul qui, tant de fois, a rendu les partisans de la doctrine des droits si lâches dans les débats politiques. Le devoir ne favorise pas ainsi les illusions de l'intérêt et de la crainte; il n'admet que l'examen nécessaire pour savoir ce qu'il prescrit; il commande, et les âmes qu'il a formées obéissent.

Voyez, dans les situations difficiles, les élè-

ves de la théorie des droits. Ils étaient cinq cents à Saint-Cloud: une compagnie de grenadiers ou le bruit du tambour les mit en fuite. Est-il probable que si ces hommes eussent été nourris de la religion du devoir, quelques-uns au moins n'eussent pas préféré des dangers à l'opprobre de jouer un rôle si plat dans cette parade politique ? A une époque tout autrement périlleuse, lorsque des brigands en fureur avaient envahi la salle de la Convention, un homme s'assit avec calme au fauteuil du président; et pendant une heure, entouré de scélérats, dont les uns le menaçaient de leurs armes, dont les autres lui présentaient la tête sanglante d'un de ses collègues massacré, il refusa constamment de mettre aux voix de prétendus décrets, dans une assemblée qui ne pouvait délibérer. Boissy d'Anglas, est-ce à vos droits ou à vos devoirs que vous pensiez sous le poignard des assassins ?

Sans doute, faibles par notre nature, nous

pouvons devenir infidèles à la théorie la plus juste ; mais que faut-il conclure de cette triste vérité? La théorie des devoirs n'en reste pas moins celle qui, par elle-même a le plus de force ; et qui, par conséquent, peut le plus en communiquer aux âmes.

Ou je m'abuse étrangement, ou le système des droits dénature des institutions sages, corrompt des principes justes ; tandis que la théorie des devoirs forme une heureuse harmonie avec ces institutions et ces principes. Par exemple, il est utile que les fonctions publiques soient accessibles à quiconque est digne de les remplir. Mais, dans un état où ce principe est reconnu, si la théorie des droits échauffe les têtes, quelle multitude d'individus vont s'agiter! Que de gens feront valoir leurs droits aux places, surtout à celles qui sont lucratives! Le principe dont je parle n'aurait tous ses avantages que dans un Etat où les hommes seraient formés par la doctrine

des devoirs. Ces hommes, nourris dans la modestie et la défiance d'eux-mêmes, reconnaissant les obligations qu'imposent les dignités, sentiraient quel admirable instinct fit donner aux fonctions publiques le nom de charges.

Citons encore un exemple. La liberté de la presse est la gardienne de beaucoup d'autres libertés : mais combien de dangers et d'abus l'accompagnent chez des hommes qui écrivent tout ce qu'ils ont ou croient avoir le droit d'écrire ! Si, formés par une autre doctrine, ils ne livraient à la presse que les pensées et les faits dont leur devoir les oblige à nous instruire, ils écriraient moins, avec plus de sagesse, et surtout ils ne diraient jamais d'injures.

Le système des droits repose sur une vérité; mais sur une vérité secondaire. Quand nos passions la transforment en vérité principale, il y a erreur et funestes conséquences. Le droit n'est qu'un corollaire du devoir.

Mais, dira-t-on sans doute, les Américains ont prospéré ; et c'est sous la bannière des droits qu'ils ont marché. Oui, et leur succès était infaillible ; car la doctrine des devoirs se trouvait dans leurs mœurs simples, dans leurs sages habitudes, et dans les grandes âmes de tous les chefs de leur révolution.

A la manière dont je soutiens la doctrine des devoirs, il est évident que je la veux pleine, entière, complète. Chacun exige que les autres remplissent leurs devoirs envers lui ; et souvent se dispense de remplir les siens envers eux. Tous les hommes veulent êtres libres ; la seule différence entre eux sous ce rapport, c'est que les uns veulent la liberté pour tous, tandis que les autres ne la veulent que pour eux-mêmes. Il est une théorie incomplète des devoirs qui n'est que la théorie de l'oppression déguisée. Pour qu'un État recueille les fruits de la véritable doctrine des devoirs, il faut que les principes en soient répandus

dans toutes les classes de la société, à commencer par les plus hautes.

Observez avec justesse les trois théories sur lesquelles je viens de jeter un coup-d'œil; vous trouverez les résultats suivans. La doctrine de l'oppression promet le repos et donne la souffrance; la doctrine des droits annonce le bonheur et répand les calamités; la doctrine des devoirs peut seule réaliser les promesses des deux autres (1).

(1) Plusieurs étrangers, hommes d'un esprit distingué, commencent à propager une quatrième doctrine qu'ils nomment doctrine des intérêts. Ou je l'ai mal comprise, ou elle est peu distincte des trois autres; c'est une espèce de théorie *scientifique* qui rentre dans les précédentes qu'on pourrait appeler *naturelles*. Si elle est prêchée avec violence, dans l'intérêt du grand nombre, c'est la doctrine des droits, dont la dénomination est changée. Si elle dégénère de manière à concentrer les affections sur l'intérêt exclusif de la patrie ou de soi-même, de la corporation ou de la famille dont on est membre, c'est la

Les deux fausses théories ont sur la véritable, un immense avantage; elles parlent aux passions, tandis que celle-ci ne s'adresse qu'au sentiment et à la raison. Ainsi, cette doctrine a peu de moyens pour enflammer les âmes vulgaires; ainsi, elle est difficile à propager. Mais, que faut-il conclure de ces aveux? Fera-t-on le mal parce qu'on aura découvert qu'il est plus facile à faire que le bien? Pense-t-on qu'il soit aisé de déterminer les peuples à pratiquer la morale de l'évangile? Combien de gens l'outragent! combien d'autres la dénaturent! et que d'obstacles les passions lui suscitent dans le cœur même des gens de bien! Toutefois, les êtres les meilleurs et les plus éclairés cherche-

doctrine de l'oppression, observée dans ses causes plus que dans ses effets. Si, mieux conçue, elle dirige nos méditations vers l'intérêt universel, on la trouvé pleine de philanthropie; c'est la doctrine des devoirs qui reçoit un autre nom, parce qu'elle est considérée sous un autre point de vue.

ront toujours à propager cette morale née de l'amour d'un Dieu de paix pour les hommes. Un de ses résultats immédiats serait de porter dans la politique la doctrine des devoirs, la complète doctrine des devoirs.

Tout change autour de moi, les mœurs, les arts, les empires ; et j'ai peine à concevoir quelque chose de durable sur la terre. Cependant, si les hommes goûtent un jour les fruits de la doctrine des devoirs, tant de bonheur se répandra sur eux, ils trouveront leur destinée si douce, qu'il est impossible de croire que jamais ils veuillent en changer, et que leur situation prospère ne soit pas indéfiniment prolongée.

Il est une marche du temps, une force des choses à laquelle il faut se soumettre (1). Peut-

(1) Gardons-nous de confondre la force des choses avec la fatalité. Un esprit raisonnable ne peut nier l'une, et ne saurait admettre l'autre. La fatalité serait une puissance qui nous jetterait tantôt vers le mal, tantôt vers le bien, toujours indépendamment de notre volonté. L'idée

être était-il inévitable que des peuples fissent l'essai de la doctrine des droits, avant que les hommes s'élevassent à la doctrine des devoirs. On a vu des écrivains répandre les demi-connaissances qui excitent l'enthousiasme pour la théorie des droits; on en verra d'autres faire jaillir les vives lumières qui pénètrent les âmes d'amour pour la théorie des devoirs. Un jour cette doctrine, presque ignorée, sera celle de tous les esprits justes. Comment la verrions-nous déjà répandue? elle est en harmonie avec le plus haut degré de civilisation.

d'un tel pouvoir est repoussée par notre conscience et par notre expérience. La force des choses émane de la Divinité. C'est elle qui unit les effets à leurs causes; c'est elle qui nous courbe sous la main du temps, et qui détruit nos monumens et nos lois; c'est elle qui dissipe enfin les douleurs amères, et qui fait tôt ou tard triompher la vérité. La force des choses est visible par ses résultats; et c'est surtout en l'observant avec sagacité que nous acquérons de sages lumières.

CHAPITRE III.

DE L'EFFICACITÉ QU'ON ATTRIBUE A LA FORME DU GOUVERNEMENT.

Les vérités enfantent des vérités, ainsi que les erreurs engendrent des erreurs. En s'attachant à la vraie doctrine politique, on sent qu'il faut une base aux améliorations sociales; on juge que, pour nous mettre en état de remplir nos devoirs, il est nécessaire d'exercer de l'influence sur notre âme, et qu'il faut imprimer à nos facultés une sage direction. En suivant la doctrine des droits, au lieu de celle des devoirs, on s'est mépris sur les moyens qui peuvent le plus efficacement concourir à rendre l'homme meilleur et plus heureux. Il suffit de

la force pour établir l'oppression ; on s'est imaginé qu'il suffit de changer la force de place pour garantir les droits.

Une des grandes folies de nos temps modernes, est celle de chercher quel est en théorie le gouvernement le plus convenable à la nature humaine, et de vouloir ensuite l'imposer à tous les peuples. Ce sont là des moyens, non d'avancer la civilisation, mais de porter partout le désordre et la tyrannie.

Il y a deux peuples très fiers de leurs gouvernemens : ce sont les Anglais et les Américains. Leurs gouvernemens que j'admire sont très différens. Transportez en Angleterre l'égalité Américaine, vous bouleverserez l'état ; sa puissance et ses richesses périront avec ses libertés dans les horreurs d'une sanglante démagogie. Transportez sur le sol de l'Amérique l'aristocratie anglaise ; sa population, son industrie languiront, et peut-être une partie de ses vieux habitans chercheront-ils un asile loin

d'une terre devenue pour eux inhabitable. Ces vérités sont évidentes; mais quel mépris les faits et l'expérience inspirent aux rêveurs politiques! Les philosophes sont traités par eux, comme les médecins par l'alchimiste qui croit avoir le remède universel.

Persuadés qu'on peut assurer le bonheur des peuples par des moyens, pour ainsi dire mécaniques, nos publicistes ne se sont guère occupés que de la distribution matérielle du pouvoir. Ils ont fait des combinaisons vraiment ingénieuses; et les formes de gouvernement qu'elles ont produites auraient sans doute été durables, si de belles coupoles pouvaient se soutenir en l'air d'elles-mêmes.

Un jour, on remit le pouvoir législatif à deux conseils, et le pouvoir exécutif à cinq directeurs. Cette division et ces subdivisions semblaient offrir des garanties à l'ordre social. Un député en demandait une encore; il voulait qu'un sénat fût chargé de surveiller les

conseils et le directoire. Cette nouvelle garantie aurait-elle suffi? n'aurait-il pas fallu surveiller les surveillans?

C'est sur les âmes qu'il faut agir; accordons moins d'importance à des moyens secondaires. Un vêtement élégant et noble ne peut rendre beau un être laid et difforme : sa taille, ses traits resteront les mêmes; et peut-être son costume les fera-t-il paraître plus hideux ou plus ridicules. La plupart des constitutions données depuis trente ans à différens états, ont-elles été autre chose que des costumes que les peuples ont pris et quittés, comme ceux que déposent après le spectacle les gardes qui figurent dans nos tragédies?

Un gouvernement sans base disparaît aussi promptement qu'il s'élève. Ceux qui concevaient le fol espoir de l'établir, accusent de sa chute les résistances qu'ils ont éprouvées. Eh! d'abord, n'y a-t-il pas beaucoup de niaiserie à se plaindre des résistances? N'est-ce pas dire

en d'autres termes : J'aurais fait ce que j'aurais voulu si personne ne m'en eût empêché ; ou bien : je n'aurais pas trouvé de contradicteur, si chacun eût été de mon avis? Le politique sensé, de même que le mécanicien habile, ne doit-il pas prévoir les résistances, juger celles qu'on peut vaincre et celles qu'on ne peut surmonter? Mais, ensuite, pour briser un tel gouvernement, à défaut de ses adversaires, il suffirait de ses partisans. Ceux-ci n'étant point imbus des principes du devoir, leurs intérêts sont bientôt divergens; leurs passions s'exaltent; qu'est-il besoin de les attaquer? ils se dévorent les uns les autres. Les gouvernemens sans base, les gouvernemens créés *a priori* sont éphémères : leur emblême est une pyramide posée sur sa pointe.

Ceux qui attribuent trop d'influence aux lois écrites, n'ont pas fait une observation qui doit frapper les esprits justes. Bien que les hommes écrivent des constitutions, elles ne peuvent

être que l'ouvrage du temps. Lorsqu'on vient de publier les lois fondamentales d'un état, on ne sait point quel gouvernement aura cet état. Les lois ne parlent pas elles-mêmes; elles ont des organes qui les interprètent. Il y a une interprétation plus favorable à l'autorité qu'à la liberté; une autre plus favorable à la liberté qu'à l'autorité; une troisième plus convenable que les deux premières à l'intérêt général. Peut-être le plus habile politique ne saurait-il prévoir dans quel excès on se rejettera, peut-être passera-t-on plusieurs fois d'un excès à l'autre; mais, si les esprits n'ont pas été sagement éclairés, si les âmes n'ont pas été nourries à l'école du devoir, l'interprétation sera certainement vicieuse.

Pour qu'on se borne à mal interpréter les lois, encore faut-il qu'elles trouvent quelques appuis dans les âmes; car autrement, des lois sages en elles-mêmes, des lois très bonnes considérées d'une manière abstraite, sont re-

jetées comme un poids importun par ceux auxquels on les impose. Trop ou trop peu de liberté gêne également les peuples. Des hommes médiocres ne goûtent que les institutions médiocres ; et de belles institutions peuvent être frappées de mort par leur beauté même.

Sans doute une admirable forme de gouvernement serait celle d'une république, où l'on ne verrait ni trop d'aristocratie, ni trop de démocratie. Qu'on nous la donne, nous n'aurons pas un jour de liberté; nous aurons deux jours de tyrannie, l'un sous la populace, l'autre sous quelque despote. Nos républiques sont des monarchies où le trône est vacant.

La liberté politique est précieuse, parce qu'elle est la plus forte garantie de la liberté civile, et parce qu'elle répand dans les âmes un utile sentiment de fierté. Mais on peut dire aux peuples : Si vous avez trop tôt cette liberté, si vous la possédez avant d'être en état d'en

jouir, vous l'emploierez à vous combattre, à vous opprimer les uns les autres; loin d'assurer votre liberté civile, elle la détruira; vos franchises seront sur le papier, et l'esclavage sera dans vos maisons.

Croire que telle constitution politique est un talisman qui porte le bonheur avec elle, est une insigne folie. La proposition contraire serait plus vraie : il n'y a pas de forme de gouvernement qui, par elle-même, voue un peuple au malheur. En effet, on distingue les diverses formes de gouvernement par la manière dont l'autorité est placée ou distribuée dans chacune d'elles. Quiconque possède l'autorité peut l'employer au bien de tous; il n'est donc pas de gouvernement qui rende inévitablement malheureux le peuple soumis à son influence.

Des hommes bons rendraient bonnes les formes de gouvernement les plus défectueuses; et les meilleures se corrompent avec des êtres

dégradés. L'autorité doit être bénie partout où ses vues se dirigent vers les deux grands moyens de civilisation, partout où cherchant à propager la morale et l'industrie, elle a pour but de rendre les mœurs plus douces et l'aisance plus générale.

Toutefois, la distribution du pouvoir dans la société ne saurait être indifférente. Les hommes passent, les institutions restent. Après avoir réfuté une erreur grave des publicistes rêveurs, donnons quelques idées simples et justes sur l'influence des formes de gouvernement.

Il est certain qu'un homme investi du pouvoir absolu peut répandre le bonheur sur un état, mais transmettra-t-il à son successeur ses vertus avec son pouvoir ? L'expérience n'a que trop prouvé qu'une autorité sans bornes, donne des vertiges à la plupart de ceux qui l'exercent. Les recommandations de la religion et des lois, les murmures de l'opinion

inquiètent peu les despotes; et pour limiter le pouvoir, il faut le diviser. Les gouvernemens mixtes sont les meilleurs : ceux qui s'obstinent à nier cette vérité, sont sourds aux leçons de l'histoire.

Remarquons aussi que les peuples ont des besoins intellectuels qu'on ne peut méconnaître, ou refuser de satisfaire, sans jeter les hommes dans un état de souffrance qui corrompt leurs mœurs et fait languir leur industrie. On peut distinguer, sous le point de vue que je considère, trois degrés de civilisation. Il est pour les peuples un état d'enfance, où ils sont complètement sous la tutelle de leurs chefs ; on ne peut alors desirer pour eux que *la liberté civile*. Quand les facultés des hommes sont plus développées, ils peuvent discuter, surveiller des intérêts locaux ; la *liberté administrative* leur devient nécessaire; et des assemblées municipales, des assemblées provinciales concourent puissamment à la pros-

périté publique. Enfin, il arrive une époque où une nation est digne de la *liberté politique*.

Loin qu'il faille chercher un gouvernement unique, convenable à tous les peuples, le grand art des hommes qui exercent de l'influence sur la destinée des états, doit être de bien observer les besoins intellectuels de la société, et son degré de civilisation. Une grande variété peut être nécessaire dans les lois des diverses nations pour rendre ces lois conformes à la situation de chacune d'elles. Ainsi la manière d'élire et de composer les assemblées provinciales ou nationales, l'étendue des attributions de ces assemblées peuvent mettre des différences essentielles entre plusieurs gouvernemens de même nature. Si l'on fait trop peu, ou si l'on fait trop pour la liberté administrative et politique, on gêne ou l'on trouble les peuples.

Les faiseurs de constitutions et les rédac-

teurs de lois sont plus nombreux parmi nous que ne le sont les improvisateurs chez les Italiens. L'assurance avec laquelle les partis annoncent que telle disposition législative aura tel résultat, est vraiment curieuse. L'homme éclairé ne sait point décider avec cette altière promptitude. Les nombreuses combinaisons qui forment des gouvernemens mixtes, peuvent toutes avoir une bonté relative; et, pour choisir, l'expérience offre peu de lumières. Où trouver des exemples? dans l'histoire et chez les peuples de notre âge. Secours incertains! Lorsqu'on étudie les temps passés ou les peuples contemporains, on aperçoit un effet, on l'attribue à telle cause; mais d'autres causes qui nous échappent n'ont-elles pas contribué à produire cet effet? Avant tout, ne faudrait-il pas demander si les effets, bien qu'ils soient plus sensibles que les causes, ne sont pas, en partie, de fantastiques produits de notre imagination? Supposons les causes

et les effets bien constatés : les circonstances varient tellement d'un siècle à un autre, d'un peuple à un autre, qu'il n'y a jamais entr'eux parité ; et que souvent on fait de grandes erreurs en croyant saisir des analogies. Ainsi, nos politiques de tous les partis vont puiser chez les Anglais des exemples qu'ils appliquent presque toujours fort mal. Ceux qui voudraient que, parmi nous, l'opposition eût tous les droits qu'elle exerce en Angleterre, n'aperçoivent pas que notre gouvernement serait brisé par des secousses qui n'offrent pas même une ombre de péril à ce gouvernement insulaire, défendu par l'aristocratie la plus puissante de l'Europe, et par un vieux respect des lois dont toutes les âmes sont imbues. Ceux qui voudraient transporter parmi nous cette même aristocratie, n'aperçoivent pas que l'Angleterre, forte de ses institutions et de ses habitudes, peut porter légèrement un poids sous lequel s'écrouleraient toutes nos libertés

publiques. Les exemples sont souvent trompeurs ; l'application en est toujours difficile, et quelquefois périlleuse. Pour que des institutions soient appropriées à la situation d'un peuple, il est nécessaire qu'elles aient quelque chose de particulier, de spécial, par conséquent de nouveau; mais, alors, l'expérience si importante pour nous diriger, pour nous aider à prévoir, l'expérience nous manque. Au milieu de tant d'obstacles et d'incertitudes, l'homme éclairé médite long-temps, et n'offre qu'avec crainte le résultat de ses réflexions.

Toutes ces difficultés doivent faire sentir combien il importe d'agir sur les âmes, d'essayer d'améliorer les hommes, afin que leurs qualités maintiennent ce que les lois ont de sage, et remédient à ce qu'elles ont d'imparfait. Pour concourir efficacement à notre bonheur, je le répète, il faut rendre les mœurs douces et l'aisance générale. Je parlerai des moyens

de remplir ce double devoir; mais j'ai besoin de combattre encore des erreurs: avant de répandre le grain sur un champ, on enlève les épines qui le rendent infertile.



CHAPITRE IV.

DES RÉVOLUTIONS ENTREPRISES POUR LA LIBERTÉ.

L'ignorance de la vraie doctrine politique fait attribuer, ainsi que nous venons de le voir, une efficacité prodigieuse aux formes de gouvernement. Cette erreur en suggère une autre. Quand on est convaincu qu'il suffit, pour assurer le bonheur des peuples, de leur donner telles lois politiques, il est naturel d'invoquer les révolutions violentes, car elles offrent le plus court moyen de saper les gouvernemens et d'en élever d'autres.

Les révolutions entreprises pour la liberté sont de plusieurs espèces. Quand des vainqueurs se sont emparés d'un état, aussi long-

temps que leur équité et leurs bienfaits n'ont pas effacé le souvenir de la conquête, ils n'ont point de prescription à réclamer, les opprimés gardent le droit de retourner au combat et de chasser leurs prétendus maîtres. Malheureux Grecs ! si vous succombez dans votre noble entreprise, vous emporterez au ciel la palme du martyre.

Une mère patrie qui abuse de sa puissance envers ses colonies, place leurs habitans dans la situation où les Américains se trouvèrent à l'égard des Anglais. Les colons ne voient plus dans leur marâtre qu'une étrangère. Il est peu conforme à la nature des choses de gouverner d'un monde à l'autre : l'oppression achève de rompre des liens affaiblis par l'éloignement et le temps.

Entre les deux espèces de révolutions dont je viens de parler, et celle qui s'opère par les habitans d'un Etat contre leur propre gouvernement, il y a toute la différence qui se fait sentir

entre la guerre étrangère et la guerre civile. Aperçoit-on des circonstances extraordinaires, dans lesquelles la morale puisse approuver ou seulement absoudre ce genre de révolutions? Kant, inflexible dans ses austères principes, décide qu'aucune situation de la société ne peut autoriser une révolution. Toutefois, on ne saurait mettre en doute qu'un homme a le droit de sa propre défense. Comment un grand nombre d'hommes réunis n'auraient-ils pas ce droit? Pouvons-nous abolir la loi de la nature qui fait courir aux armes des hommes désespérés? Quand la tyrannie ravage un Etat au point que les propriétés ne sont plus respectées, que l'honneur est outragé, que le sang coule sur les échafauds, l'ordre social est dissout; je conçois qu'un moyen violent puisse seul le rétablir.

Mais, il était réservé à notre siècle imbu de fausses doctrines, d'exciter aux révolutions sous des gouvernemens paisibles, de

considérer ces bouleversemens effroyables comme de simples moyens de civilisation. Dans les temps ordinaires, ceux qui méditent sur les moyens de nous rendre meilleurs, se nourrissent d'idées sereines, de sentimens affectueux; ils desirent le bonheur de tous, et ne peuvent concevoir le bien accompagné de violence. Alors, si quelques hommes atrabilaires parlent d'opérer une révolution, on les tourne en ridicule ou on les repousse avec horreur. Dans les temps agités, la scène change. Non-seulement des intrigans et des monstres viennent spéculer sur les désordres publics; mais des gens probes, ardens zélateurs de l'intérêt général, cessent de s'alarmer à l'idée de grands bouleversemens dont ils espèrent voir sortir le bonheur universel, comme à la naissance du monde la lumière jaillit du chaos.

Il est trop vrai de dire qu'aujourd'hui en Europe, les hommes qui tentent d'améliorer

le sort de leurs semblables, peuvent se diviser en deux classes. Les uns redoutent les révolutions, les autres les appellent. Quand elles éclatent, c'est pour tous une terrible calamité. Ceux qui voulaient des améliorations successives, toujours conformes à la morale, sont traités d'ignorans, d'ennemis de leur patrie; on se prive de leurs lumières, on rend leur sagesse inutile; on les proscrit. Ceux que n'effrayait point la violence, exaltés qu'ils sont par le succès, goûtent de vives jouissances; mais je les ai supposés probes, amis sincères de l'intérêt public; leurs vertus seront bientôt des crimes.

Dès qu'une révolution est commencée, on ne doit plus dire : Il est impossible d'arriver à tel excès. Souvent on le dit, parce qu'entre le point où l'on est et celui dont on parle, la distance est immense. L'esprit cherchant à rapprocher ces deux points, et mesurant tout l'intervalle qui les sépare, décide qu'ils ne

peuvent se toucher. Oui, mais on arriverait à l'extrémité du monde en avançant chaque jour d'un point vers un autre; et l'on va vite en révolution.

S'il est un peuple bienveillant que ses qualités, et même ses défauts, éloignent des passions haineuses, c'est celui dont l'active industrie embellit le sol de la France. Que de voix répétaient, lors de nos premiers changemens politiques : *Cette révolution est l'ouvrage de la philosophie; elle n'a pas coûté une seule goutte de sang!* Quatre ans après cette époque d'enivrement général, les camps, leurs privations, leurs fatigues et toutes les horreurs de la guerre, offraient moins de dangers que le séjour de nos villes. J'ai vu Paris dans ces jours de crimes et de deuil. A la stupeur qui couvrait les figures, on eût dit une ville désolée par une maladie contagieuse. Les vociférations ou les rires de quelques cannibales interrompaient seuls le silence de mort

dont on était environné. La dignité humaine n'était plus soutenue que par les victimes qui, portant un front serein sur l'échafaud, s'exilaient sans regret d'une terre déshonorée.

Le calme est nécessaire pour examiner, proposer et répandre les idées utiles. Commencer une révolution, et prétendre discuter ensuite avec sagesse, c'est enivrer les hommes, et vouloir leur parler raison.

Quelle influence peut exercer le sage au milieu de ces vastes bouleversemens? Il apporte des lumières; et ce sont des passions qu'on demande. La plupart des vérités politiques sont complexes, et la multitude ne saisit que les idées simples. Pour montrer par quels moyens on peut ne donner trop ni à l'autorité, ni à la liberté, afin que toutes deux s'unissent et soient durables, il faut exposer une suite de faits et de raisonnemens. Tandis que le sage essaie d'expliquer ses vues, un factieux pousse un cri de ralliement, la foule le répète, et

suit le chef qui s'est fait comprendre. Une révolution nouvelle est opérée en moins de temps qu'il n'en faut pour développer une théorie juste et profonde.

Nos pères étaient dans la véritable route de la civilisation. Quel enchantement et quels regrets on éprouve quand la pensée se reporte vers le milieu du siècle dernier! L'amour du bien était alors général. Humanité, patrie, bonheur de tous, étaient des mots qu'on prononçait avec sincérité, et qui faisaient tressaillir les âmes. Oh! qui nous rendra les sentimens si doux, si bienveillans, dont nos pères étaient animés?

Pour avancer la civilisation, il importe surtout de répandre ces sentimens paisibles, humains, généreux. La civilisation sera près de son plus haut degré, si jamais les hommes sont unis par les liens d'une morale fraternelle. Un brusque changement dans l'Etat, une révolution excite les passions haineuses,

produit le découragement, et mène à l'égoïsme. Je ne fais point une vaine accumulation de mots, j'insisterai sur chacune de ces idées.

Il faudrait unir les hommes; une tempête politique les sépare, et pour ainsi dire, les disperse. Loin de songer au bien général dans ces temps malheureux, trop souvent on oublie ses propres intérêts, pour ne songer qu'à nuire à ceux des autres. Chaque parti arrive au point de chercher, non ce qui lui serait le plus utile, mais ce qui sera le plus odieux au parti contraire. On ne demande plus si l'homme à qui l'on va confier ses intérêts, est probe, éclairé; il a tous les titres, s'il est en horreur au parti qu'on abhorre. Après de cruels débats, quand la paix est proclamée, les ressentimens sont lents à s'éteindre, parce que les causes en ont été terribles. Les différentes classes de la société qui se sont trouvées en présence dans des luttes sanglantes, n'osent plus s'entraider; chacune d'elles craint de rendre des forces à cel-

les qui lui furent opposées ; et parce que beaucoup de mal a été fait, on en fait beaucoup encore..

Le découragement des gens de bien est un effet trop ordinaire des révolutions. Tant d'idées justes ont été dénaturées par les divers partis, que des âmes pures croient qu'il faut garder le silence sur une terre où les plus saintes pensées peuvent être empoisonnées, où les paroles de paix peuvent enfanter la guerre. Il est aussi des âmes généreuses, mais imprudentes, qui portèrent de l'exagération dans leurs projets, de la folie dans leurs espérances; cruellement déçues, elles embrassent un excès contraire. La vérité semble n'être pas du domaine de l'homme; puisque le plus souvent il ne quitte une erreur que pour une autre erreur. Celui qui commence par nous supposer assez sages pour qu'on puisse nous guider uniquement par la raison, finit presque toujours par nous regarder comme

des êtres pervers, nés pour exercer la tyrannie ou pour subir l'esclavage.

Les sentimens haineux laissent dans les âmes quelque énergie, le découragement peut y laisser quelques vertus, l'égoïsme n'y laisse que lui seul; et les révolutions sont de fatales écoles d'égoïsme. On apprend bientôt que des hommes dont les principes semblent tout opposés, veulent la même chose: le pouvoir pour eux et leurs amis. Au milieu des tempêtes politiques, où conduisent l'amour du bien, le dévoûment, l'héroïsme? à la misère, à l'échafaud; tandis que la bassesse a, près de tous les vainqueurs, un salaire assuré. On entend des gens probes qui disent: *si j'avais à recommencer, je m'y prendrais autrement.* Non, hommes de bien, vous seriez encore victimes, parce qu'il vous faut avant tout l'estime de vous-mêmes. Mais quels ravages ces spectacles d'iniquité ne doivent-ils pas causer dans les âmes vulgaires; et presque toutes les âmes ne

sont-elles pas vulgaires? Quand on a vu tant de partis se combattre, et successivement triompher, succomber et renaître, tant de vérités évidentes niées avec assurance et bonne foi, tant d'erreurs grossières devenues plausibles par l'assentiment que leur donnaient des multitudes d'hommes; quand on a vu tant de vertus repoussées par d'autres vertus, et de crimes punis par des crimes, la confusion s'empare des idées, le scepticisme remplace la morale, une foule de gens ne trouvent plus rien d'utile que l'or, de juste que la force, et de sage que l'égoïsme.

Lorsque je songe aux passions que la révolution a déchaînées, lorsque je rappelle à mon esprit les cruautés du règne de la terreur et les séductions du régime impérial, je suis tenté de ne plus gémir de voir un si grand nombre de gens violens, cupides, lâches, et d'admirer qu'il existe encore quelques hommes calmes, désintéressés et courageux.

Un redoutable danger des révolutions, c'est qu'elles peuvent amener des contre-révolutions. Une contre-révolution est absurde, à moins qu'elle ne succède immédiatement à la révolution, car alors il est naturel que les choses se retrouvent dans l'état où elles étaient la veille. Mais, si l'on a vu s'écouler un temps suffisant pour apporter de grands changémens dans les mœurs et dans les habitudes, on serait insensé de vouloir retourner au vieil ordre de choses. L'opinion contraire ne peut appartenir qu'à des gens très égoïstes ou fort ignorans. Plus le souverain est éclairé, plus il s'oppose à leurs vœux, parce qu'il sait que le principe d'un législateur est de prendre les hommes au point où ils sont arrivés; et d'avancer leur civilisation, par des lois conformes aux besoins de tous. Une contre-révolution est encore une révolution. Toutes deux livrent aux passions l'empire qui devrait appartenir à la raison. Dans le second mouvement politique, de même

que dans le premier, l'orateur le plus véhément domine, en attendant qu'un plus fou l'emporte sur lui; et jamais on ne peut dire : C'est à tel point qu'on s'arrêtera.

Lorsqu'une révolution est proclamée au nom de la liberté, les vives espérances qu'elle fait briller entraînent beaucoup d'amis sincères du bien public. Si une contre-révolution vient à les moissonner, à les condamner à l'exil ou au silence, l'état sera privé d'une partie de ses plus fermes soutiens. Quand les hommes opposés à la révolution triomphent, les plus éclairés doivent se hâter de protéger ceux de leurs adversaires qui méritent l'estime. Ce n'est point parce qu'il est beau d'être un vainqueur généreux qu'ils doivent agir ainsi; c'est parce qu'il faut toujours être juste, et ne voir que l'intérêt général. S'ils ont la faiblesse de suivre d'autres conseils, ils en seront punis par l'ascendant qu'ils laisseront prendre aux énergumènes de leur parti, et qui pourra bientôt

les opprimer à leur tour. Il y a, certes, une grande différence entre des hommes dont les uns servent une révolution et dont les autres la combattent; si, cependant, ils sont de bonne foi, s'ils sont animés par le desir du bonheur public, je vois entre eux bien moins de différence qu'il n'en existe entre des gens parés des mêmes couleurs, mais dont les uns songent à l'intérêt de leur pays, et dont les autres spéculent pour eux-mêmes.

Les êtres modérés, quel que soit leur parti, sont utiles; et leurs violens adversaires sont toujours dangereux. Quand une révolution éclate, une partie de ceux qui la redoutaient, voyant qu'elle triomphe, cessent de la combattre et s'efforcent de la diriger. D'autres qui la provoquaient avec ardeur, épouvantés des troubles qu'ils viennent d'exciter, repoussent leurs propres idées, et se jettent parmi les plus fougueux opposans. Les premiers m'intéressent, parce que dans les diverses situations où je

les vois, ils sont modérés. Que les seconds soient pour ou contre telle opinion, leur violence m'effraie: il y a des gens qui semblent nés pour faire le mal partout où ils passent.

Les esprits que la modération inspire, sont par cela même en rapport avec la vérité, avec l'intérêt général; tandis que les esprits exaltés s'éloignent nécessairement de l'utile et du vrai. Dans les orages qu'il nous a fallu traverser, j'ai toujours plus considéré le caractère que les opinions des hommes; et je puis voir maintenant que j'ai été plus juste et moins trompé que si j'eusse pris pour mes jugemens une autre base.

Un grand malheur pour la société, c'est qu'il nous est très difficile de juger la modération et l'exaltation, indépendamment des idées auxquelles nous les trouvons unies. Cependant, l'exaltation est par elle-même un vice, la modération est par elle-même une vertu : Quand nous saurons ces vérités, nous commencerons à nous instruire.

Les révolutions laissent après elles un moyen puissant de réparer les désastres qu'elles ont enfantés. Ces grands mouvemens donnent aux esprits une prodigieuse activité. Si l'on sait la diriger vers les arts utiles, vers les arts de la paix, elle peut produire des résultats de la plus haute importance. C'est elle qui doit rappeler, dans l'état bouleversé, les élémens de la civilisation. D'une part, cette activité des esprits répand l'industrie et l'aisance; et de l'autre, elle fait cesser le découragement des gens de bien en leur montrant par ces heureux prodiges des arts qu'il ne faut pas désespérer du sort des hommes. Mais, si l'on ne voit pas dans cette activité qui survit aux tempêtes, un bienfait réparateur; si par inhabileté ou par ignorance, on méconnaît les moyens de la diriger, et qu'on veuille l'éteindre, on l'empêche seulement de se porter vers de nobles objets; elle se glisse dans des routes honteuses; les hommes deviennent habiles en intrigues, les passions

viles fermentent, et les genres de dépravation les plus bas se répandent sur l'État.

Au milieu même des orages, l'activité des esprits peut enrichir les arts de découvertes nombreuses. Ces utiles conquêtes ont été plus d'une fois citées en faveur des révolutions; mais cette apologie ne peut séduire que des imaginations jeunes. L'avancement des arts payé d'un tel prix, est trop chèrement acheté. Combien on doit préférer les succès plus lents qui naissent de paisibles progrès dans la science d'ajouter au bonheur des hommes! Nos armées, en couvrant l'Europe, ont rendu quelquefois des services à l'industrie, dans les contrées qu'elles opprimaient. Ce fait ne prouve rien en faveur de la guerre et des conquêtes. Les mêmes perfectionnemens pouvaient avoir lieu par les relations éclairées des gouvernemens, des savans et des commerçans de ces diverses contrées avec la France. Alors, ils auraient été plus durables, alors ils auraient

été suivis d'une multitude d'autres. Ah! les bienfaits de la morale et des arts ne sont destinés à se répandre ni par la force des armes, ni par la violence des tempêtes politiques.

Il est une révolution paisible, lente, mais sûre, que le temps opère, et qui conduit le genre humain vers de meilleures destinées (1). Tout homme de bien seconde cette révolution chaque fois qu'il contribue, soit à propager les principes de la morale, soit à répandre les procédés de l'industrie. Mais les brusques révolutions que font éclater les passions des hommes, retardent, arrêtent les changemens qu'amenaient le temps et la sagesse, et précipitent les états dans des flots de calamités.

Pour opposer des barrières aux révolutions, pour prévenir ces terribles crises, deux systèmes se présentent : nous les examinerons dans les deux chapitres suivans.

(1) J'ai prouvé cette assertion dans un ouvrage intitulé : *De la Philosophie morale*, ch. 19.

CHAPITRE V.

DES MOYENS DE PRÉVENIR LES RÉVOLUTIONS.

Une des plus fatales erreurs que propagent les révolutions est celle d'imaginer que, pour les prévenir, il faut plonger les hommes dans l'asservissement. Les excès produits par la doctrine des droits refoulent les peuples vers les malheurs qu'enfante la doctrine de l'oppression. Alors se confirme, par de nouvelles preuves, cette vérité que l'avancement de la civilisation doit résulter de paisibles travaux ; et que les efforts pour substituer les révolutions des hommes à la révolution du temps, sont féconds en désastres.

Selon certains esprits, pour se garantir des troubles politiques, les seuls moyens efficaces sont de donner au pouvoir la plus grande intensité, et de réduire les hommes à un état d'ignorance qui les rende pauvres, faibles, et par conséquent peu redoutables.

Ceux qui refusent au pouvoir la force nécessaire pour exister avec sécurité, connaissent bien peu l'intérêt général, et s'abusent étrangement sur l'art de constituer un état. Tout gouvernement inquiet sur son existence est ombrageux ; l'usage le plus légitime de la liberté l'effraie ; il emploie l'astuce, il recourt à la fraude ; il aspire à l'arbitraire comme à son unique moyen de salut. A moins qu'on ne suppose dans un peuple une pureté de mœurs et de caractère à laquelle ne sauraient prétendre nos peuples de l'Europe, il faut qu'un gouvernement soit fort pour que l'état puisse être heureux et libre. Mais c'est dans l'intérêt de tous que la force est donnée à ceux qui

gouvernent ; c'est pour qu'ils offrent l'exemple de l'accomplissement des devoirs, non pour qu'ils mettent en pratique la doctrine de l'oppression. Or, ce dernier résultat est le seul auquel on arrive par l'union de l'intensité du pouvoir et de l'ignorance des peuples.

Je ne crois pas à l'impossibilité de réaliser cette union dans la plupart des contrées de l'Europe ; et de maintenir, pendant un espace de temps plus ou moins considérable, le malheureux état de choses qui en résulterait. Je l'avoue avec honte, j'ignore à quel point de dégradation il est impossible de faire descendre les hommes. Deux fois nous avons vu la civilisation près de rétrograder : à l'époque où le fanatisme politique faisait ruisseler le sang sur les places publiques ; à l'époque où l'on nous arrachait nos enfans pour les envoyer périr en ravageant l'Europe. Nous avons subi deux genres de despotisme ; un troisième pourrait leur succéder. Ces terribles fléaux se déchaî-

nent, sans que les méchans soient nombreux. Même aux époques les plus affreuses, je n'ai vu qu'un petit nombre d'êtres pervers; mais j'ai vu des multitudes de lâches : peu d'hommes commettent des crimes, beaucoup en laissent commettre. Aussi long-temps que la doctrine des devoirs n'aura pas pénétré les âmes, la tyrannie trouvera facilement des agens, et se débarrassera sans peine de ses adversaires.

Toutefois, l'union de l'intensité du pouvoir et de l'ignorance des peuples n'offre pas plus la garantie du repos des empires que celle de leur bonheur. Les états où cette union est le mieux établie, les gouvernemens asiatiques, sont précisément les plus tourmentés de révolutions. Sinistres gouvernemens, où la révolte est le seul moyen de réclamer, où l'arbitraire répond à l'arbitraire, où le pouvoir du sabre limite le pouvoir du lacet! En voyant les fureurs qui s'emparent des esclaves, aussitôt

qu'ils trouvent à secouer leur joug un instant, il paraît que l'homme a nécessairement une dose de liberté : si elle n'est pas répandue sur chacun de ses jours, pour les animer et pour les embellir, elle se concentre sur quelques heures et produit d'effroyables explosions.

Mais, supposons qu'abrutir les hommes soit un moyen de les faire vivre en repos. Quels gens d'honneur ne chercheraient d'autres moyens? Ils méconnaissent, ils trahissent leur premier devoir, ceux qui dans une situation élevée, exerçant l'oppression, regardent l'ignorance des peuples comme un heureux moyen de les conduire.

En étouffant l'intelligence, on détruit ou l'on fait languir l'industrie. La classe nombreuse est appelée à se procurer par le travail une nourriture abondante, des vêtemens commodes, des habitations saines. Le gouvernement qui la prive de ces avantages, soit en lui refusant l'instruction convenable, soit en

ne lui laissant pas la liberté nécessaire, s'élève contre les vues de la Providence ; il éloigne les hommes des jouissances innocentes qu'ils goûteraient sous des lois justes.

La misère n'est pas seulement une privation de jouissance ; elle engendre des maladies, elle rend les contagions plus fréquentes et plus terribles. Une nourriture malsaine ou trop peu abondante abrège la vie d'une foule d'individus ; on souffre, on voit mourir ses enfans : des maux si cruels n'effraient-ils point la conscience de ceux qui les répandent ?

Ces maux, cependant, ne sont pas encore les plus affreux. Entretenir la misère, c'est être complice de tout le mal moral qu'elle enfante ; c'est alimenter une source de prostitutions, de vols, d'assassinats ; c'est devenir responsable d'une multitude de vices et de crimes.

Toutefois, il est peu de ces êtres sans âme qui, dans leur égoïsme, condamnent leurs

semblables au malheur, parce qu'ils croient en voir résulter pour eux plus de jouissances ou de sécurité. En général, ceux qui préconisent l'ignorance comme un moyen de rendre la multitude plus facile à conduire, voudraient éloigner d'elle les souffrances qui suivent la misère. Dans leur système, par exemple, les habitans des campagnes seront fort ignorans; ils ne sortiront point d'une lente routine qui fait languir l'industrie; ils seront pauvres; mais l'active charité de ceux mêmes qui les retiendront dans cet état, prendra soin de les secourir, veillera sur les besoins des malades, des enfans et des vieillards. L'imagination peut embellir un pareil système de tous les charmes que présente la bienfaisance exercée par des hommes opulens, par des femmes délicates qui conduisent leurs jeunes filles sous la chaumière du pauvre, pour leur donner les premières leçons de vertu. Un tel système n'en

est pas moins faux. On devrait être plus d'accord sur les théories, car il y a pour les juger des faits nombreux et bien constatés. On voyait autrefois, non loin de Paris, des seigneurs respectables, cités pour leur extrême bienfaisance; ils répandaient sur leurs vassaux d'abondantes aumônes et payaient pour eux les impôts; leurs villages étaient remarquables par la mauvaise culture des terres et par la misère des habitans. Lorsqu'on veut opérer le bien, il faut suivre la marche tracée par l'éternel auteur des choses. Fonder sur les aumônes l'espoir de bannir les vices et les souffrances qu'entraîne la pauvreté, c'est avoir une conception fausse. Les aumônes, si dignes de respect en elles-mêmes, ne sont le plus souvent que des primes offertes à la paresse. Dieu voulut que la pauvreté fût combattue par le travail : excitons le travail, répandons l'industrie; et pour y parvenir, qu'une instruction élémentaire, sagement

dirigée, développe les facultés des jeunes artisans. Alors nous aurons employé les vrais moyens, les seuls efficaces pour chasser la misère et les fléaux qu'elle enfante. Voyez, en Écosse et en Allemagne, les contrées les plus heureuses; ce sont les contrées où le cultivateur sait lire, où l'instruction a développé l'industrie, où l'industrie a fait naître l'aisance et rendu les mœurs plus douces. La charité ne doit intervenir, dans un sage système, que pour remédier à des exceptions, à des besoins extraordinaires. Tel est l'ordre qu'il faut suivre. Lorsque dans nos projets de réforme, nous substituons nos vues à celles de l'Éternel, nous ne produisons rien d'utile, nous n'avons qu'une trompeuse et vaine apparence de sagesse.

Quelle haute considération s'élève contre l'ignorance! L'homme n'a des devoirs à remplir que parce qu'il est un être moral; il n'est un être moral que parce qu'il est un être in-

telligent. La brute n'a point de devoirs; l'enfant au berceau n'en a pas encore, et le vieillard dans sa décrépitude n'en a plus. Nos devoirs naissent et meurent, pour ainsi dire, avec notre intelligence; ils sont suspendus pour l'insensé, ils renaissent au même instant que sa raison. Le plus noble privilège de l'homme est d'avoir sur la terre des devoirs à remplir; c'est là le signe de sa céleste origine, la preuve de sa supériorité sur tous les êtres, le gage de son immortelle existence. Un certain développement de ses facultés, est nécessaire pour qu'il connaisse ses devoirs et les accomplisse. Sans ce développement, il ne peut ni donner à sa famille les plus sages conseils, ni rendre à ses semblables tous les services qu'ils ont droit d'attendre de lui, ni même offrir à son auteur un véritable hommage. C'est donc commettre un grand crime que de s'opposer à ce facile développement. Nous voyons avec effroi le barbare qui brise les

monumens du génie; quel sentiment doit inspirer celui qui dégrade l'homme, et mutile ainsi le chef-d'œuvre du Créateur?

Le dépôt le plus respectable qui nous soit confié sur la terre, est celui de la dignité humaine. L'être qui la respecte en lui-même et dans les autres, est l'homme de bien. Ses conseils et ses exemples nous enseignent à ne point la profaner par nos passions et par nos vices; à la maintenir par l'accomplissement des devoirs. Les discours des philosophes sur cette dignité sont bien faibles, comparés aux révélations du christianisme. Voyez ces hommes couverts de lambeaux, chargés des métiers les plus durs, et que nous appelons vils, tous ces hommes sont rachetés du sang de Jésus-Christ.

Solitaire dans Paris, préoccupé du bien de mes semblables, je porte autour de moi mes regards : une satisfaction mêlée de fierté vient m'émouvoir quand j'aperçois quelque établissement, quelque usage, souvent bien

ignoré, qui peut améliorer les mœurs, en exerçant, en éclairant la raison. Un soir, j'entrai dans l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois : un vieil ecclésiastique était en chaire, un autre, fort jeune, lui adressait des questions sur les devoirs que la probité impose aux domestiques envers leurs maîtres. Après chaque réponse, le jeune homme exposait les objections que l'intérêt ne manque pas de suggérer aux consciences peu délicates; le vieillard les réfutait d'une manière simple et quelquefois touchante. L'auditoire assez nombreux était en grande partie composé de femmes, pour lesquelles cette conférence me parut avoir lieu. Quels progrès de la civilisation, disais-je en moi-même! Jamais les anciens n'ont connu de pareilles instructions; jamais les individus qui servaient Démosthène ou Périclès n'ont entendu des leçons de morale; la force seule les faisait obéir. L'exercice de l'intelligence dans toutes les classes de la so-

ciété, et le noble résultat de cet exercice, l'adhésion raisonnée, aux devoirs, sont de bienfaisantes innovations du christianisme. Comment serait-elle vraie la prétendue philosophie qui s'élève contre lui? elle fait des ingrats.

Trop souvent, dans le cours de mes observations, je remarque des usages anciens ou nouveaux qui produisent des effets tout contraires à ceux dont je viens de parler; et je souffre en voyant dégrader l'espèce humaine. Quelquefois, dans des jours de réjouissances publiques, j'ai traversé des places au moment où l'on y faisait une distribution de vivres. Quel dégoût inspire la vue de ce hideux spectacle! de tous ces misérables qui se foulent, s'écrasent, et vont ensuite s'enivrer! Il me semble voir fabriquer de la canaille. Les hommes ainsi formés sont ceux qui, dans les émeutes, courent avec des piques sur les honnêtes gens. Mais, sans noircir son imagination par des ta-

bleaux encore plus effroyables, ne suffit-il pas de songer que la plupart de ces gens ivres, en rentrant chez eux, injurient, frappent leurs femmes, leurs enfans, et leur donnent les plus honteux exemples? Conçoit-on que de telles orgies soient tolérées, commandées par des magistrats, par des magistrats chrétiens? Oh! respectez la dignité humaine! Tremblez de dégrader l'homme, car c'est le dépraver!

Il paraît quelquefois bien étrange qu'on ait pu nier l'avantage de donner à tous les hommes une première instruction qui contribue puissamment à rendre la vie plus douce, puisqu'elle sert à-la-fois la morale et l'industrie. D'abord, il y a des esprits faux; et je ne connais pas de vérité si évidente qu'elle n'ait été niée par beaucoup d'entre eux. Ensuite, des préventions inévitables ont été inspirées par les horribles écarts dans lesquels se sont jetés des gens qui s'annonçaient pour répandre les lumières. Étrange abus de mots! Répandre les

lumières, c'est donner à un plus grand nombre d'hommes, les idées qu'exigent l'accomplissement de leurs devoirs, et le soin de leurs travaux. Ah! sans doute, ce n'est pas ainsi que l'entendaient des êtres insensés et pervers. C'est avec des écrits où l'obscénité se mêle à l'impiété qu'ils prétendaient réformer le genre humain; semblables à des brigands qui, pour éclairer la maison qu'ils vont livrer au pillage, y jetteraient des torches enflammées.

Cependant, c'est une preuve d'ignorance ou de faiblesse que de repousser des idées justes, parce que les mots qui les réveillent ont été profanés. La religion invoquée par des fanatiques est outragée, mais non pas altérée; la patrie en péril a besoin de plus d'amour, quand des factieux se disent patriotes; et les vraies lumières conservent leur pureté, alors qu'on essaie de leur en substituer de fausses. Il est des hommes qui méditent sur l'art de guérir dans le silence de la retraite, puis au chevet des

malades, et dont la science apporte quelques soulagemens à nos maux; il en est d'autres qui, sur les places publiques, réunissent autour d'eux la multitude, pour lui vendre leurs drogues souvent dangereuses et quelquefois mortelles : parce qu'il y a des charlatans, ne voudrez-vous plus de médecins?

Aspirer à fonder la paix des états sur l'abrutissement des peuples, c'est employer un moyen inique, coupable devant Dieu et devant les hommes. Un tel moyen ne saurait produire que des calamités. Admettons que, dans certaines circonstances, il puisse retarder les révolutions; loin de les prévenir à jamais, il doit les rendre un jour plus terribles : il ressemble à ces remèdes qui suspendent les douleurs, et les font renaître plus aiguës. Pour garantir le repos des peuples, cherchons des moyens plus sûrs, cherchons-les dans une autre doctrine que celle de l'oppression.

CHAPITRE VI.

SUITE DU PRÉCÉDENT.

La doctrine des devoirs inspire la crainte des révolutions et le desir des améliorations successives. Pour que cette doctrine se propage, il importe que les chefs des états la mettent en pratique. La crainte des révolutions leur est naturelle; le desir des améliorations successives ne leur est pas moins nécessaire.

Les chefs des états ont besoin de lumières et de fermeté. De lumières, pour suivre la révolution du temps; de fermeté, pour s'opposer aux révolutions des hommes.

Souvent on discute la question de savoir par quels moyens il eût été possible de préve-

nir la révolution française. La plupart des opinions que j'ai entendu énoncer sur ce sujet me semblent fort douteuses, et quelques-unes me paraissent absurdes.

Louis XVI eut une époque très favorable pour nous garantir des bouleversemens politiques, et pour nous assurer des destinées prospères. Jamais roi ne fut plus digne de voir son peuple heureux; car jamais roi ne fit des vœux plus sincères pour le bonheur public. Sa douceur, sa bienveillance forment un déchirant contraste avec les horreurs de son sort. L'inflexible histoire dira que son caractère était dépourvu de fermeté, et que ses vues manquaient d'étendue. Bon jusqu'à la faiblesse, modeste jusqu'à l'extrême défiance de soi, il eut trop les défauts de ses qualités; mais que son cœur était pur! Lorsqu'il m'arrive de voir des hommes pleins de bonté, faisant le charme de leur famille, inspirant l'amour et le respect à tout ce qui les approche,

je fais sur Louis XVI un douloureux retour. Ces hommes si bons, si heureux, placez-les sur un trône, au milieu d'une révolution... Je tressaille! et je n'ose achever.

J'ai dit qu'il y eut une époque très favorable pour assurer à la France d'heureuses destinées. Je parle de l'époque ou Louis XVI appela près du trône, un ministre plein de lumières, d'intégrité et de courage : c'était Turgot. Homme d'état, Turgot avait jugé les besoins de la société qu'il devait diriger. Il voulait établir des assemblées provinciales, et nous donner ainsi dans le gouvernement, la part que demandait le degré de civilisation où nous étions parvenus; il voulait débarrasser notre industrie des entraves dont elle était si onéreusement, et l'on peut ajouter, si ridiculement surchargée. Tels étaient les deux principaux moyens sur lesquels il comptait pour accroître la prospérité publique. S'il eût établi la forme de gouvernement que

sa sagesse avait conçue, peut-être les Français auraient-ils aujourd'hui moins de liberté politique; peut-être n'auraient-ils pas une charte, une tribune où se discutent les intérêts de l'État; mais ils auraient des institutions en harmonie parfaite avec leurs mœurs. Des améliorations se fussent opérées, celles-ci en eussent amené d'autres; nous aurions suivi constamment une route paisible, animés par cet esprit de bienveillance, par cet amour du bonheur général qui semblait nous être naturel, et qu'il fallait nourrir toujours dans nos âmes. Turgot conduisait au port le vaisseau de l'État; comment a-t-on repoussé ce vaisseau sur les mers où l'ont battu les tempêtes?

Louis XVI était bien jeune quand il monta sur le trône : il pensa qu'il devait écouter divers conseillers, pour adopter de chacun d'eux les avis qui lui paraîtraient utiles et généreux. Cette idée était spécieuse; elle eût même été

sage, si le jeune monarque avait eu plus d'expérience, et s'il avait su éviter de suivre à-la-fois des vues contradictoires. Mais choisir pour ministre Turgot, qui voulait une forme d'administration nouvelle, et rappeler les parlemens, ainsi que le proposa Maurepas, c'était établir une lutte fatale. Bientôt, en effet, on vit Turgot réduit à faire enregistrer en lit de justice les édits d'améliorations; contraint qu'il était de les flétrir ainsi lui-même par les formes du despotisme.

Sans avoir à combattre les vieux préjugés et les hautes prétentions des parlemens, c'eût été pour le ministre trop encore peut-être que d'avoir à se défendre contre la frivolité, l'envie et la cupidité des courtisans. Il est déplorable de voir quelles petites passions, quelles niaises intrigues harcelèrent l'homme vertueux qui pouvait seul affermir la monarchie, et poser les bases du bonheur public. En lisant les anecdotes du temps, on passe

de l'indignation à la pitié (1). La grande faute de Louis XVI est de n'avoir pas donné une entière confiance à Turgot, de ne l'avoir pas protégé comme autrefois son aïeul protégea Sully.

Cette opinion doit trouver des contradicteurs; la postérité n'est pas encore arrivée pour l'époque dont je parle, et j'énonce l'opinion qu'exprimera l'impartiale postérité. Je le dis, je le proclame dans l'intérêt des gouvernemens et des peuples, l'adoption des pro-

(1) Je veux citer une de ces anecdotes. Des tabatières fort plates étaient à la mode, on les nommait des platitudes. Une femme de la cour entre dans un brillant magasin, et demande une Turgotine. On ne la comprend pas; elle indique du doigt les tabatières à la mode. On lui dit : « Ce sont des platitudes. » « Eh, bien! reprend-elle, des Turgotines, des platitudes, n'est-ce pas la même chose? » Ce mot fut trouvé délicieux; et c'est avec de telles armes qu'on pouvait attaquer, renverser l'homme d'état qui se vouait au bien public!

jets de Turgot eût placé la France dans une situation qui n'eût point été troublée. Tant de malheurs qui sont venus en foule nous assaillir, doivent être attribués surtout à la victoire que remportèrent les courtisans. Il apparaît quelquefois, près du trône, des hommes d'autant plus éclairés que la morale est la source de leurs lumières, d'autant plus fermes que leur courage naît de leur intégrité. Leur noble aspect effraie les partisans des abus. Heureux les rois qui les honorent du nom d'amis! Le chancelier de L'Hospital, Sully, Turgot, étaient de véritables ministres. Quand ces hommes vertueux tombent, les intrigans, les spéculateurs, les ambitieux, les êtres frivoles poussent des cris de joie, et les gens de bien voilent leur front.

Il y a deux espèces d'êtres bien odieuses, bien répugnantes : ce sont les flatteurs et les factieux. Ces deux espèces d'hommes sont en état de conspiration perpétuelle contre les rois

et les peuples; ils se jouent également du bonheur des empires, et je ne sais lesquels outragent le plus les lois, la religion et le bon sens.

Quand on a perdu le moment favorable pour assurer la paix et le bien d'un état, trop souvent il arrive qu'on fait de vains efforts pour atteindre ces résultats, et qu'on ne parvient point à maîtriser les circonstances. Le plus habile médecin n'a pas toujours des remèdes efficaces, il peut être appelé trop tard. Turgot renversé, il devenait très difficile que la France fût long-temps garantie des tempêtes politiques. On n'avait su ni satisfaire, ni connaître les besoins de la société; ces besoins comprimés devaient amener des crises redoutables. Quels moyens restait-il pour les prévenir?

Nous aimons à rapporter un évènement à une seule cause: cette manière de juger flatte notre orgueil, bien qu'elle prouve seulement

la faiblesse de notre esprit. La révolution française eut des causes nombreuses, parmi lesquelles il n'est pas toujours facile de distinguer quelles furent les plus actives; mais si l'on demande quelle fût sa cause immédiate, c'est évidemment le désordre des finances. Si le *déficit* n'eût pas existé, on n'eût point convoqué les assemblées de notables, les états-généraux, et la France fût restée paisible. On peut composer des ouvrages fort éloquens, et ce qui vaut mieux, très bien raisonnés, sur la dépravation des mœurs, sur l'impiété des philosophes, sur les prétentions de la noblesse, sur les abus de l'ancien régime; mais les phrases les plus énergiques et les idées les plus justes ne prouveront jamais qu'il eût été possible de faire éclater une révolution, si l'ordre eût régné dans les finances.

Puisque le désordre existait, c'était une haute et fatale imprudence que d'appeler à

délibérer, sur les moyens d'y pourvoir, des hommes qui ne manqueraient pas de faire acheter leur secours, de profiter de leur puissance pour exécuter ou pour tenter d'exécuter tous les projets qui roulaient dans leurs têtes. Non que la plupart de ces hommes fussent des factieux; presque tous, au contraire, étaient animés de sentimens honorables; mais que leurs lumières étaient loin de répondre à leurs intentions! Presque tous, demi-philosophes, demi-politiques, apportaient en tribut au prince, à la patrie, un mélange de vérités et d'erreurs. Les plus éclairés virent bientôt opposer à leurs idées une foule d'opinions divergentes; et la voix de la raison fut couverte par le tumulte des passions. Ainsi les hommes les plus sages de la première assemblée, Malouet, Mounier, Clermont Tonnerre, Lally Tolendal, ont à peine été compris.

Mais les Français prévoient-ils les dangers? De toutes parts on demandait les états-géné-

raux ; les membres du parlement de Paris tenaient sur ce point le même langage que les jeunes publicistes, et leur prêtaient l'appui de cette autorité vénérable qui s'attache à la magistrature. L'enivrement était général. Louis XVI hésitait, la cour s'effrayait; cependant il fallait prendre un parti décisif; il était urgent d'apporter un rèmède à la situation toujours plus alarmante des affaires publiques; et tout ce qu'imaginèrent les ministres fut l'édit portant création d'une cour plénière.

Cet édit changeait la forme du gouvernement. Or, tout changement de cette nature produit des mécontentemens graves et peut exciter des troubles; du moins faut-il que les changemens soient tels qu'ils aient des partisans dont le nombre et l'autorité affaiblissent les dangers auxquels on s'expose. La cour plénière ne satisfaisant aucune espérance, blessant tous les intérêts, ne pouvait avoir de partisans que ses auteurs. Puisqu'on était arrivé

au point d'être obligé de modifier la forme du gouvernement pour échapper aux dangers des états-généraux et pour combler le déficit; au lieu d'oser insulter à tous les Ordres en créant une cour plénière, il fallait oser constituer la France. On pouvait, et ces pensées n'étaient point étrangères aux lumières de Louis XVI, on pouvait concevoir une charte qui, maintenant la prérogative royale, conservant une aristocratie forte et la rendant nationale, assurant à la bourgeoisie des avantages qui lui avaient été jusqu'alors inconnus, eût satisfait les vœux de la presque totalité des Français. L'exécution d'un tel projet eût trouvé des appuis que n'obtint point une cour plénière, avorton méprisable du despotisme ministériel; et les hommes appelés à remédier au désordre des finances, au lieu de se livrer à ces discussions ambitieuses dont les états-généraux ont retenti, eussent consolidé l'ouvrage auquel ils auraient dû leur élévation. Ce

moyen sans doute avait des inconvéniens et des dangers; je les vois, je gémis de ce qu'en repoussant le système d'améliorations successives proposé par Turgot, on avait amené l'état sur le penchant de sa ruine. Mais observez, d'un œil impartial, l'époque où l'on était arrivé : il fallait les états-généraux, ou une cour plénière, ou une charte. On sait ce qu'ont produit les deux premiers moyens : un grand homme eût choisi le troisième.

La situation où l'on est réduit lorsqu'il n'y a plus d'autre moyen, pour prévenir une révolution, que d'opérer soi-même un grand changement politique, est toujours une situation très périlleuse. On s'y trouve placé par sa faute, soit que refusant ou négligeant de reconnaître les besoins de la société, on ait poussé les peuples à la révolte, soit que s'étant laissé, par faiblesse, arracher des concessions imprudentes, on ait appris aux factieux à se jouer de l'autorité.

Le plus sage, le plus sûr moyen de prévenir les révolutions des hommes, est de bien apprécier la révolution du temps, de donner ce qu'elle exige; et de le donner non en souverain qui cède, mais en souverain qui commande. Dans le second chapitre de cet ouvrage, nous avons reconnu trois degrés de civilisation, auxquels répondent différens modes de gouvernement. L'habileté de ceux qui dirigent un empire, consiste surtout à juger les besoins nés du degré de civilisation où les hommes sont parvenus. On peut conjecturer qu'à des époques plus ou moins reculées, les différens peuples arriveront à la liberté politique. Loin d'être effrayés d'une telle pensée, les chefs des états doivent desirer de voir leurs peuples mériter cette liberté. Sans doute ils y perdront de ce pouvoir faux et dangereux qu'on nomme pouvoir arbitraire; mais ils y gagneront en puissance réelle. Il est bien constaté que des assemblées

de représentans obtiennent, dans les jours de crise, des levées d'hommes et d'argent que n'oserait demander le ministre le plus hardi du pouvoir le plus despotique. Les rois pénétrés de la sainteté de leur mission, ceux qui se forment une idée juste du compte redoutable qu'ils auront à rendre au-delà du tombeau, doivent aspirer à voir leurs nations dignes de la liberté politique, comme on aspire à diminuer le fardeau d'une responsabilité dont s'effraie la conscience. Quand les peuples ont des représentans, il est moins difficile aux rois d'être instruits de la vérité; et la libre discussion des projets politiques leur donne la meilleure garantie qu'ils ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour gouverner dans l'intérêt général.

Mais pour que les chefs des états observent et suivent la marche de la civilisation, non-seulement il importe que les factieux soient comprimés et réduits au silence, il im-

porte aussi qu'une sage doctrine éloigne des esprits les projets chimériques, les rêves décevans; qu'elle chasse des âmes les turbulens desirs qui font passer près du bien avec mépris, pour aller poursuivre avec ardeur un mieux imaginaire. Nous avons en Europe beaucoup d'esprits jeunes qui ne sentent point les dangers de leur effervescence. Il faut leur répéter sans cesse : Le bien ne peut germer et se développer qu'avec lenteur; c'est une loi de la nature. Celui qui dédaigne la modération, repousse la justice. Mais nous ne pouvons nous persuader que la précipitation suffit à gâter les projets les plus utiles. Une des grandes maladies de notre époque, maladie dont on voit les symptômes dans tous les partis, est cette impatience qui souvent se change en fureur, et qui n'est qu'un triste résultat du défaut de morale. On veut jouir à l'instant; on ne sait point, comme le sage, mettre son bonheur à travailler pour les gé-

nérations à venir. On est assez ignorant pour croire que le travail éphémère de l'homme peut suppléer au long travail du temps. A l'ignorance se joint la vanité; on compromet tout pour cette petite passion. On rougirait d'hésiter, de réfléchir; et l'on aime mieux hasarder les intérêts les plus chers que de paraître craindre un danger. Oh! peut-être éprouveriez-vous quelque honte si vous saviez de quel œil l'homme sensé considère tant d'impatience, de déraison et de forfanterie!

Bannissons surtout l'erreur qui fait regarder telle forme de gouvernemen com me un talisman auquel est attaché le bonheur des peuples. A cette fausse idée substituons cette vérité fondamentale, qu'on améliore le sort des hommes en propageant la morale et l'industrie. Je vais parcourir les principaux moyens d'atteindre ce double but, quelle que soit la forme du gouvernement.

CHAPITRE VII.



DE LA RELIGION.

Pour améliorer l'espèce humaine, les vieilles législations des républiques les plus célèbres n'offrent point de modèle. Ces législations trop vantées, consacrant l'esclavage, n'étaient point inspirées par l'amour du bonheur de tous, principe des sages lois : elles exagéraient quelques vertus, elles en repoussaient d'autres. Contrariant la nature, elles étaient obligées de soumettre l'âme à d'aveugles habitudes; et pour exercer toute leur influence, elles avaient besoin que l'état fût resserré dans d'étroites limites. Aujourd'hui, dans nos empires vastes, industrieux et libres, il faut aux hommes une

morale vraie; et pour les en pénétrer, il est nécessaire de toucher leur cœur et de persuader leur raison. Comment y parvenir? J'invite le lecteur à suivre mes observations et mes raisonnemens, j'essaierai de les rendre clairs.

Le christianisme a changé le vieil ordre de la société; il a donné l'essor aux facultés humaines en détruisant l'esclavage, et le but nouveau marqué par sa loi est le bonheur de tous les êtres intelligens. C'est au christianisme à nous offrir les moyens de nous diriger vers ce but. On ne peut l'atteindre que par l'accomplissement des devoirs. Sans doute nos devoirs nous sont indiqués par la nature, par une révélation première, universelle; mais ne pouvons-nous les méconnaître? les oublier? N'a-t-on pas vu dans la république où brillèrent les écoles de la sagesse humaine, le petit nombre se rendre, sans remords, dominateur, maître et propriétaire du grand nombre? Une révélation nouvelle est venue déclarer aux

hommes que, fils d'un même Dieu, ils doivent s'aimer et s'entr'aider en frères. Un livre sacré est donné à l'univers: là nos devoirs sont écrits d'une manière positive, simple et touchante. Ecoutez.

« Vous aimerez le Seigneur notre Dieu de « tout votre cœur, de toute votre âme et de « tout votre esprit.

« C'est là le premier et le grand comman- « dement.

« Et voici le second qui est semblable à ce- « lui-là: Vous aimerez le prochain comme vous- « même.

« Toute la loi et les prophètes sont ren- « fermés dans ces deux commandemens. »

Quelle sagesse dans ces paroles, et que cette morale est complète! Il faut aimer le modèle infini de la perfection, la source éternelle de tout bien, l'être immuable par qui subsistent les êtres passagers. Ce précepte nous révèle notre origine et notre destination; et toutefois,

s'il était isolé, il pourrait entraîner les imaginations ardentes aux rêveries d'une démence mystique. Il faut aimer les hommes, rendre sa vie utile; et pesez bien ces paroles: *le second précepte est semblable au premier.* Vainement dirait-on qu'on aime Dieu; si l'on ne prouve par ses actions qu'on aime les hommes, la loi est violée, on cesse d'être chrétien. Cette loi renferme tout, et n'a point d'exagération: elle ne vous prescrit pas de vous oublier; elle veut que vous aimiez beaucoup vos semblables, et vous demande de les aimer comme vous vous aimez vous-même.

Qu'une si noble et si douce morale se propage, qu'elle dirige nos facultés, alors nous devenons des hommes, alors la société atteignant une prospérité inconnue, est au plus haut degré de civilisation.

Comment répandre cette morale et la faire pénétrer dans nos foyers? C'est encore le christianisme qui doit nous en offrir les moyens.

On ne peut espérer une grande propagation de la morale évangélique si le père de famille n'en est pas le premier instituteur, le premier gardien et, pour ainsi dire, le premier exemple vivant. Le moyen le plus efficace est donc de distribuer l'Évangile. Que sa lecture devienne générale, habituelle, un heureux changement dans les mœurs et dans les caractères s'opérera de lui-même. Il suffit de lire ce livre pour en être touché, il suffit d'en commencer la lecture pour vouloir l'achever; et lorsqu'on la termine, on sent le besoin d'y revenir encore.

Le Nouveau Testament me paraît devoir seul être distribué et mis entre les mains de toutes les classes de lecteurs. Je pense contre l'opinion des sociétés bibliques, dont je respecte le zèle, que l'Ancien Testament doit être réservé aux hommes qui, par leurs lumières, sont en état de le lire avec discernement. Il faut être assez éclairé pour se transporter aux âges reculés où cette partie des livres saints fut écrite,

pour se former une idée juste des mœurs, des usages, de la situation des Hébreux, et pour distinguer ce qui a dû cesser avec l'ancienne loi, de ce qui doit lui survivre toujours. Ce livre peut faire naître pour les lecteurs ignorans, des erreurs, des scandales, des superstitions et du fanatisme. Mais l'Évangile s'adresse à tous les hommes, et plus ils le liront, plus leurs âmes seront pénétrées de cet amour de Dieu et du prochain par lequel on accomplit la loi.

Les incrédules, les indifférens sont mauvais observateurs. Vainement chercherait-on ailleurs que dans l'Évangile des moyens aussi puissans que les siens pour répandre la morale sur la terre. Les plus sages préceptes annoncés par Dieu même, contenus dans un livre antique, où ils se mêlent à un récit qui touche le cœur, élève l'âme et frappe l'imagination; le soin de propager ces préceptes confié non-seulement à tous les pères de famille,

à tous les gens de bien, mais encore à des ministres des autels qui doivent par la pureté de leur vie prouver la sainteté de leur mission; une grande fraternité resserrée par une croyance commune; voilà d'immenses avantages que le christianisme présente, et que nulle philosophie ne pourra jamais offrir. Accordons beaucoup à l'empire de la raison sur quelques individus, toujours sera-t-il vrai qu'on ne peut exercer une douce influence sur les mœurs d'une grande masse d'hommes sans le secours d'une religion positive : et quelle religion, mieux que le christianisme, nous montre Dieu toujours présent, exigeant le culte d'esprit et de vérité, et faisant de l'amour du prochain un précepte semblable à celui par lequel il prescrit de l'aimer lui-même?

Quelques écrivains bien superficiels ou bien prévenus, ont tenté de prouver la funeste influence de la religion sur les mœurs et sur la

prospérité des états. Ils citent des siècles et des pays où les formes de la religion existent, où les pratiques sont multipliées à l'excès, où le pouvoir du clergé est sans bornes; et, cependant, où l'ignorance, la misère, la débauche, la violence et la perfidie infectent les mœurs publiques et privées. Voilà, disent-ils, voilà les pays et les siècles religieux. Étrange abus de mots! Ces siècles honteux, ces pays misérables outragent la religion, elle s'est retirée d'eux. Quel esprit juste peut ainsi confondre les idées les plus distinctes, et voir la simple et sublime religion où n'existent que d'odieuses et viles superstitions?

On a prétendu que la morale évangélique inspire une telle indifférence, un tel dédain pour les choses de la terre, que le vrai chrétien est un être inoffensif mais inutile. Toute doctrine peut être altérée; mais il faut singulièrement dénaturer le christianisme pour faire de son disciple un homme inutile. Cha-

que page de l'Évangile inspire l'amour du genre humain; et comment manifester cet amour, sinon par des actions généreuses? C'est peu des préceptes, quel exemple dans la vie du divin fondateur de la religion chrétienne! Où trouver un plus parfait modèle de dévoûment? Jésus naît, respire et meurt pour les hommes. C'est se former une très fausse idée de sa morale que de s'imaginer qu'en la répandant sur la terre, on anéantirait les travaux des arts et les richesses qu'ils produisent. Les travaux deviendraient plus actifs, puisqu'on cesserait d'en être distrait par une foule de passions; on verrait s'accroître les richesses, seulement on en ferait un meilleur usage.

Que des chrétiens se livrent à d'excessives austérités, que d'autres s'abandonnent aux folies mystiques, ce sont là des faits qu'on ne peut révoquer en doute. Mais, lisez attentivement l'Évangile, vous n'y découvrirez aucune

trace d'exagération. Pourquoi donc ces excès? La faiblesse de l'homme suffirait pour les expliquer; mais à cette cause d'aberrations, s'en joint une autre que fait découvrir l'étude de la philosophie. Le christianisme à sa naissance se répandit dans les diverses écoles des philosophes; souvent il y reçut quelque mélange des principes adoptés dans ces écoles, et il est à remarquer que ce ne fut jamais sans en être altéré. Les stoïciens lui donnèrent une austérité et une intolérance qu'il n'avait point; les platoniciens le dirigèrent vers une mysticité qui lui était inconnue. Ces altérations se sont d'autant plus facilement perpétuées que les excès sont conformes à notre faiblesse : lorsqu'ils ne naissent pas d'une école, ils naissent de notre cœur. Tel homme, en débitant ou des maximes d'une extrême austérité ou des rêveries mystiques, croit être bon chrétien; il se trompe, ses idées sont d'un stoïcien ou d'un platonicien. La

morale évangélique est celle du sentiment et du bon sens, élevée par une bouche divine au plus haut degré de pureté.

Quelques philosophes, en admirant cette morale, voudraient la séparer de toute espèce de culte. Les pratiques pieuses leur paraissent être indignes de l'homme, annoncer l'enfance de la raison, et dérober à la vie active un temps précieux. C'est méconnaître d'une manière étrange les besoins de notre nature, et les moyens d'élever et d'épurer nos âmes. Ne consultez que la raison; mais voyez d'un œil vraiment philosophique les pratiques religieuses les plus simples, celles qui reviennent le plus fréquemment dans la vie du chrétien. La prière commence et termine pour lui la journée. Se placer, à l'instant du réveil, en présence de la Divinité, la contempler, lui rendre grâce, lui demander la force d'accomplir les devoirs du jour et d'en supporter les peines, est-il un plus noble et plus sûr moyen d'imprimer à

ses facultés une heureuse direction? Un tel acte, fait avec recueillement, peut-il être sans influence sur l'emploi de la journée? Le soir, cet examen de ses fautes, cette promesse de les réparer et d'en éviter de nouvelles, sont des secours puissans qu'aucun autre ne peut remplacer. Discoureurs frivoles, tel usage que vous abandonnez aux gens ignorans et simples, offre le meilleur moyen de conduire l'homme au plus haut degré de sagesse qu'il lui soit permis d'atteindre ici-bas. (1)

(1) Si l'on dit qu'il est dangereux, qu'il est funeste à la morale d'imposer des pratiques dévotes très multipliées, je partagerai cette opinion, et je la soutiendrai par des raisonnemens que je crois sans réplique. Telle est la triste condition de l'homme que sa faiblesse ne lui permet pas d'accomplir tous ses devoirs. Une religion trop chargée de pratiques, ajoutant une foule de prétendues obligations aux véritables devoirs, rend plus compliquée, et par conséquent plus difficile, une tâche dont nous ne pouvions déjà nous acquitter qu'imparfaitement. Ce mal en produit un second. Beaucoup d'hommes

Le grand but de la philosophie est d'ennoblir nos facultés; mais combien d'hommes se donnent pour philosophes, et se trompent complètement sur les moyens de nous diriger vers ce but! On ne peut être embarrassé que pour choisir dans le nombre des preuves à donner de cette assertion. J'ai vu des hommes qui, néanmoins, avaient des lumières en économie politique, considérer uniquement le résultat matériel du travail, desirer que la classe ouvrière ne se repose qu'autant que ses forces l'exigent, et trouver fort bien qu'elle travaille le dimanche. Cette manière de penser

trouvent commode de s'attacher à ces nouveaux devoirs, qu'ils peuvent remplir presque sans y songer, qu'on leur présente comme chers à la Divinité, et qui leur paraissent supérieurs à ceux dont l'utilité intéresse directement nos semblables. Ainsi une religion chargée de pratiques nuit doublement à la morale ; en compliquant notre tâche, et en nous trompant sur les moyens de la remplir.

tend à dégrader l'espèce humaine, à transformer les ouvriers en machines travaillantes. La plupart des hommes sont forcés d'employer presque tous leurs instans à des services manuels; mais pour cela, doivent-ils être déshérités de la part de raison que le ciel destine à chacun de nous? Le septième jour, qu'on appelle jour du repos, pourrait être également nommé jour de l'intelligence. En tirant des conséquences justes de cette vérité, on ferait beaucoup pour améliorer la classe ouvrière. Otez à ce jour son légitime emploi, que le temps ne soit rempli que par des travaux manuels, l'homme se rapproche des brutes, son intelligence s'éteint.

Il est des personnes qui jugent les sentimens religieux nécessaires aux gens des dernières classes de la société, mais inutiles à ceux qui s'élèvent au-dessus du vulgaire. On leur a répondu en montrant quels obstacles l'accomplissement des devoirs ren-

contre sur de vastes théâtres. Pour juger ces obstacles, il n'est pas besoin de porter nos regards sur la carrière politique, si féconde en désastres; il suffit de considérer une carrière moins périlleuse, où les orages devraient être inconnus. Trop souvent on voit, en butte aux persécutions, les hommes éclairés et modestes qui font des découvertes dans les sciences : ils rendent des services au genre humain, c'est assez pour qu'on ne veuille pas les laisser en paix sur la terre. Plaignons celui qui veut être utile, et qui ne porte point au milieu des obstacles, des dangers et des revers, la conviction intime qu'il remplit une mission pour laquelle Dieu lui prescrit d'agir, mais ne l'oblige point à réussir.

Au nombre des questions oiseuses, je mets celle de savoir quel fléau est le plus dangereux de l'impiété ou du fanatisme. Tandis que des incrédules proscrivent ou dédaignent tout esprit religieux, des fanatiques voudraient dé-

vorer quiconque pense et raisonne. Un homme de génie fait des découvertes sur les facultés humaines, sur la philosophie, sur la science sociale; les vérités nouvelles qu'il énonce sont mal comprises, on transforme ses idées d'une manière bizarre, on l'accuse, on le poursuit. Cependant, peu à peu, le temps éclaircit, propage ces mêmes idées; on les trouve justes et simples, et l'on rend hommage à la cendre de celui qui les a fait connaître. Alors qu'on le cite avec enthousiasme et qu'on s'indigne des persécutions qu'il a souffertes, un autre homme de génie vient offrir encore des vérités nouvelles. Ses contemporains se trouvent, à son égard, dans l'état d'ignorance où leurs pères étaient pour son prédécesseur; il est comme lui mal compris, il est comme lui persécuté, pour être un jour, comme lui, honoré dans la tombe. (1)

(1) Combien d'attaques ont été dirigées contre notre

Les exemples d'accusations iniques, de jugemens absurdes et de réparations tardives, devraient frapper les esprits et leur apprendre à fuir les excès du dogmatisme. Rien n'est plus triste que de voir soutenir des erreurs ou proscrire des vérités au nom de la religion qui doit planer dans une sphère supérieure à celle

Descartes ! A Rome, une congrégation de cardinaux défendit d'*imprimer, lire et même retenir aucun de ses ouvrages*. Les théologiens protestans de Frise demandèrent aux Etats d'ordonner qu'*aucun maître ne fît mention de sa philosophie, en tout ou en partie, verbalement ou par écrit, à moins que ce ne fût pour la réfuter*. Au milieu de ces persécutions suscitées de toutes parts, tandis que les théologiens orthodoxes et les théologiens hétérodoxes s'accordaient pour proscrire Descartes, il devait être presque impossible de croire que ses écrits ne renferment rien de contraire au christianisme; et cependant, voici que, de nos jours, un théologien éclairé, le vertueux Emery, s'écrie : « Descartes, avec ses taches, n'en est pas moins le « père de la lumière ! C'est à la clarté de la lumière qu'il « a répandue, et dans la route qu'il a découverte que

de nos sciences. L'Évangile ne nous impose point un système de métaphysique. L'Évangile ne donne point les moyens de décider entre l'école de Locke et celle de Kant, qui sont peut-être à une égale distance de la vérité. Dieu livre à nos vaines disputes ces recherches philosophiques où, quelque parti qu'on embrasse, on n'en est pas moins un homme de bien. Si le christianisme voulait comprimer les esprits de

« marcheront, jusqu'à la fin des siècles, les hommes qui « suivent la carrière philosophique. »

Opinion très juste, en l'appliquant aux premières parties du *Discours sur la Méthode*.

« Oui, continue l'abbé Emery, Descartes, avec les er-« reurs dans lesquelles il est tombé, parce qu'il était un « homme et non pas un ange, n'en est pas moins un des « génies les plus vastes, les plus pénétrans, les plus vi-« goureux qui aient paru depuis l'origine du monde. Il a « honoré l'espèce humaine; il a particulièrement honoré « sa patrie qui se glorifiera éternellement de lui avoir « donné la naissance. » (*Discours préliminaire des Pensées de Descartes sur la Religion et la Morale*, pag. 162.)

manière à n'y laisser pénétrer qu'un seul système, il voudrait établir un esclavage plus dur et plus fatal que celui qu'il a détruit. L'esclavage ancien laissait la pensée libre pour un certain nombre d'hommes; l'esclavage moderne détruirait l'intelligence humaine.

Plus une cause est juste, plus il faut craindre de la souiller en acceptant de coupables secours. Ainsi le christianisme veut être inspiré par des moyens doux comme ses maximes; et l'on doit appliquer à sa propagation ce que j'ai dit sur la sage lenteur avec laquelle s'opèrent les changemens utiles et durables (1). La violence ne répand que l'hypocrisie, dont les

(1) En religion, comme en politique, la précipitation est funeste. Par exemple, j'ai dit combien la célébration du jour du repos sert à développer l'intelligence. Employez les moyens violens pour faire cesser en un instant les travaux, vous transformerez en débauchés des hommes laborieux; vous peuplerez les cabarets, non les temples.

résultats sont hideux : elle enveloppe de formes pieuses un fonds corrompu. Quelques hommes, je le sais, prétendent qu'il faut obtenir d'abord les apparences, et que la réalité vient ensuite. Cette idée est d'une absurdité révoltante; le vice ne produit que le vice; il y a impiété ou démence à prétendre qu'il peut être un germe de vertu.

Les erreurs superstitieuses sont déplorables; mais que pourrait la contrainte pour les détruire? C'est la persuasion; c'est l'instruction qu'il faut employer. Il appartient surtout aux ministres de la religion de dissiper ces erreurs. Leur influence peut être grande pour y réussir; et leur devoir est de s'en occuper, puisqu'ils sont chargés de conserver ou de rendre au sentiment religieux sa céleste pureté. Sous aucun rapport, il n'est sage de vouloir anéantir brusquement ces erreurs. On peut dégrader un édifice en arrachant le lierre qui le couvre. Quand vous ôtez des mains d'un enfant un

jouet qui pourrait le blesser, si le danger n'est pas urgent, vous prenez quelques précautions pour ne point l'affliger. Il est des superstitions qui, bien souvent, sont des jouets consolans pour le pauvre. Toutefois ces superstitions, dont une imagination poétique peut embellir le récit, ne sont pas sans péril. On voit, dans les campagnes, des milliers d'exemples de la facilité avec laquelle le vol et l'escroquerie s'exercent sur des gens simples, que des fables préparent à croire d'autres fables. Les devins qui guérissent avec des paroles et des amulettes, savent tirer parti de ces dispositions superstitieuses. Jusque-là, il n'y a qu'un demi-mal, le bon paysan n'est que dupe. Mais si, pour satisfaire des inimitiés, on lui persuade que la maladie de son troupeau ou l'infécondité de son champ vient d'un sort jeté par tel homme du village, quelle haine, quelle soif de vengeance l'agite à la vue du sorcier! Peut-être s'embusquera-t-il pour attaquer cet homme; peut-être

finira-t-il sur l'échafaud. Je ne parlerai point des avantages que, dans de grandes circonstances, toutes ces superstitions donnent aux fanatiques pour s'emparer de gens crédules, pour les armer, et les pousser à de féroces attentats.

De même que les sentimens religieux, si utiles à la multitude, sont plus nécessaires encore aux êtres qui s'élèvent au-dessus d'elle, c'est dans ceux-ci que la superstition est le plus fatale. A quelles aberrations d'esprit ne peut-elle conduire les hommes qui disposent de la destinée des autres? Dans les siècles d'ignorance, n'a-t-on pas vu des rois superstitieux se mêler aux bourreaux de leurs peuples?

Plusieurs observations que je dois offrir encore, trouveront mieux leur place dans d'autres chapitres. Revenons sur deux idées que j'ai précédemment énoncées. J'ai dit que la doctrine des devoirs se répandra; et je le crois surtout parce qu'elle se lie au christianisme.

Le nombre des disciples de l'Évangile se multiplie chaque jour sur les différens points du globe. Les adversaires du christianisme prétendent, il est vrai, que la religion perd d'un côté plus qu'elle ne gagne de l'autre; et que, tandis que des sauvages l'adoptent, des hommes civilisés l'abandonnent. Cette objection peut paraître spirituelle, mais elle est inexacte. En ne parlant qu'humainement, on peut prouver encore que toutes les nations deviendront chrétiennes. Jamais les hommes ne se passeront d'une religion positive, jamais ils n'en trouveront une plus pure que le christianisme; donc le progrès des lumières les amènera tous à l'adopter; et, avec lui, à pratiquer la doctrine des devoirs.

J'ai dit que les peuples, lorsqu'ils auront goûté cette doctrine, ne l'abandonneront plus, et qu'un état de paix sera durable pour eux. C'est encore dans la religion que je puise cette espérance. Un jeune homme change sans cesse

d'idées et de projets ; il poursuit diverses chimères qui semblent promettre le bonheur ; et trouvant fausse chacune des opinions qu'il embrasse, il les rejètte avec la même ardeur qu'il mit à les saisir. Nous voyons aujourd'hui les peuples lui ressembler. Mais un homme d'un âge mûr, dont une religion simple et vraie a gagné l'esprit et touché le cœur, ne renonce jamais aux avantages dont elle l'environne : tels seront les peuples éclairés par la doctrine des devoirs.

CHAPITRE VIII.

DE L'INSTRUCTION.

Une observation simple doit jeter un grand jour sur la question relative à l'instruction populaire. Lié à la doctrine des droits, l'enseignement n'a point sa véritable base; il répand alors des idées incomplètes, violentes, propres à rendre un grand nombre d'hommes mécontens de leur sort et dangereux pour l'état. Mais, unie à la doctrine des devoirs, l'instruction ne produira jamais que des effets salutaires. J'ajoute que la doctrine des devoirs séparée de l'instruction, ne serait qu'un misérable leurre, imaginé pour nous soumettre à

des devoirs factices, en nous dérobant la connaissance des obligations véritables.

Plus on réfléchira sur ces principes, mieux on jugera que la doctrine des devoirs et l'instruction peuvent seules garantir l'espèce humaine des divers écarts qui la font tourner dans un cercle de révolutions. C'est en réunissant ces deux bienfaits du ciel qu'on amènerait la paix sur la terre.

Oui, avec la doctrine des devoirs et l'instruction, on pourrait opérer des prodiges; et si l'on demande ce que j'entends par *prodiges*, je répondrai que le plus grand serait de nous rendre heureux et bons. L'instruction sagement dirigée, répandue à divers degrés dans les différentes classes de la société, est indispensable pour les mettre toutes en état de connaître et d'accomplir leurs devoirs.

C'est, pour le père de famille, une obligation sacrée que de donner ou de faire donner à ses enfans les premières notions qui peuvent avoir

sur leurs moyens d'existence et sur la sagesse de leur vie, une influence extrême. Ceux qui voudraient que la classe nombreuse croupît dans l'ignorance, sans doute ne voient pas que si leur système était juste, il faudrait regarder comme utiles à la prospérité publique, les moyens de multiplier les gens misérables, stupides et grossiers; en d'autres termes, qu'il serait avantageux d'avoir une nombreuse populace dans l'état. Une pareille théorie se réfute d'elle-même. Que les hommes de bonne foi jettent un coup-d'œil sur l'Écosse et sur l'Espagne, et disent quel est celui de ces deux pays auquel il est à desirer que les autres ressemblent.

J'ai déjà fait voir combien il y a de confusion dans les idées que réveillent ces mots : *Instruire les hommes*, *répandre les lumières*. Lorsqu'on desire que les cultivateurs et les ouvriers sachent lire, ce ne doit pas être pour qu'ils lisent un grand nombre de livres : leur bon sens y perdrait autant que leurs travaux.

Formons-nous des idées plus justes de l'instruction et de ses résultats. D'abord, les enfans pauvres sont garantis de l'oisiveté, du vagabondage, par les écoles élémentaires; ils y contractent des habitudes de piété, d'ordre et d'application. Ensuite, leurs facultés intellectuelles y prennent quelques développemens. Des hommes qui ont appris à lire, à écrire, à calculer, alors même qu'ils n'ouvriraient pas un seul livre dans le cours de leur vie, seraient en général plus intelligens, et par conséquent plus habiles ouvriers, que ceux dont les facultés sont restées engourdies dans une épaisse ignorance. Enfin, il est des livres dont la lecture est indispensable. Les enfans qui suivent de bonnes écoles, sont ceux qui apprennent le mieux leur catéchisme. Devenus grands, ils sont en état de lire l'Évangile et quelques ouvrages à la portée du peuple. L'habitude de pareilles lectures influe sur les mœurs, et c'est une des plus propres à détour-

ner des vices qu'entraînent le désœuvrement et l'ennui. Tels sont les résultats d'une première instruction sagement répandue.

J'ai vu des personnes qui cependant ne manquaient ni de sens, ni d'esprit, craindre, par un singulier motif, l'enseignement populaire. Donnez de l'éducation, disaient-elles, au fils d'un laboureur ou d'un artisan, il laisse la profession de son père; ainsi quand l'instruction sera générale, nul ne voudra plus exercer les métiers pénibles. Comment quelques esprits sont-ils assez légers pour être frappés d'une objection si futile? Qu'un homme riche appelle dans son château l'enfant d'un cultivateur, l'élève avec son fils, lui fasse enseigner les langues et les arts d'agrément, bientôt l'enfant dédaignera la vie des pâtres, il ne sera plus leur égal, et quelque jour sans doute il voudra des emplois. Mais supposez que l'homme riche ait une générosité plus éclairée, qu'au lieu de donner au fils de son fermier

une éducation brillante et dangereuse, il établisse pour le village une école élémentaire. Là, il ne s'agira point d'études superflues, et pour ainsi dire de luxe; tous les enfans recevront des principes religieux et des idées morales, tous apprendront à lire, à écrire, à compter; on ne les excitera point à sortir de l'état de leurs pères, on les formera pour l'exercer; l'égalité existera comme auparavant dans le village; seulement, ses habitans seront plus occupés et plus intelligens; ils vaudront mieux: voilà tout.

Pour répandre l'instruction, il est nécessaire d'avoir de bonnes méthodes d'enseignement; et ceux qui en inventent sont au nombre des bienfaiteurs de l'humanité. Cependant, le perfectionnement des méthodes a des improbateurs, non-seulement sous le rapport politique, mais, ce qui est plus étrange, sous le rapport littéraire. Bien des gens répètent encore d'un air profond, cette espèce d'adage : on ne sait

bien que ce qu'on a appris difficilement. Si ce principe est exact, disait un homme d'esprit, il faut croire que les plus mauvais maîtres sont les meilleurs. Ce qui est vrai, c'est qu'on ne s'instruit qu'en donnant son attention. Les bonnes méthodes sont celles qui sollicitent avec succès l'attention des élèves; et qui n'ajoutent pas aux difficultés inhérentes à la nature des études, les difficultés plus grandes que font naître l'ignorance et l'inhabileté des pédans. Il est à desirer que de telles méthodes existent pour tous les genres d'instruction. Eh quoi! depuis un siècle, nos travaux dans les arts ont fait d'immenses progrès, nos manufactures, nos fabriques ont reçu des perfectionnemens admirables, et l'art d'instruire les hommes reste soumis aux inconvéniens d'une absurde routine. Triste preuve qu'en Europe, les pères songent plus à leur fortune qu'à leurs enfans!

Combien, dans ces derniers temps, n'a-t-on

pas déraisonné sur les méthodes élémentaires! Prononcer sans examiner est le fait des partis. Une espèce de proscription pèse sur l'enseignement mutuel, qui fut vanté d'abord avec exagération. Cette méthode ne transmet point les premières connaissances avec l'extrême rapidité que des enthousiastes lui attribuent; encore moins dispense-t-elle d'avoir des maîtres habiles, comme on l'a prétendu. Je crois, cependant, que ce mode d'enseignement est le meilleur, parce qu'il me paraît être celui qui captive le plus constamment l'attention, sans néanmoins la fatiguer. Si l'on examine pourquoi il inspire des préventions à beaucoup de personnes, on verra que ces préventions naissent, en grande partie, de ce qu'il fut introduit en France par un arrêté de Carnot. Si ce motif est raisonnable, soyons conséquens. Le même Carnot a écrit sur l'art militaire; refusons d'employer pour la défense de nos places aucun des moyens dont il se montre

le partisan. Ne conviendrait-il pas aussi de solliciter une enquête pour rechercher quelles furent les opinions et les mœurs de tous les hommes auxquels nous devons des découvertes utiles, afin de juger s'il est convenable d'employer leurs machines dans nos fabriques, et leurs remèdes dans nos pharmacies? Les sottises de l'esprit de parti ne donnent que trop souvent occasion de gémir; il est bon de noter celles qui prêtent au ridicule. A l'époque où la guerre fut allumée entre l'Angleterre et l'Amérique, des Anglais contestèrent l'importance des belles découvertes de Franklin sur l'électricité. Une espèce de charlatan se chargea de prouver publiquement à Londres, que les conducteurs à pointe n'attirent pas la foudre; et, ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'en haine de Franklin, les paratonnères furent enlevés d'une maison royale.

Rarement un parti commet-il une faute, sans qu'on puisse trouver dans le parti con-

traire l'exemple d'une faute analogue ou même toute semblable. Tandis que les uns attaquent avec violence l'enseignement mutuel, d'autres censurent avec amertume l'enseignement simultané. Une foule de personnes ignorent que les frères de la doctrine chrétienne sont les disciples d'un des hommes les plus remarquables que l'Europe ait vu naître. L'abbé Delasalle est à mes yeux le type du grand homme modeste. L'utilité de son but, l'enchaînement de ses idées, la persévérance de son dévoûment, tout concourt à le rendre un des plus dignes modèles à présenter aux amis de l'humanité. Convaincu que, pour plaire à Dieu, il faut être utile aux hommes, le vertueux Delasalle examina comment il pourrait acquitter sa dette ici-bas. Il reconnut bientôt qu'un des plus grands services à rendre à la société, serait d'améliorer les mœurs des classes pauvres. Il jugea que, pour y parvenir, il fallait rassembler les enfans dans des écoles; et

les préparer, par l'instruction, à devenir des chrétiens, des ouvriers, des pères de famille. Alors il se donna ce problème à résoudre : Par quels procédés nouveaux serait-il possible d'instruire un grand nombre d'enfans à-la-fois? Ses méditations assidues et la force de son génie lui firent inventer l'enseignement simultané, qui sera dans tous les temps une des plus utiles et, par conséquent, des plus belles découvertes de l'esprit humain. Il fallait des instituteurs pour appliquer cette méthode, pour la répandre et la perpétuer; l'abbé Delasalle fonda une société religieuse vouée à l'enseignement élémentaire. On croirait ses travaux terminés; les plus pénibles allaient commencer : ne lui restait-il pas à faire accepter ses bienfaits? Des obstacles de tous les genres furent opposés à l'établissement de ses écoles; on le calomnia, on lui suscita des procès; ses frères étaient insultés, assaillis dans les rues; il eut, pendant vingt ans, à lutter

contre tous les obstacles par lesquels l'intérêt, l'ignorance et la mauvaise foi font payer à l'homme de génie les services qu'il rend à ses semblables. Tel fut cet ami de l'humanité dont la statue devrait être érigée par la France reconnaissante (1). Oh! viendra-t-il une époque

(1) Ceux qui se plaignent des obstacles qu'ils rencontrent en essayant de faire le bien, devraient souvent se rappeler l'histoire de leurs prédécesseurs; elle leur apprendrait à supporter ce qu'ont souffert des hommes qui les surpassaient en vertus. Quand Vincent de Paul voulut fonder ces respectables associations de femmes qui se consacrent à servir les pauvres et les malades, on cria au scandale contre le projet d'avoir des religieuses dont l'unique occupation ne serait pas de prier. Tandis que l'autorité opposait de la résistance à cette innovation, une partie du public se livrait à d'amères railleries sur ces filles de charité qui n'auraient ni cloître, ni grille, ni voiles. « Elles auront, répondit Vincent de Paul, elles « auront pour cloître les rues habitées par les pauvres, « pour grille la crainte de Dieu et pour voile la modes- « tie. »

où les hommes voudront connaître avant de juger? Alors, peut-être, sentiront-ils combien il faut chérir tout ce qui est utile, sans se laisser prévenir soit par des mots, soit par des costumes, soit par d'autres causes de vaines illusions.

Lorsque, dans un état, il existe un bon enseignement élémentaire, on peut conjecturer que les autres parties de l'instruction publique seront bientôt améliorées. En effet, les esprits sont alors dirigés vers le perfectionnement des méthodes, et l'autorité protège leurs efforts : puis, les classes pauvres sortant d'une honteuse ignorance, les classes riches veulent s'éclairer de plus en plus, afin de garder toute leur supériorité. Noble concours vers le bien! Spectacle tout opposé à celui que présentent ces états malheureux où les puissans abrutissent leurs inférieurs pour se dispenser de s'instruire! C'est empêcher des hommes de remplir leurs devoirs, afin de n'avoir point à remplir les siens.

Dans toutes les écoles, depuis les plus élémentaires jusqu'aux plus élevées, le grand but doit toujours être de pénétrer les âmes du double principe de l'Évangile. Si l'on inspire l'amour de Dieu et qu'on néglige l'amour des hommes, on fera des mystiques, des êtres inutiles ou dangereux; si l'on inspire l'amour des hommes et qu'on néglige l'amour de Dieu, on donnera des vertus incomplètes qui laisseront leurs disciples sans force au milieu des obstacles et des revers.

Il est un âge où la raison est encore assoupie; mais déjà l'enfant a des affections, et c'est par elles qu'il faut le diriger vers le bien. Le bien, c'est tout ce qu'inspire de juste l'amour de ses proches, de ses maîtres, de ses jeunes amis, et le desir d'apaiser un chagrin ou de causer un plaisir. La faculté d'aimer est celle qu'il faut surtout développer dans l'homme, depuis l'époque où il n'offre à ses instituteurs que des affections confuses, jusqu'à celle où

il porte, dans les hautes écoles de philosophie, une raison exercée.

Je ne répéterai pas ce que j'ai dit, dans un autre ouvrage, sur l'importance que pourraient avoir ces écoles. On n'a pas assez de leçons sur la morale. En effet, quels sont nos moyens de l'enseigner ? le catéchisme, les sermons et les cours de philosophie. Le catéchisme produit sur la terre d'incalculables biens, par l'exercice qu'il donne à l'intelligence et par les vérités qu'il répand; mais c'est fort jeune qu'on l'étudie ou qu'on l'apprend par cœur; et il serait nécessaire de revenir plus tard sur les études morales, principalement si l'on appartient à une classe d'hommes dont les devoirs sont plus compliqués, plus difficiles à connaître et à pratiquer que ceux de la multitude. Les sermons ont le grand avantage de nous obliger à écouter des idées morales, et à réfléchir avec plus ou moins d'attention sur ces idées. Toutefois, les sermons

s'adressant à une foule de personnes qui diffèrent d'âge, d'état et de caractère, ne peuvent offrir que des vérités générales et connues, peu propres, par conséquent, à saisir chacun des auditeurs. Nos cours de philosophie ne sont guère que des leçons de métaphysique, dont le résultat est plus souvent de répandre le goût de l'argumentation que de propager l'amour de la vertu. En quittant le collège, les jeunes gens se séparent et chacun d'eux va suivre les études spéciales qu'exige l'état qu'il veut embrasser. Quelle que soit la diversité de leurs travaux et de leurs projets, tous ont besoin d'être des hommes, tous devraient donc se réunir à des cours de philosophie morale. Si des professeurs éclairés y développaient avec talent les préceptes et les secrets de la science de la vie, on verrait bientôt quel intérêt cette noble science exciterait dans la jeunesse. Je voudrais même aussi des cours spéciaux de morale. On ne sait pas

quel attrait pourraient offrir aux jeunes gens des leçons peu nombreuses et bien faites, sur la morale appliquée à la profession de médecin, à celle d'avocat, etc. Mais nous enseignons tout, excepté ce qui serait le plus nécessaire.

Heureux l'empire où l'on verrait un vaste ensemble d'écoles, fondées, les unes par le gouvernement, d'autres par la bienfaisance, d'autres par l'intérêt éclairé, qui toutes emploieraient les meilleures méthodes, et répandraient, à différens degrés, l'instruction dans les diverses classes de la société! Toutes ces écoles où l'on puiserait la connaissance et l'amour des devoirs, offriraient de sûrs moyens pour donner des hommes aux familles, au prince et à l'état.

CHAPITRE IX.

DE LA LIBERTÉ QUI DOIT EXISTER SOUS TOUTES LES FORMES DE GOUVERNEMENT.

L'AUTORITÉ a des devoirs à remplir : un des plus importans est de laisser à chaque individu la liberté qui lui est nécessaire. Alors les âmes prennent un juste sentiment de leur dignité ; les mœurs et l'industrie se ressentent de l'état de bien-être que produit la sagesse du pouvoir.

J'ai vu, sous des bannières opposées, des hommes qui criaient, les uns qu'ils voulaient l'*ordre*, les autres qu'ils voulaient la *liberté*. Ils s'injuriaient, se provoquaient, s'attaquaient avec violence. Eh quoi ! me disais-je, les mots

ordre et liberté réveillent-ils des idées qui s'excluent? L'ordre est banni des lieux qu'habite la tyrannie, la liberté s'exile des contrées où règne le désordre; ces deux biens cessent d'exister alors qu'on les sépare. Que dis-je? l'ordre et la liberté ne sont qu'un même bien considéré sous différens rapports.

Quelle que soit la forme du gouvernement, les hommes sont libres lorsque l'autorité, loin de froisser leurs intérêts, les protège. Les intérêts de l'homme peuvent se rapporter à sa conscience, à sa personne, à ses propriétés. Protéger ces intérêts est le devoir des rois, de leurs ministres, de tous les dépositaires du pouvoir, de tous les hommes qui par leur naissance, ou leur fortune, ou leurs talens, exercent de l'influence sur leurs semblables. Ainsi la doctrine des devoirs enlace tous les êtres, quel que soit leur rang dans l'ordre social.

Je ne ferai que jeter des notes rapides en parcourant les trois genres d'intérêts que je

viens d'indiquer ; chacun d'eux pourrait être le sujet d'un ouvrage.

Le devoir le plus sacré pour l'être intelligent, est d'honorer Dieu de la manière qui lui est prescrite par sa conscience. Le mot tolérance est impropre ; ce qu'on tolère on a le droit de le défendre. Pour que les consciences soient libres, ce n'est pas assez que les temples des différens cultes soient debout ; il faut que, dans l'ordre social, les partisans des diverses croyances supportent les mêmes charges et jouissent des mêmes avantages. Autrement, on impose telle peine à telle croyance, ce qui est injuste ; on place ses disciples entre leurs devoirs religieux et leurs intérêts humains, ce qui est immoral. La société entière souffre de pareilles dispositions, puisqu'elles sont des causes de désunion, de troubles ; et que, pour avancer le bonheur général, la civilisation, il est besoin de répandre les sentimens bienveillans et fraternels. Si des sectaires

méritent que le gouvernement sévisse contre eux, c'est parce qu'ils commettent tels délits politiques; non parce qu'ils ont telles erreurs religieuses; ces erreurs sont hors du domaine terrestre.

Ici je rappellerai deux vérités. L'une, c'est que les lois, les formes de gouvernement, tous ces moyens que j'appelle mécaniques, ne suffisent point pour assurer le bonheur de la société. Dans un état où la liberté de conscience existe légalement, si les esprits ne sont pas éclairés, on peut se trouver, pour sa croyance, en butte aux invectives, aux tracasseries, aux injustices; une guerre sourde sera toujours près d'éclater; on ne sera pas traîné devant les tribunaux, mais on verra peut-être assaillir sa maison. L'autre vérité, c'est que toutes les questions politiques sont complexes. Je viens de montrer que des lois pacifiques ne suffisent pas pour donner la paix. C'est sur les âmes et par l'instruction qu'il faut agir; mais on commettrait une fu-

neste erreur si l'on voulait en conclure que les dispositions légales sont inutiles et vaines. Au milieu des horreurs du fanatisme, c'est beaucoup que l'autorité refuse d'en être complice.

Dans l'ordre de leur importance, la liberté de la personne vient après celle de la conscience. Tous les individus puissans ou par leurs emplois, ou par leurs richesses etc., ont à leur disposition des forces dont ils peuvent abuser. Un des plus touchans et des plus beaux effets de la civilisation, est de leur inspirer de l'éloignement pour l'usage arbitraire de ces forces, et de leur enseigner à se plaire dans le respect des lois et de l'humanité. Un sentiment très doux pénètre l'âme lorsque, jugeant qu'on pourrait employer la force, on préfère de suivre l'équité. La civilisation tend à faire goûter ce sentiment aux puissans du monde; mais, comme il n'agirait pas sur toutes les âmes dans toutes les circonstances, la civilisation tend aussi à perfectionner les lois de manière

à prévenir ou à réprimer les abus de la force. Pour obtenir ces garanties si nécessaires, malheur à qui recourt aux révolutions! Il veut l'indépendance, il ouvre des écoles de tyrannie. Dans ces temps de tumulte, de périls et de crimes, les hommes sont inévitablement poussés vers l'arbitraire, ils en contractent l'habitude, ils n'apprennent qu'à bannir la morale de la politique. Un temps calme, où les sentimens bienveillans disposent à chercher les moyens de prévenir les injustices, doit être le plus favorable pour s'occuper, avec succès, de cette belle partie de la législation qui détermine dans quels cas, avec quelles formalités un homme peut être arrêté, règle le court espace de temps dans lequel il doit être interrogé, l'admet à donner caution s'il n'est pas indispensable de retenir sa personne, le garantit de toute rigueur inutile, facilite sa défense, et lui assure un juste recours contre tout acte arbitraire qu'auraient commis envers lui l'autorité ou ses agens.

Ce dernier point est très important : c'est beaucoup, en apparence, que d'avoir confié des lois sages à des magistrats; c'est peu si l'on n'ose faire punir ceux de ces magistrats qui les enfreignent. En France, les vastes théories ont trop souvent fait oublier les vérités pratiques. On est libre dans un état, quand un acte arbitraire indigne tous ceux qui le connaissent, et qu'il est poursuivi, condamné par tous; mais, au lieu de juger cet acte en lui-même, si l'on veut savoir par qui et contre qui il a été commis, on est esclave et l'on mérite de l'être. L'Angleterre est encore le pays de l'Europe où il y a le plus de lois à étudier et d'exemples à suivre, quand on veut garantir la liberté personnelle. Il est facile en théorie de montrer les vices de la constitution des Anglais: mais ce qui assure leur prospérité, ce sont quelques principes qui maintiennent leurs franchises, parce qu'ils sont inculqués dans toutes les têtes, dans celles des lords et

dans celles des ouvriers, et qu'ils se confondent pour un Anglais avec le sentiment de son existence. Chez les Français, rien n'est plus rare que de trouver un véritable respect pour la liberté individuelle. L'arbitraire existait sous l'ancien régime, alors il était généralement doux; il devint sanguinaire et féroce dans la révolution; il changea de forme sous l'empire, mais il garda son activité et devint inflexible : or, où trouver des hommes dont l'éducation politique n'ait pas été faite sous l'ancien régime, ou dans la révolution, ou sous l'empire?

En général, dans les états de l'Europe, la liberté personnelle est moins bien garantie que la propriété (1). C'est une preuve frappante que notre civilisation est peu avancée.

L'ordre social repose en grande partie sur la propriété. C'est ce qui légitime la rigueur

(1) Cela est vrai, relativement du moins à la propriété territoriale.

des lois contre de petits vols que pourrait tenter d'excuser une philanthropie rêveuse. Si les vols considérables étaient seuls réprimés, il serait permis de dérober aux pauvres. La sévérité des lois est donc ici nécessaire; mais pour ce genre de délits, elle ne doit jamais aller jusqu'à prononcer la peine de mort, car il est profondément immoral d'assimiler la vie à la propriété. Je sais qu'une monstrueuse justice qui se flatte d'être expéditive, trouve plus facile et plus commode de tuer les hommes que de les corriger; je sais encore qu'on fournit des argumens spécieux à cette prétendue justice, quand on laisse les prisons se transformer en écoles de vices et de crimes; mais, au lieu de rendre les lois sanguinaires, il faut rendre les prisons utiles à l'humanité. D'admirables modèles existent, surtout chez les Américains; et pour les imiter, il suffit de le vouloir (1).

(1) D'après des calculs qui paraissent exacts, il n'en

L'exemple du respect pour les propriétés doit être donné par les gouvernemens. Le droit de consentir l'impôt n'émane point de la liberté politique, il dérive simplement du droit de propriété. Si l'intérêt public exige qu'un particulier cède sa maison ou son champ, il importe non-seulement que cet intérêt soit constaté, et que l'indemnité soit préalable, mais encore qu'elle soit forte, parce qu'il est juste de payer le prix d'affection que le propriétaire peut mettre à ce bien dont on le prive.

Les propriétés territoriales et mobiliaires ne sont pas les seules; l'industrie aussi est une propriété, soit qu'on la considère dans l'intelligence de celui qui la produit ou la dirige, soit qu'on la considère dans les bras de celui

coûterait que 2,500,000 fr. par an, pendant dix années, pour exécuter dans toutes les prisons de France, les constructions et les changemens qu'exige un régime favorable à l'amélioration morale des détenus.

qui l'exerce. Les découvertes, les perfectionnemens, en un mot les œuvres de l'intelligence forment, si je puis dire ainsi, une propriété plus intime que les autres. Les champs que j'ai reçus de mes pères existeraient alors même que je ne fusse pas né; mais si j'invente une nouvelle industrie, c'est une propriété que je crée. Dois-je cependant la posséder toujours? Il est juste que je recueille le fruit de mes travaux; mais le domaine de l'intelligence appartient à tous, et je ne puis le fermer à personne. L'autorité doit donc balancer deux intérêts; et ne dépouiller ni l'inventeur, ni ceux qui peuvent inventer.

Les bras de l'ouvrier sont son unique propriété; il n'y en a pas qui porte un caractère plus sacré, puisque sa vie en dépend. Toutes les restrictions mises au libre exercice de l'industrie, quand elles ne sont pas commandées par la sûreté publique, sont de véritables attentats contre un genre de propriété qu'on

ne peut trop respecter, si l'on tient compte de la justice, de l'intérêt des particuliers, et de l'intérêt de la société. Les maîtrises, les corporations, les communautés doivent, sous ces divers points de vue, être repoussées par quiconque a des notions d'économie politique. Ces inventions de la fiscalité (1) profitent à quelques individus, gênent presque tous ceux qui produisent, et rançonnent tous ceux qui consomment. J'ai entendu dire long-temps que les maîtrises et leur dispendieux attirail, sont nécessaires pour former d'habiles ouvriers: les progrès de l'industrie française, depuis trente ans, ont, je pense, réfuté cette assertion. Pour former des ouvriers, ce qu'il faut, ce sont d'abord des écoles de lecture, d'écriture, de dessin; ensuite, la liberté de tirer de son industrie autant de parti qu'il est

(1) Un édit de Henri III porte ces mots effroyables : *Le droit de travailler est un droit domanial et royal.*

possible; enfin, la paix et la sécurité qui disposent les gens riches à dépenser leur argent. En établissant des corporations, on fait un peu de bien et beaucoup de mal : pour un individu qu'on empêche de se ruiner, il y en a dix qu'on empêche de gagner leur vie; pour quelques fraudes qu'on prévient, on autorise ce vol universel qui est inhérent au défaut de concurrence. Les atteintes portées à la liberté de l'industrie sont peut-être ce qu'il y a de plus fatal au bonheur des familles et à la prospérité des états; chacune de ces atteintes ouvre une source de misère et de dépravation.

Partout où les intérêts de la conscience, de la personne et de la propriété sont respectés, l'homme est libre, quelques imperfections qu'on puisse trouver dans la forme du gouvernement. Si ces intérêts, au contraire, sont méprisés et froissés, il y a dans l'état, tyrannie, esclavage, de quelques noms populaires que se masque l'autorité.

La religion, l'instruction et la liberté, telles que je viens de les considérer, offrent les véritables moyens d'améliorer le sort des hommes. C'est par ces bienfaits du ciel qu'on peut répandre la morale et développer l'industrie; en un mot, avancer la civilisation.

Un des plus tristes effets du mal est d'empêcher souvent qu'on ne puisse sans danger le faire cesser en un instant. Une des plus déplorables preuves de notre faiblesse, c'est que le bien opéré brusquement se change presque toujours en un mal. Si donc les différentes espèces de liberté sur lesquelles nous venons de porter nos regards, n'existent point dans un état, de lentes précautions peuvent être nécessaires pour arriver à les établir sans secousses; mais c'est un devoir, pour quiconque exerce de l'influence, que de hâter par tous les sages moyens qui dépendent de lui, l'époque où les habitans de l'état jouiront de ces avantages.

On s'est trompé sur les bases de la civilisation, lorsqu'on les a cherchées dans des théories *a priori*, et qu'on a négligé les moyens que je viens d'exposer pour améliorer le sort des hommes. Les questions sur les formes de gouvernement sont des questions secondaires; et j'ai montré précédemment quelle est, pour les esprits justes, la seule manière d'arriver à les discuter.

Après avoir vu que les hommes peuvent être heureux quelle que soit la forme du gouvernement, puisque l'autorité peut toujours accomplir ses devoirs, il faut cependant reconnaître que les habitans d'un empire, lorsqu'ils ne doivent leur bien-être qu'à la sagesse de leur prince, sont dans une situation très différente de celle où ils se trouveraient, si ce même bien-être était le résultat d'un système de lois permanent. Dans ce dernier cas, il y a sécurité pour l'avenir; dans le premier, il n'existe, si je puis parler ainsi, que des avan-

tages viagers qui reposent sur la tête du prince.

Tous les rois justes et bons qui donnent à leurs peuples des jours prospères, méritent sans doute une reconnaissance éternelle; mais ceux qui, par de sages lois, obligent leurs successeurs à suivre leurs traces, ceux-là seuls s'élèvent au plus haut rang parmi les grands hommes. Les peuples ont besoin d'institutions pour que leur félicité soit durable. Quelles institutions sont les plus utiles? Quelle forme de gouvernement est la meilleure? Il est absurde de chercher une idée absolue où il ne peut y avoir que des idées relatives.

Les esprits superficiels et les agitateurs qui méconnaissent ou feignent de méconnaître une vérité si simple, détruisent bientôt la liberté en voulant lui donner pour garanties les formes de gouvernement les plus libres. Imposée trop tôt à un peuple, la liberté politique, ainsi que je l'ai déjà dit, est féconde en

désastres, parce qu'alors, exaltant les passions, loin d'obliger les hommes à remplir leur devoirs, elle met à leur disposition tous les moyens de s'en affranchir.

Sans vouloir prononcer d'une manière absolue, je croirais que, dans les temps où l'on commence à sentir le besoin, la possibilité d'assurer des garanties aux libertés publiques, les administrations municipales et les assemblées provinciales peuvent offrir de grands secours. Le prince qui, jaloux de ses devoirs, veille à la prospérité de l'état, peut trouver dans ces institutions les moyens d'échapper à deux dangers : celui de promulguer des lois dont on abuserait, et celui de livrer au hasard la durée de ses bienfaits.



CHAPITRE X.

DE NOTRE AVENIR.

La raison fait le bien, les passions font le mal : les hommes ayant peu de raison et beaucoup de passions, celui qui prédit le mal a le plus de chances en sa faveur. Cependant, un esprit plus ingénieux dans ses épigrammes que profond dans ses raisonnemens, peut seul régler toutes ses conjectures sur cette observation générale.

Il faut se garder, en politique, de vouloir prédire d'une manière absolue. Les données du problême sont trop compliquées; il y a trop de circonstances éventuelles qui peuvent

déranger tous les calculs de la sagesse. Les grands effets produits par les petites causes sont nombreux ; et comment prévoir ces causes, qui souvent restent inaperçues après avoir produit leurs effets ? Pour prédire avec moins d'incertitude, il faut établir différentes hypothèses. Alors, on n'affirme point que les hommes suivront telle route, on indique les diverses routes dans lesquelles ils pourront s'engager, et l'on dit à quel genre de succès ils arriveront selon la direction qu'ils auront prise. Pour prédire d'une manière absolue, il faudrait deviner les volontés humaines et les chances du hasard ; pour prédire en partant de diverses hypothèses, il suffit d'être un observateur impartial des faits et de leurs conséquences.

En jetant les yeux sur la société, on peut y distinguer la classe noble, la classe intermédiaire et la classe ouvrière. Chaque fois qu'elles se disputent le pouvoir, l'état est troublé.

La classe ouvrière ne peut exercer ni même desirer la puissance que dans ces jours calamiteux, où les convulsions politiques bouleversent l'ordre social. C'est une terrible aristocratie que celle des hommes accoutumés à vivre de leurs bras! La seule compensation à leur sanglante tyrannie, c'est qu'elle est passagère. Indépendamment des excès qui la ruinent, elle ne peut se maintenir, parce qu'il est trop contraire à la nature des choses que la classe qui travaille, commande à celles qui font travailler.

Lorsque Louis XVIII rendu au trône de ses pères, donna des lois à ses peuples, la classe ouvrière ne prenait plus de part aux débats politiques; mais les deux autres classes se trouvèrent en présence. On les vit bientôt, aspirant toutes deux aux avantages de la domination, ne se montrer nullement disposées à s'entendre; l'une voulant recouvrer l'autorité qu'elle avait autrefois, l'autre voulant garder le pou-

voir que trente ans de combats avaient mis dans ses mains.

La première loi d'élections décida la question en faveur de la classe intermédiaire. La grande influence, sous le gouvernement représentatif, appartient à la classe qui forme la majorité dans les élections, puisque ses députés déterminent le choix des ministres, et que les ministres disposent des emplois : or, les partisans de la classe intermédiaire étaient plus nombreux que ceux de la noblesse dans les colléges électoraux.

Il parut alors que la France allait avoir une aristocratie toute nouvelle, je veux dire d'une espèce inconnue jusqu'à nos jours. Ce mot aristocratie est juste, bien qu'on ait soutenu le contraire. Dans un pays de vingt-huit millions d'habitans, où les droits politiques appartiennent exclusivement à cent vingt mille personnes tout au plus, il n'y a pas de démocratie. Cette aristocratie nouvelle, toute fondée sur la

richesse ou l'aisance, pouvait se maintenir. Elle privait des droits politiques un nombre immense de Français, mais elle ne décourageait personne; tout homme intelligent, laborieux, économe, pouvait espérer d'y prendre part un jour. On devait s'étonner que les talens éminens, que les places dans les corps littéraires et scientifiques, ne donnassent aucun droit de cité; mais les poètes et les savans ne sont ni assez nombreux, ni assez ambitieux pour causer beaucoup de bruit en politique. La noblesse voyait à regret une aristocratie active qui rendait ses titres purement honorifiques, mais elle n'avait point par elle-même les moyens de changer cet ordre de choses. La nouvelle aristocratie n'étant pas fondée sur la naissance, était en harmonie avec cette idée, si répandue en France, qu'un homme peut en valoir un autre. Nombreuse et riche, elle semblait également propre à garantir l'état de l'oppression et de la démagogie : enfin, elle était fa-

vorable à cette impulsion qui dirige les esprits vers les travaux utiles et les progrès des arts. Mes observations très impartiales, car elles sont très désintéressées, m'autorisent à dire que cette aristocratie plaisait à la grande majorité des Français.

Comment la classe intermédiaire a-t-elle perdu la prépondérance qui lui était acquise? Ses revers sont nécessairement le résultat de ses fautes. Une vérité que démontre l'expérience, c'est qu'un parti arrivé à l'autorité, la perd bien plus par ses fautes que par les efforts du parti contraire. A cette vérité, j'en ajoute une seconde : la faute la plus commune est de ne songer qu'à donner de l'intensité à son pouvoir, lorsqu'il faudrait s'occuper de le rendre utile à tous.

La classe intermédiaire est, en très grande partie, composée de gens paisibles, instruits, éloignés des extrêmes par leur caractère ainsi que par leur intérêt. Mais, dans notre état de

civilisation, quelques intrigans suffisent pour donner aux esprits une direction dont ils se fussent naturellement éloignés. Les dupes et les faibles entourent bientôt ces intrigans d'un nombreux cortège. Pendant la révolution, j'ai vu des villes horriblement bouleversées : tous les désastres étaient causés par une poignée d'agitateurs; ceux-ci succombaient, on était près de respirer; une poignée d'autres agitateurs amenait de nouveaux désastres. Le mal se fait toujours en France par un très petit nombre d'hommes.

Lorsque la classe intermédiaire eut acquis une grande influence par les lois qui suivirent la restauration, il était naturel qu'elle environnât de sa reconnaissance le prince qui lui assurait les biens pour lesquels elle avait si long-temps combattu, sans jamais en jouir. Quelques imperfections, quelques abus dans le gouvernement devaient la frapper bien moins que les immenses avantages qu'elle pos-

sédait. Lorsque le monarque eut renvoyé les armées étrangères, à une époque où il n'avait pu créer encore autour de lui une force militaire, n'appelait-il pas la sagesse par sa confiance et la confiance par sa sagesse? Je m'en rapporte aux plus ardens zélateurs de la liberté publique, pourvu qu'ils aient des lumières et de la bonne-foi; pouvait-on desirer une situation plus favorable pour se livrer sans contrainte aux discussions politiques, et pour obtenir tous les résultats que demanderait le vœu général? Loin d'être irrité du mécontentement d'une partie de la noblesse et de lui faire sentir qu'elle était vaincue, il fallait lui montrer quel rang honorable l'attendait au milieu de l'aristocratie faible et nouvelle que formait la loi des élections. Les nobles, en effet, n'étaient pas exclus des avantages que donnent les richesses et les lumières; et de plus, ils avaient, pour obtenir les suffrages, cette influence qui naît des vieux

souvenirs et des malheurs récens. Si la classe intermédiaire eût pris une direction conforme aux idées que j'énonce, elle n'eût jamais perdu sa prépondérance.

Quelques intrigans changèrent ses destinées. On vit des hommes qui n'avaient pas encore usé les livrées de Bonaparte, se donner pour les défenseurs de la liberté publique: ils eussent renversé le gouvernement, l'état, pour recouvrer leurs honneurs et leurs émoumens. Ces comédiens politiques, ne pouvant plus jouer les courtisans, jouèrent les tribuns. Ils trompèrent quelques têtes exaltées, quelques rêveurs; et l'on vit se former une de ces monstrueuses alliances telles qu'il en apparaît souvent dans les temps agités : de vieux magistrats de la république serrèrent la main de jeunes chambellans de l'empire. Sous l'influence de pareils chefs, un certain nombre de départemens firent des choix hostiles. A l'instant, les hommes accoutumés à réfléchir

jugèrent que la classe intermédiaire se perdait elle-même.

Le bon sens que les passions méprisent, comme l'intérêt particulier haît l'intérêt général, le bon sens dit que, pour une négociation, il faut choisir des envoyés qui ne puissent inspirer de l'éloignement à ceux qui les reçoivent; il dit encore que, si l'on est obligé de transmettre des vérités sévères, on doit les faire passer par une bouche qui sache les adoucir. Pour que le choix d'un émissaire soit hostile, il n'est pas besoin que cet émissaire soit un artisan de complots; c'est assez que sa présence doive blesser ceux qui l'entendront, qu'on le sache, et qu'on se détermine par ce motif. Il faut être livré à de bien petites passions pour sacrifier le repos de l'état au plaisir de faire une nomination qui déplaise à tel ou tel parti. Mais les intrigans pensent toujours que le trouble leur est utile, et leurs ressources sont grandes pour l'exciter:

ils font aisément prendre aux hommes la modération pour la faiblesse, et la prudence pour la perfidie. Avec quelle hauteur ils traitent les gens de bon sens ! les amis du bien ! Ils réussissent sans beaucoup d'efforts à les éloigner ; ils triomphent ; hélas ! pour une oreille exercée, leurs chants de victoire ont un accent funèbre.

L'opposition n'est pas seulement tolérable, elle est nécessaire comme la discussion; elle peut se manifester dans les discours, dans les écrits ; mais une condition nécessaire à son existence, c'est qu'elle concoure au maintien du gouvernement par lequel et pour lequel elle existe. Les opposans doivent rivaliser, avec ceux qu'ils combattent, de zèle et de fidélité pour le prince dans l'intérêt duquel ils discutent. Alors, on agit au milieu d'un ordre de choses régulier ; les projets contraires au bien général, et les ministres inhabiles peuvent être attaqués avec succès. Parmi nous des opposans distingués par leurs talens et leur in-

fluence, comme s'ils eussent craint de la perdre, évitaient avec soin de prononcer aucune phrase qui contînt l'expression de leur fidélité. On ouvrait leurs écrits, on y trouvait le desir de nuire, non celui d'éclairer. L'agitation croissait; des symptômes de révolution se manifestaient sur plusieurs points du royaume; beaucoup d'hommes, qui d'abord avaient voulu que la grande influence appartînt à la classe intermédiaire, quittant les drapeaux sous lesquels ils avaient combattu, se réfugièrent près de l'autorité royale, en lui demandant de prendre des garanties contre un bouleversement nouveau.

Le gouvernement a jugé nécessaire de chercher un appui dans une aristocratie plus forte. Les changemens faits à la loi des élections, l'esprit dans lequel les ministres ont choisi tous les fonctionnaires publics, les moyens qu'ils ont employés pour faire prévaloir leurs choix dans les élections, et d'autres causes en-

core, annoncent que la classe noble exercera sur nos lois une grande influence.

Ce changement excite l'espérance et la joie d'une partie des Français; la crainte et la désolation d'une autre. Après tant de révolutions, je ne sais plus ni me réjouir, ni m'effrayer promptement : j'ai besoin de juger; et pour juger, d'attendre et de voir.

Dans différentes contrées, quelquefois dans la même, on peut observer deux espèces d'aristocratie nobiliaire. L'une égoïste, inepte, infatuée d'elle-même, et surchargeant le pays qu'elle croit honorer; l'autre, éclairée, avide de considération, la méritant par des services réels, également capable de défendre la couronne des atteintes des factieux, et les libertés publiques des empiètemens d'un ministre. Les élémens de ces deux espèces d'aristocratie existent parmi nous.

En France, il y a des difficultés, qui n'existaient point en Angleterre, pour avoir une aris-

tocratie forte, et cependant chère à l'état. Dans les longues tourmentes de l'Angleterre, la noblesse et les communes furent constamment unies pour mettre des bornes à l'autorité royale. On voit chez nous, au contraire, dès les temps reculés, l'autorité royale protéger la classe industrieuse contre les seigneurs féodaux, et s'en faire contre eux un appui. Cette combinaison des élémens de la société est bien moins favorable que la première, pour obtenir un bon gouvernement.

J'ai entendu parler vaguement de projets conçus dans le dessein de répandre en France l'esprit aristocratique. Les projets de ce genre doivent être médités long-temps, avec un amour très éclairé du bien public, ou ils produisent des effets contraires à ceux qu'on en attend. Le sage législateur peut appeler la considération sur l'aristocratie; le législateur imprudent peut exciter la haine contre elle.

Il y a un principe juste, fécond en im-

portantes conséquences. Lorsqu'on accroît les libertés publiques, il faut donner des garanties à l'autorité; lorsqu'on accroît l'autorité, il faut donner des garanties aux libertés publiques. L'aristocratie peut être fortement constituée dans un état, sans qu'aucune classe de la société ait à se plaindre, s'il résulte de l'ensemble de la législation que l'aristocratie soit obligée de se rendre populaire. Si, par exemple, les lois sont telles que peu de personnes puissent par leurs richesses et par leur influence aspirer aux fonctions de député, il faut que les lois fassent concourir un grand nombre d'hommes à l'élection; parce qu'alors l'éligible est obligé de faire le bien, d'exercer un utile patronage, pour obtenir la confiance. L'Angleterre a merveilleusement entendu l'art de lier l'aristocratie à l'intérêt public. Je n'ignore point qu'il est parmi nous des personnes qui repoussent les exemples empruntés à l'Angleterre, avec une indignation

égale à celle que leur inspireraient des exemples puisés dans la révolution. Lorsque, il y a trente ans, on me disait que les Anglais ne sont pas libres, je souriais douloureusement; je souris de même aujourd'hui, lorsque j'entends dire que les Anglais n'ont pas su consolider le pouvoir.

La véritable aristocratie est celle qui est protectrice, qui se met à la tête de tout ce qu'il y a d'utile et de beau. On ne peut rien faire de la fausse, de la niaise aristocratie. J'eus occasion de remarquer, il y a peu de temps, dans une ville de province, que les enfans de la classe intermédiaire étaient élevés avec soin, tandis que les enfans de la classe noble recevaient, presque tous, l'éducation la plus mauvaise ou la plus nulle qui se puisse imaginer. En observant ce contraste, je me demandais comment, dans la génération nouvelle, les gens ignorans pourraient commander aux gens instruits, et quel serait le résultat de ce boule-

versement de l'ordre naturel. Sans doute cette petite ville, très obscure, ne sert pas de modèle à beaucoup d'autres: Je connais l'éducation qu'à Paris plusieurs familles distinguées donnent à leurs enfans. Ces familles pensent qu'il faut maintenant, plus que jamais, soutenir ses prérogatives par son mérite personnel. Leurs fils seront un jour dans un rang élevé, sans que nul s'en étonne, parce qu'ils sauront l'occuper. Plus la véritable aristocratie veut s'affermir, plus elle exige que chacun de ses membres acquière des connaissances, des talens et des vertus. L'ignorante et basse aristocratie de gentilhommière et d'antichambre est odieuse, quand elle commande; plaisante, quand elle est fustigée par les poètes satiriques; déplorable, quand elle se trouve aux prises avec les factieux.

La classe noble ferait un très faux calcul si elle aspirait à exercer seule de l'influence sur l'état. Je répéterai textuellement ce que jai dit

en parlant des erreurs de la classe intermédiaire : la faute la plus commune et la plus funeste, est de ne songer qu'à donner de l'intensité à son pouvoir, tandis qu'il faudrait principalement s'occuper de le rendre utile à tous. Je ne sais s'il se trouve encore quelques gentillâtres assez ignorans pour ne pas juger quelle différence existe entre l'état actuel de la société, et celui où l'industrie naissait à peine; où le seigneur féodal avait dans ses domaines quelques ouvriers malhabiles, et voyait, de loin en loin, de pauvres marchands ambulans apparaître dans ses domaines. Entre les temps où nous vivons et ces temps reculés, la différence est la même qu'entre un chêne et le gland d'où il est sorti. Les arts, le commerce sont liés désormais à tous les besoins sociaux. Avec l'industrie, on voit se répandre les mœurs laborieuses, l'aisance, les établissemens utiles, la civilisation ; sans elle, la misère, les vices, la barbarie. De grands changemens dans les moyens

d'existence des hommes, ont dû nécessairement amener des changemens dans l'ordre politique. Supposer qu'on peut faire aujourd'hui prospérer l'état, en éloignant de ses conseils ceux qui lui ouvrent les sources de l'industrie, ce serait faire une supposition absurde. Une chambre de députés toute noble serait souverainement ridicule. Une partie de la petite noblesse peut bien croire qu'un moyen de se grandir aux yeux des commerçans, est de les mépriser; mais la vraie noblesse se fait respecter, en honorant tout ce qui est honorable.

Si toujours un esprit patriotique a dû l'animer, combien cet esprit ne lui devient-il pas plus essentiel dans un siècle tel que le nôtre? Une ère nouvelle est commencée, c'est l'ère de l'utilité et de la véritable gloire. Les diverses branches des connaissances humaines sont cultivées avec une ardeur peut-être sans exemple. Jamais autant d'hommes ne se sont répandus sur le globe pour explorer les scien-

ces naturelles : les uns reviennent chargés de richesses qui nous étaient inconnues; les autres, martyrs de leur noble zèle, périssent sur des bords lointains, sans décourager leurs jeunes émules. D'intrépides voyageurs sont parvenus jusqu'à la mer qui baigne le centre de l'Afrique. Les distances se rapprochent par la rapidité des communications : les bateaux à vapeur peuvent franchir la Méditerranée, la Mer Rouge, et transporter, en trois semaines, des passagers de Douvres à Surate. Nos savans ont rendu facile l'étude des langues de l'Orient : ces écritures si compliquées ont été simplifiées par de judicieuses analyses. Les hiéroglyphes même, si long-temps muets, révèlent enfin leurs mystères. Les plus hautes sciences fécondent les arts usuels, et le génie des découvertes multiplie ses prodiges. A peine ouvrons-nous des canaux, et déjà les routes en fer présentent au commerce des avantages plus précieux encore. La pompe à

feu donnée aux habitans d'un état, ajoute à leurs forces des forces égales à celles de plusieurs millions d'hommes. Toutes les méthodes et toutes les fabrications, toutes les analyses et tous les arts occupent les esprits, s'entr'aident et se perfectionnent. Puisse la noble activité que j'admire, n'être jamais interrompue dans son cours! Puisse-t-on, en la dirigeant constamment vers les arts utiles, s'en servir pour achever d'éteindre l'activité turbulente qui produit les révolutions! Puisse la morale exerçant sur nos travaux sa douce influence, en faire sortir la paix et l'aisance pour tous les peuples! Une aristocratie digne de concourir à réaliser ces vœux sera chère à la France.

Il est évident que le clergé exercera du pouvoir sur nos destinées sociales. Un des bienfaits de l'Évangile est d'avoir chargé des milliers d'hommes de consacrer leur vie à propager la vérité, à répandre sur la terre les lumières de la morale. Antérieurement au

christianisme, rien ne donnait l'idée d'un concours si vaste et si puissant pour épurer les âmes et les diriger vers le bien.

Les ecclésiastiques étant des hommes, à plus d'une époque de l'histoire ils se sont montrés exaltés, fanatiques, ou plus coupables encore, ils ont oublié dans un égoïsme dominateur, les humbles devoirs de leur mission céleste. Celui qui nierait ces faits et celui qui voudrait qu'on les oubliât, manqueraient de bonne-foi ou de bon sens. Beaucoup de personnes attendent avec anxiété quel esprit règnera dans le clergé français.

Il importe que les ecclésiastiques reçoivent une instruction étendue : formons des vœux pour que l'esprit du vénérable Émery plane sur nos séminaires. L'instruction, pour les ministres des autels, a le double avantage de les éloigner de la superstition, du fanatisme, et de leur donner, sur les hommes éclairés, une heureuse influence.

Le besoin d'avoir promptement des pasteurs pour un grand nombre d'églises, a fait admettre dans les ordres beaucoup de jeunes gens fort ignorans, qui semblent avoir en violence de caractère ce qui leur manque en justesse d'esprit. C'est un mal déplorable. En m'exprimant ainsi, j'énonce l'opinion des vieux ecclésiastiques et des pères de famille les plus éclairés.

Ces jeunes gens peuvent causer un grand tort à la religion catholique; d'autant plus qu'en France, par un fâcheux abus, bien des personnes se sont accoutumées à identifier le ministre des autels avec la religion. Nous la rendons responsable des erreurs de celui qui la prêche. Cela vient surtout de ce qu'on a voulu les unir, les confondre dans l'esprit des hommes, afin que la multitude portât le même respect au ministre qu'à la religion. Le ministre peut souvent y gagner, mais la religion doit souvent y perdre.

Oh! combien il est à desirer que, dans ce siècle, les hommes qui exercent le saint ministère aient des lumières! Je souffre, lorsque j'en vois qui s'expriment en fauteurs du despotisme. Si l'impulsion qu'ils voudraient donner était suivie, quels malheurs elle entraînerait dans l'avenir! Je ne leur ferai point de prédiction à ce sujet; peut-être les irriterais-je, et je voudrais au contraire calmer leurs esprits.

Nos ecclésiastiques sont d'accord sur les principes de la foi; mais ils n'ont les mêmes idées ni sur les moyens de la propager, ni sur l'autorité qui leur est nécessaire pour remplir leur mission. Les idées divergentes et les prétentions sont nombreuses lorsque la société fut long-temps agitée, lorsqu'elle n'a pas des lois bien affermies, encore moins des mœurs et des usages, fruits précieux du temps, garanties plus sûres que les lois. Les divisions qui existent dans le clergé sont cependant au-

jourd'hui peu sensibles. La raison en est simple; aussi long-temps que les hommes sont faibles, ils sont unis ou veulent le paraître. A mesure que l'autorité du clergé s'affermira, on verra les divisions se manifester dans son sein. Les différentes manières de voir de ses chefs pourront donner lieu à de vives discussions. Puisse la grande influence rester à ces dignes prêtres qui s'étudient à inspirer la religion, et qui savent qu'on ne commande que l'hypocrisie, qui respectent dans les magistrats l'autorité temporelle, et verraient de l'impiété à franchir les bornes du pouvoir spirituel, qui, pour l'exercer, réveillent les âmes du sommeil de l'indifférence, et les éloignent de la mysticité dont les rêves font oublier que pour plaire à Dieu il faut être utile aux hommes !

Mes principes me disposent bien moins à demander à quel degré s'élève l'autorité, qu'à examiner l'usage qu'on en fait. Je réduirais à

une seule les différences d'opinions qu'il est possible d'apercevoir parmi les membres du clergé. Les uns veulent anéantir l'instruction pour le peuple et la restreindre pour les classes élevées; ils veulent comprimer l'exercice de la raison; ils dédaignent les sciences, et s'inquiètent peu de nuire à l'industrie. Les autres pensent que le christianisme est venu ajouter des moyens de prospérité à ceux qui existaient et n'en interdit aucun; ils croient que l'instruction est utile au bien de la religion, ainsi qu'au bien de l'humanité; ils sollicitent le libre exercice de la raison sur tous les sujets qui sont à sa portée; ils secondent les progrès des sciences et bénissent les travaux qui répandent l'aisance. Les uns ont des rapports avec la basse aristocratie; les autres avec l'aristocratie honorable. Les uns sont de redoutables fauteurs de la doctrine de l'oppression; les autres sont les plus fermes appuis de la doctrine des devoirs.

Avec un clergé éclairé, avec une noblesse amie du bien public, la France peut s'élever aux plus belles destinées. Si la partie ignorante, égoïste, de la noblesse et du clergé obtenait l'avantage, sans doute un sombre avenir s'ouvrirait devant nous. La plupart des hommes qui redoutent cet avenir, ne voient que deux hypothèses qui puissent se réaliser, toutes deux également fatales : les voici. En supposant qu'une aristocratie oppressive parvînt à s'établir, on verrait d'année en année l'industrie languir, et l'ignorance, la misère, les vices étendre leurs ravages : jamais les Français ne tomberaient dans l'abrutissement espagnol, mais ils descendraient à la dépravation italienne. En supposant, au contraire, que cette aristocratie finît par exciter une indignation violente, nous serions exposés à des bouleversemens nouveaux. Il ne faudrait compter, pour les prévenir, ni sur l'effroi que doivent causer les souvenirs de la

révolution, les souvenirs s'effacent; ni sur les forces de la Sainte-Alliance, les alliances ne sont pas éternelles; ni sur de sages maximes, elles ne prévalent pas contre cette loi de la nature qui rend si redoutable le désespoir d'un peuple. La France serait donc replongée dans les calamités qu'enfantent les révolutions.

Après les tourmentes politiques, les imaginations fortement ébranlées aiment à se repaître d'idées sinistres. Il est une hypothèse plus consolante et plus probable que les deux autres dont je viens de parler. Si une aristocratie ignorante, égoïste, exerçait une honteuse influence, l'autorité royale voyant sa gloire s'éclipser et le bonheur s'enfuir de la France, opposerait une digue à ce débordement funeste. Pourquoi rêver toujours des tempêtes? Un nouveau choix de ministres, un appel de nouveaux députés, sont des changemens paisibles qui suffiraient pour rendre à l'état des jours prospères. Français! si jamais

vous deviez vous trouver dans une telle situation, que tous vos vœux soient modérés! que votre reconnaissance pour le monarque soit profonde! ayez horreur des révolutions qui sont fertiles en désastres, et qui peut-être finiraient par vous faire trouver le repos sous la lance des hordes du Nord.



CHAPITRE XI.

D'UNE FAUSSE GLOIRE.

Il existe un empire qui présente un mélange de civilisation et de barbarie; et qui, par le nombre d'hommes répandus sur son immense surface, peut mettre un poids énorme dans la balance des destinées humaines. La Russie peut maintenir la paix en Europe et policer l'Asie; elle peut imprimer des commotions violentes à ces deux parties du monde. Si jamais un Czar enivré de fausses idées de gloire, tentait de parcourir l'Europe en dominateur, ce serait encore un résultat des exemples donnés par cet homme fatal qui

naguère a versé tant de sang, ce serait le dernier legs de Bonaparte.

Lorsque, dans la postérité, des philosophes jugeront ce monarque d'un jour, en comparant le bien qu'il aurait pu faire et les maux qu'il a causés, un vertueux courroux agitera leur âme; et je n'ose dire à quel degré je pense qu'ils feront descendre cet homme qui, pouvant choisir entre les genres de gloire les plus dignes de la vénération des âges, les dédaigna, leur préféra la gloire militaire. Pour nous, victimes de sa sanglante renommée, imposons-nous la loi de le juger avec calme.

Bonaparte possédait les deux qualités avec lesquelles on est le plus certain de dominer ses semblables : Il avait une force de volonté qui bravait tous les obstacles, et une activité si prodigieuse qu'aucun homme peut-être n'en a jamais déployé davantage. Ces deux qualités, dont les effets sont toujours remarquables, indifférentes par elles-mêmes au bien et au mal,

méritent la reconnaissance ou la haine, selon la direction qu'elles reçoivent. Ce qui manquait essentiellement à Bonaparte, c'était l'élévation d'âme. Presque tous les sentimens se tournaient chez lui en égoïsme, très peu se dirigeaient vers la justice, aucun vers le bien de l'humanité. Il était né guerrier, comme d'autres sont nés joueurs. Entraîné par ce plaisir convulsif que donnent, sur les champs de bataille ou dans les repaires du jeu, les alternatives de crainte et d'espérance, plaisir qui rend insensible à tout autre, il hasardait chaque jour ce qu'il avait gagné la veille. Quoique sa fin semble déposer contre ses talens, il eut une étonnante habileté dans l'art de la guerre. La fortune sans le génie ne peut donner vingt ans de succès continuels. Toutefois, il n'eut pas le seul talent militaire qui suppose une âme élevée; il n'eut point cette qualité des grands capitaines, qui leur enseigne à ménager le sang de leurs soldats. Bonaparte regar-

dait la France comme un parc d'hommes inépuisable: il dévorait des soldats, en demandait, les dévorait, en demandait de nouveaux; et quand il rentra dans Paris pour la dernière fois, il venait en redemander encore. Ce que la postérité verra sans doute de plus honorable dans son histoire, c'est qu'il sut obliger à vivre en paix des hommes divisés d'intérêts, de pensées, et bouillans de la fougue qu'enfantent les révolutions. Mais son défaut d'élévation d'âme se fait encore ici reconnaître. Il ne substitue point dans l'esprit des Français, une noble pensée à leurs idées divergentes; il veut leur inspirer l'enthousiasme de ses victoires et l'idolâtrie de sa personne; il ne change pas leurs opinions, il les instruit à mentir à leur conscience; il les unit, mais sous une commune oppression et dans la même honte. Sa morale et sa politique étaient dans une harmonie parfaite: il réduisait la morale à l'obéissance, et sa politique consistait à rendre les

âmes vénales. Quand on manque d'élévation dans les sentimens, on manque, sous les plus importans rapports, de justesse et d'étendue dans les idées. Bonaparte pouvait avancer la civilisation, ouvrir une ère nouvelle et servir d'exemple; il alla chercher des modèles dans les temps barbares, et ne sut guère que recommencer ce que d'autres avaient fait avant lui. Il se fit conquérant; il se fit empereur : quelquefois même il fut copiste servile, et on le vit pousser jusqu'au ridicule le soin de rechercher les minutieux usages de la vieille étiquette des cours. Ses vues étaient tantôt mesquines et tantôt gigantesques; il lui fallait des chambellans et le sceptre du monde. L'homme véritablement grand est en avant de son siècle; Napoléon se mit en arrière du sien. Comme si une voix intérieure lui eût dit qu'il n'était pas assez grand pour un siècle de lumières, il soupirait de regret en songeant à ces temps d'ignorance où il aurait pu se faire élever des

autels. Sa grandeur consistait, au dehors, à se promener en vainqueur dans des contrées qu'il désolait; au-dedans, à suivre avec persévérance un système de centralisation qui mettait dans ses mains tous les hommes, toutes les libertés et tous les revenus. Chef-d'œuvre de despotisme! mais ajoutons que le despotisme est ce qui suppose le moins de génie dans le fondateur d'un empire. Pauvre gloire que celle qui n'a point de racines dans le bien public! Prestige mensonger! illusion fatale! Cet homme, qui vit ses drapeaux flotter sur les remparts de Lisbonne et sur les murailles du Kremlin, a péri sur un rocher, insulté par le geolier d'une puissance qu'il abhorrait, laissant après lui, pour seules traces dignes d'éloges, un recueil de lois civiles et quelques monumens publics.

Si j'avais besoin de prouver que ce jugement n'est point sévère, il me suffirait de citer les faits nombreux que j'ai laissés dans l'ombre.

Les seuls hommes qui aient le droit de contester ce jugement, sont ceux que Bonaparte combla de ses faveurs aux jours de sa prospérité. Ceux-là forment une classe à part ; s'ils gardent le silence sur le conquérant, je les approuve ; s'ils essaient de le louer, je les excuse : on ne fait d'un ingrat ni un bon citoyen, ni un sujet fidèle.

Les êtres véritablement grands, sont ceux qui font servir des facultés extraordinaires au bien de l'humanité. Attila, Gengis-Kan, Tamerlan, ne sont pas des grands hommes. Sans doute un individu de haute taille est physiquement grand, alors même qu'il est mal conformé et d'une laideur repoussante ; mais on aurait tort d'en conclure que, pour être un grand homme, il suffit d'avoir des facultés supérieures à celles du vulgaire, quels que soient d'ailleurs la direction et l'usage de ces facultés. Il s'agit d'une grandeur morale ; or, il y a nécessairement quelque chose de très petit dans

l'homme qui ne dirige point ses facultés vers le bonheur de ses semblables.

Nos armées permanentes, funeste appât à la soif des conquêtes, seront long-temps et peut-être toujours un obstacle aux progrès de la civilisation. Elles sont tour-à-tour des instrumens de despotisme et d'anarchie; mais il est aussi difficile de dire comment on pourrait s'en passer, qu'il est facile d'indiquer les dangers qu'elles entraînent.

Après la restauration, c'était pitié d'entendre des hommes célébrer la gloire militaire en même temps qu'ils demandaient la liberté. Un roi guerrier est despote quand il veut l'être; et, partout où existent des armées permanentes, les gouvernemens ont un puissant moyen pour se débarrasser des lois qui leur déplaisent. Il est des personnes qui, précisément par ce motif, jugent les armées fort utiles; mais ne donnez pas trop de confiance à ces instrumens de mort, ils changent sou-

vent de mains. Fières, d'abord, d'exécuter les ordres du pouvoir absolu, les armées permanentes finissent par faire alliance avec l'anarchie. Dans ces derniers temps, la France, l'Espagne, l'Italie ont vu des soldats menacer le trône. Il est plusieurs manières de mettre en danger la civilisation, et toutes sont à l'usage de la force militaire.

Nous n'avons encore que des idées confuses sur nos plus grands intérêts, ou du moins sur les moyens de les assurer. Il faudrait que la force morale prédominât sur la terre, et que la force physique lui fût soumise. Les deux grands agens de celle-ci sont la multitude grossière et les armées permanentes. Le premier peut chaque jour être affaibli par d'utiles institutions, par l'enseignement et par le christianisme. Le second est bien plus difficile à détruire; il faudrait dans les gouvernemens un accord de vues bienfaisantes qu'on ne peut guère attendre de tous. Un d'eux pourrait-il

sans s'exposer à d'imminens dangers, donner l'exemple de se passer de cette force militaire redoutable aux autres et à soi-même? C'est une des plus belles questions que puissent traiter les hommes qui connaissent l'art de la guerre.

L'opinion peut du moins préparer d'utiles réformes, en s'élevant contre l'esprit de conquêtes, en flétrissant cette hideuse gloire que devrait repousser toute nation qui n'est plus sauvage et qui n'est pas encore barbare. Avant nos troubles civils, l'odieuse célébrité qui s'attache aux conquêtes, aux incursions guerrières, semblait avoir été jugée pour toujours. Les idées pacifiques se répandaient, depuis près d'un siècle, dans l'Europe civilisée; et je le dis, avec une sorte d'orgueil, le respect pour ces douces idées fut inspiré d'abord par les écrits d'un Français. Au milieu des triomphes et des dévastations de Louis XIV, une voix presque divine se fit entendre ;

c'était la voix de Fénélon. Puisant son génie dans la vertu, Fénélon eut pour guide cette pensée que la gloire des rois ne consiste que dans le bonheur des peuples. Il réprouva la renommée qui s'achète par le sang et les pleurs; il releva l'éclat de ces travaux paisibles qui, perfectionnant les lois, les mœurs et l'industrie, assurent aux humains la prospérité dont le ciel les invite à jouir. Un livre composé pour l'éducation du duc de Bourgogne, instruisit l'Europe entière. Quand la révolution éclata, un saint respect s'attachait encore aux idées qui tendent à bannir le fléau de la guerre. L'Assemblée constituante déclara que la France renonçait pour jamais aux conquêtes : cette déclaration fut universellement applaudie, mais elle n'étonna point; elle était l'expression simple des sentimens que tous les Européens partageaient avec les Français... O faiblesse des hommes! O vanité de leurs résolutions et de leurs espérances!

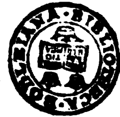
Plus le commerce et les arts prospèreront dans les diverses contrées de l'Europe, plus ses habitans auront des mœurs pacifiques. A mesure que les hommes s'éclairent, la gloire des armes perd de son éclat. Peut-être un jour les conquérans exciteront plus que la haine; il suffit de songer aux atrocités qui remplissent leur vie, pour éprouver du mépris et du dégoût. Je ne sais où se trouve cet apologue.

Une nuit, je rêvai que j'étais dans un jardin délicieux. Une douzaine de jolis enfans, à peine sortis du berceau, jouaient en liberté sur un tapis de verdure. Un homme de haute taille parut; ses vêtemens étaient riches, mais en désordre: il franchit un vaste espace, se jette sur ces enfans, et les massacre tous. Je voulais m'élancer sur lui; mais je faisais de vains efforts pour avancer, et ma voix s'attachait à mon gosier. Le monstre s'éloigna en chantant avec une joie féroce. Tout-à-coup, je me trouvai près de lui dans une autre partie du

jardin : il était assis et calme. J'avais recouvré la voix , et je l'accablai des noms les plus odieux. Je veux bien t'éclairer, me dit-il sans s'émouvoir, et tu vas louer mon humanité. Deux génies présidèrent à ma naissance. L'un ennemi des états que m'a laissés mon père, souffla sur moi et dit : il sera conquérant. L'autre, arrivé trop tard, ne pouvant plus que modifier mon caractère, resta près de moi pour veiller à mon éducation. Très jeune, je demandais des armes et ne respirais que la guerre. Le bon génie, par ses soins persévérans, obtint qu'au lieu de bouleverser le monde, je me contenterais des jeux dont tu viens d'être témoin. Qu'est-ce qu'un petit nombre d'enfans dont je prive leurs mères, près des milliers d'hommes que j'aurais fait périr? Avec quel empressement mon peuple ne doit-il pas m'offrir ce léger tribut? Songe aux conquérans, bénis ma modération, et dis que mes jeux sont innocens. Il me tendait sa main sanglante; je tressaillis et m'évellai!

CHAPITRE XII.

DE LA DIRECTION NOUVELLE A DONNER AUX ESPRITS.



Je ne pense point sans être ému à ces hommes qui suivent les armées, non pour prendre part aux combats, mais pour secourir les blessés. Instruits dans l'art de guérir, ils prodiguent des soins à ceux de leurs compatriotes, et même des étrangers, que le fer ou les balles ont mutilés. Le philanthrope remplit sur la terre une tâche à-peu-près semblable : toutefois la sienne est plus étendue ; avant de songer à guérir les blessures, il fait tous ses efforts pour prévenir le combat.

A l'époque d'une guerre acharnée entre les catholiques et les luthériens, on vit un homme de paix, Ménon, s'élever au milieu des combattans : il fit une réforme à sa manière; et, pour première loi, il établit que ses disciples ne prendraient jamais les armes. Il y a de l'exagération dans cette idée, et je ne viens point louer les erreurs de Ménon; mais heureux qui sent en soi l'impulsion dont il était animé!

L'Europe a besoin qu'il s'élève dans son sein une race d'hommes nouvelle, qu'il se forme des esprits pacifiques, généreux, dont l'influence calme les partis, arrête et répare les désastres causés par tant d'êtres qu'excitent des opinions et des passions divergentes. Qu'apercevez-vous dans nos cercles politiques? Des gens qui s'agitent, qui promettent le bonheur pourvu qu'on leur donne l'autorité : ils l'obtiennent, et ne s'occupent que d'eux-mêmes. Laissez les hommes se disputer le pouvoir, et pensez au bien de vos semblables. Ne

cherchez jamais à renverser le gouvernement sous lequel vous existez; mais, quel que soit ce gouvernement, demandez-lui avec persévérance, sans crainte ni découragement, les améliorations qu'il peut opérer.

Je fais un appel aux gens de bien pour qu'ils laissent la métaphysique de la politique, pour qu'ils attachent moins d'importance à ces hautes et souvent oiseuses discussions sur les formes de gouvernement; et pour qu'ils s'occupent de tout ce qui peut améliorer les hommes, par la propagation de la morale et de l'industrie.

Cette pensée est en harmonie avec les principes du christianisme. Il y a un grand fait religieux sur lequel ne s'arrêtent pas les esprits, parce que ses conséquences peuvent contrarier les ambitions humaines. Le Christ apparut au milieu d'un peuple sans gouvernement, au milieu d'un peuple subjugué; voulant ainsi que ses principes n'appartinssent exclusivement ni à la monarchie, ni à la république,

ni à l'aristocratie, ni à la démocratie: il apportait sur la terre la morale de l'homme; il le prit au dernier degré du malheur, pour lui ouvrir des trésors de sagesse qui pussent lui servir dans tous les états où le placeraient ensuite ses destinées. Le christianisme ne s'occupe donc point de formes politiques; son grand but est d'améliorer l'homme dans toutes les conditions, quelles que puissent être les lois qui le régissent.

On a trop distingué les gouvernemens par leurs formes matérielles; peut-être les classerait-on avec plus de sagesse par l'esprit qui les anime. Mes principes sont d'accord avec tous les gouvernemens justes et paternels, tous ont intérêt à ce qu'on améliore l'espèce humaine, comme ils ont intérêt à remplir leurs devoirs.

En appelant les amis du bien public à suivre cette direction, je ne les invite point à former une association qui ait des statuts et des

assemblées. Une association de ce genre se change facilement en un parti (1) : elle a des chefs, au moins par le fait, puisque tous ses membres ne peuvent exercer une égale influence; les ambitieux, les intrigans ne tardent guère à l'exploiter à leur profit. Une association, plus vaste que toute autre, existe et doit suffire; c'est l'association naturelle établie, entre tous les gens de bien, par Dieu même, qui leur a donné d'invisibles moyens pour s'entendre d'un bout du monde à l'autre.

Une question, cependant, sur laquelle diffèrent des esprits éclairés, est celle de savoir si, dans les tempêtes publiques, il faut s'attacher à un parti, ou si l'on doit marcher d'un pas ferme entre tous les partis. Il y a des argumens plausibles en faveur de la première

(1) Ce qui caractérise les partis, c'est d'avoir sciemment ou à leur insu, des intérêts plus ou moins distincts de l'intérêt général.

opinion, et voici ceux qui m'ont le plus frappé.

Ce n'est pas un bien absolu, c'est un bien relatif qu'il s'agit de procurer à la société. Par conséquent, si le malheur des temps veut que les partis aient seuls de l'influence, il faut s'unir à celui dont les vues se rapprochent le plus ou s'éloignent le moins de la justice et de la vérité.

On perd de sa liberté en suivant la bannière d'un parti, mais on ajoute à ses forces celles d'un grand nombre d'hommes ; on est vanté par eux, on est élevé aux emplois dont ils disposent, on acquiert de puissans moyens pour exécuter de difficiles entreprises. Si l'on s'obstine au contraire à garder son indépendance, réduit à ses propres forces, attaqué, dénigré par les divers partis qui tous ont à se plaindre de ce qu'on refuse de les servir, uni d'intentions avec des gens estimables, mais dont la plupart vivent isolés et sans crédit, on ne peut

exercer une grande influence, à moins que des avantages bien rares ne viennent suppléer à tout ce qui manque évidemment dans une telle situation.

En se laissant guider par un parti, on rend sa vie plus douce. Je ne parle pas ici des dignités, des richesses, ni même des applaudissemens qu'une faction prodigue à celui qui la sert : c'est avec des gens probes que je traite la question qui m'occupe ; pour les autres, elle est résolue d'avance. Adopter un parti, c'est se ménager des soutiens, dont notre faiblesse a besoin. Entouré d'hommes qui marchent hardiment vers un but, on s'étourdit avec eux sur les dangers ; on s'enivre de leurs succès qu'ils croient toujours décisifs ; on se ranime, dans les revers, au bruit de leurs espérances. Il faut une étonnante force de caractère pour se contenter d'avoir raison presque seul. L'homme attaché rigoureusement à la vérité, à la justice, voit les factions triompher tour-à-

tour, sans que leurs succès en soient jamais un pour lui; il voit des erreurs remplacer des erreurs, des crimes succéder à des crimes, sa douleur est la même; et comme la sympathie le porte vers les êtres qui souffrent, sa vie se passe à défendre des opprimés.

Enfin, on peut servir un parti et jouer un rôle honorable. Si, plein de franchise, de loyauté, de courage, on tente d'éclairer, de modérer ceux auxquels on s'allie, on leur épargne des fautes, on garantit leurs adversaires de grandes calamités; et toujours les hommes généreux d'un parti obtinrent l'estime du parti contraire.

Oui, je conçois très bien les divers avantages sur lesquels nous venons de jeter un coup-d'œil. Il est fâcheux que ces avantages, si nombreux et si doux, ne se concilient point avec un pur amour de la justice et de la vérité. Embrasser un parti, prendre l'engagement ou formel ou tacite de servir ses projets, de combattre ses adversaires, de pallier ses fautes,

d'excuser ses erreurs, c'est s'engager à soutenir d'autres intérêts que l'intérêt public. Dévouez votre existence à ce seul intérêt : si beaucoup d'hommes se réunissent à vous, remerciez le sort de vous avoir fait naître dans d'heureuses et rares circonstances; si vous vous trouvez presque seul, rendez grâce au ciel de vous avoir sauvé de l'égarement général.

Je plains le pays où, lorsqu'on veut classer les individus par leurs opinions politiques, on n'aperçoit que deux partis extrêmes, et un centre nul, flottant de l'un à l'autre. Ce pays manque d'hommes.

Une vérité peu connue, et cependant fondamentale, c'est qu'entre les partis, doivent naturellement se trouver les êtres les plus respectables et les êtres les plus vils. On ne conteste guère la dernière partie de cette assertion; mais on semble ignorer la première.

Il y a dans les partis de nombreux égoïstes,

mais du moins ils montrent quelque courage, ils s'exposent à des dangers. Les égoïstes lâches se glissent dans le centre, attendant le vainqueur qu'il faudra saluer; toujours prêts à lui offrir le tribut de leurs forces, et à le pousser à de criminelles folies en le trompant sur l'étendue de sa puissance. Ces êtres serviles deviennent effroyables au milieu des révolutions; ils semblent s'arranger pour se rendre complices de tous les forfaits. Ainsi, l'on a vu dans la Convention des hommes sans nom, mais dont les votes comptaient, se lever pour tous les arrêts de mort, sacrifiant leurs amis de la veille à d'autres amis, qu'ils étaient près d'immoler à leurs amis du lendemain; ils se levaient, se baissaient avec l'impassibilité de la machine qui exécutait leurs terribles arrêts. Heureux les temps moins agités où les lâches ne sont appelés à jouer qu'un rôle ridicule!

De même qu'on trouve entre les partis et au-dessous d'eux, une espèce de *caput mor-*

tuum de la société; on trouve entre les partis et au-dessus d'eux l'élite de l'humanité, les hommes les plus dignes de vénération par leurs lumières et leurs vertus. De tels hommes planent sur les trois classes d'individus que nous avons seules observées. La nouvelle classe qu'ils doivent former n'existe-t-elle point dans un pays? je le répète, ce malheureux pays manque d'hommes.

Je sais à quels dangers on s'expose dans les tempêtes politiques, en suivant la voix d'une conscience éclairée; mais ne changeons point l'état de la question : la question est de savoir comment on doit servir la cause du bien public. En s'élevant au-dessus des partis, on n'examinera point si les hommes dont on est entouré sont nombreux. S'il y a peu de gens de bien, c'est une forte raison pour rester homme de bien. Quelque faible que soit leur nombre, qu'ils se gardent de s'affaiblir encore par d'impures alliances. Il est impossible qu'un

ambitieux, un intrigant, se dirige vers leur but. En s'alliant à lui, ils s'affaibliraient moralement; j'ajoute qu'ils s'affaibliraient même numériquement : on ne peut tendre la main à un fripon, sans que d'honnêtes gens retirent la leur. Ce qui perd les hommes, c'est de vouloir des succès; ils en auraient, s'ils ne voulaient que remplir leurs devoirs.

Souvent des ministres embarrassés au milieu des partis, ont déclaré qu'ils voulaient n'en servir aucun, et se vouer uniquement à l'intérêt public. En général, ils ont été bien peu fidèles à ce sage principe; en général, loin de s'élever au-dessus des partis, ils se sont abaissés à les servir tour-à-tour; et le système qu'ils ont mis en pratique, est flétri de l'ignoble nom de *bascule*. L'Hospital, vénérable modèle des magistrats et des ministres, tu n'essayais pas d'affaiblir les catholiques et les protestans, en les faisant jouir de ton appui tour-à-tour; tu planais sur eux, et voulais,

pour leur bonheur, les obliger à vivre en paix! Le soin qui t'occupait n'était pas celui de conserver ta place; c'était le soin de former un roi et de rendre la France heureuse. Tu succombas, mais le fruit de tes travaux n'est point perdu pour le genre humain; ton souvenir animera éternellement les grandes âmes, pour les guider vers le succès où les consoler dans la disgrâce.

Il ne faut point le dissimuler : aussi longtemps que les lumières et la sagesse ne sont pas assez répandues dans un état pour que les ministres, les orateurs, les écrivains qui s'élèvent au-dessus des partis, trouvent un nombre d'approbateurs capable de faire prévaloir leurs projets, les destinées de cet état sont en péril.

CHAPITRE XIII.

QUELQUES OBSERVATIONS SUR LA MANIÈRE DE JUGER LES HOMMES.

Un homme d'esprit racontait que, dans sa jeunesse, il était allé entendre un missionnaire dont les sermons attiraient la foule. « Mes « frères, dit l'homme apostolique, j'ai soixante- « dix-neuf ans; j'ai visité une partie de l'Eu- « rope, j'ai habité plusieurs îles de l'Amé- « rique, et j'ai parcouru les Grandes-Indes « jusqu'à la Chine. Je rapporte de mes longs « voyages une vérité d'une extrême impor- « tance; et vous me rendrez grâce de vous

« l'avoir fait connaître. Cette vérité, mes « frères.... c'est que vous devez tous mourir « un jour..... Eh quoi! vos regards semblent « me dire que cette vérité vous est dès long- « temps connue. Non, non, si vous saviez « qu'il faut mourir, vous abandonneriez-vous « à vos vices; et des intérêts méprisables se- « raient-ils les seuls dont on vous verrait oc- « cupés ? »

Je pourrais dire que j'ai traversé de longues révolutions, que j'ai vu bien des tempêtes politiques, et qu'au milieu de nos désastres, j'ai fait une découverte importante. Cette découverte, c'est qu'un honnête homme est un honnête homme, et qu'un intrigant est un intrigant. Si l'on me dit que ces vérités sont connues, je répondrai qu'une multitude de faits prouvent qu'on les ignore. Tel homme est intègre, éclairé; il énonce telle opinion sur un projet de loi : soudain son mérite s'efface, ses services s'oublient; c'est un perfide,

un traître; ses amis et ses ennemis changent de place, comme ces automates que font mouvoir des fils; ses amis le repoussent, et ses ennemis l'embrassent. Mais, voici qu'un individu flétri pour ses intrigues, s'avance et soutient avec force l'opinion qui nous est chère : quel mérite inconnu jusqu'alors brille aussitôt en lui! On se plaît à trouver des excuses à chacun de ses torts; et je suis bien surpris si la plupart de ses défauts ne se transforment en qualités. Ainsi, dans les troubles civils, on bouleverse les notions morales ; la raison ne juge plus, les passions absolvent ou condamnent.

Je m'aperçus de bonne heure que des opinions justes en politique avaient, parmi leurs antagonistes, des hommes fort estimables; et qu'au nombre de leurs partisans, se trouvaient des gens très peu dignes d'estime. Je reconnus alors qu'il est en nous quelque chose d'antérieur et de supérieur à nos opinions, quelque

chose d'inhérent à notre caractère et à nos intentions, qui nous fait mériter l'estime ou le blâme indépendamment de la justesse ou de la fausseté de nos idées. Choisir les opinions pour base des jugemens qu'on porte sur les hommes, c'est donc choisir une base incertaine et trompeuse. Je me dis : élevons plus haut ma pensée; il ne doit exister que deux classes d'hommes, celle des bons et celle des méchans.

Mais, quels sont les bons? quels sont les méchans? Si l'on hasarde cette question, on entend les partis en tumulte, pour désigner les bons et les méchans, nommer leurs amis et leurs ennemis; le même individu reçoit à-la-fois les deux noms qu'on voulait apprendre à séparer. Si je m'éloigne de la foule et que j'interroge les sages, ils me répondent : Tout homme est sur la terre pour accomplir une mission, qui l'oblige à concourir au bonheur des êtres dont il est entouré. Le bon

est celui qui se dévoue à l'intérêt de ses semblables; le méchant est celui qui sacrifie cet intérêt à son égoïsme.

Une difficulté nouvelle se présente. Je sais en théorie ce qui distingue le bon du méchant; mais chacun vante son désintéressement, nul n'avoue son égoïsme : comment reconnaître l'homme sincère et l'hypocrite?

Cette question m'embarrassa peu. La vie privée, me dis-je, est la plus sûre garantie de la vie publique. Lorsqu'un homme exercera les vertus de famille, et prouvera son désintéressement par ses actions, s'il me dit qu'il aime ses semblables et veut leur être utile, je le croirai. Mes principes me parurent alors infaillibles et complets.

Que devins-je, lorsqu'en parcourant la scène du monde, je vis que ce desir du bien, et ces vertus privées, et ce désintéressement peuvent s'allier à d'affreuses démences, à de coupables désordres? Les temps où j'ai vécu n'ont offert

que trop d'exemples de cette vérité. Loin que le fanatisme politique ou superstitieux détruise toutes les vertus, il en nourrit quelques-unes. Notre âme a peu de forces, une seule passion suffit pour les absorber. Ainsi le fanatique, tout occupé de son but, dédaignera les avantages qui séduisent la plupart des hommes ; il saura vivre pauvre, il nous étonnera par son désintéressement et son austérité. Une autre cause encore peut rendre chères des vertus aux êtres que l'exaltation égare. L'homme ne viole pas les lois de la nature sans éprouver le besoin de calmer le trouble qui s'élève en son âme. Tel fanatique, pour se persuader qu'il n'est point atroce, prodigue de tendres soins à sa famille; on le voit étourdir sa conscience dans les embrassemens de ses enfans.

Aux qualités que j'avais jugées nécessaires pour former l'homme de bien, je me hâtai d'ajouter la modération. Maintenant, mes idées

ne sont plus incomplètes : les êtres bons sont ceux qui pratiquent les vertus privées, et qui se montrent désintéressés et modérés dans leur vie publique. Je desire vouer à tous un égal respect; et sans doute je n'aurai point à faire de distinction entr'eux.... Hélas! ils diffèrent d'opinions sur une multitude d'objets; les questions politiques les divisent; ils n'ont les mêmes idées ni sur le degré de liberté qui nous est nécessaire, ni sur les moyens d'assurer notre repos et notre bonheur. Les uns sont éclairés, les autres ne le sont pas.

En jetant un coup-d'œil sur le monde, on voit la multitude qui cède aux impressions variées qu'elle reçoit; les méchans qui s'occupent avec habileté de faire triompher leurs intérêts; les fanatiques, souvent plus redoutables que les méchans eux-mêmes; les bons qui presque tous sont peu éclairés; enfin, quelques êtres pleins de lumières qui, pour cela même, sont contrariés par la plupart des autres

hommes. C'est un triste inventaire que celui de la société.

N'aggravons pas du moins notre sort, ne diminuons pas nos forces et nos ressources. Que tous les hommes dont les vertus privées, le désintéressement et la modération attestent l'amour du bien, soient entourés de notre estime. S'ils soutiennent des idées, des projets différens ou même opposés, une discussion paisible et libre peut seule nous apprendre quels sont ceux qui se trompent. C'est la fougue des opinions, non leur diversité, qui trouble les empires. La diversité des opinions est nécessaire ; elle entra dans les vues du Créateur qui voulut suppléer par les efforts de tous à la faiblesse de chacun. Quand les esprits modérés discutent entr'eux, et s'accordent à repousser les esprits exaltés, la division naturelle existe, et l'ordre social tend à s'améliorer. Mais, quand des esprits modérés refusent de s'entendre avec d'autres également modérés,

et s'unissent à des esprits exaltés, la division naturelle est remplacée par des divisions de partis ; le désordre règne, et la sagesse ne prévoit que des calamités.



CHAPITRE XIV.

CONSEILS A MES JEUNES LECTEURS.

J'OFFRE à tous les gens de bien, mais surtout aux lecteurs encore jeunes, les observations qu'on vient de parcourir. Dans l'âge mûr, nos idées sont affermies par des intérêts vrais ou faux, par des habitudes sages ou vicieuses : c'est sur la jeunesse qu'essaieront toujours d'exercer leur influence ceux qui voudront épurer ou corrompre les opinions répandues dans la société.

Les jeunes gens, d'ailleurs, m'inspirent un doux intérêt. On parle de leurs illusions ; ne pourrait-on aussi parler de celles des vieillards? Il est des illusions pour tous les âges. Les chi-

mères de la vieillesse sont souvent tristes et décourageantes ; celles de la jeunesse sont presque toujours riantes et généreuses.

Plus j'aime les jeunes gens, plus je leur dois la vérité. Le premier reproche qu'il faut peut-être leur adresser aujourd'hui, est de se vieillir avant l'âge. Une maturité affectée n'est que du pédantisme. Je leur voudrais des dispositions plus gaies, un abandon plus aimable. On ne sait pas assez quels services peut rendre la gaîté, même dans les affaires sérieuses. Nous sommes garantis des révolutions; mais sommes-nous à l'abri des sombres passions qui leur survivent? Après de si longues et si terribles secousses, il y a des imaginations malades. Si des folies moroses, tracassières, mystiques, venaient à se répandre, pour les guérir, le ridicule est l'antidote qu'il faudrait employer.

Les révolutions imprimant aux esprits une extrême activité, beaucoup de jeunes gens portent dans leurs études un zèle, une ardeur

inconnue autrefois; mais il en est dont l'amour-propre fait plus de progrès encore que les lumières. On trouve dans ceux-ci une assurance, un orgueil qui appartiennent à l'époque actuelle. C'est pitié de voir des publicistes imberbes régler le monde avec des phrases de journaux, et se croire les champions nécessaires de tel ou tel parti. Leurs études ont tout embrassé, leur accent est toujours dogmatique, ils ne conversent pas, ils enseignent; la pensée d'avoir un doute modeste les révolterait; les uns pulvérisent Locke et les autres Platon : leur principe est de n'hésiter sur rien. Quelle exclamation ferait aujourd'hui Fontenelle qui de son temps disait : *Je suis épouvanté de l'horrible certitude que je rencontre partout?* Le plus grand obstacle à la recherche de la vérité, est la persuasion de l'avoir trouvée. Peut-être ne manque-t-il au succès de nos écoles que d'y répandre cet adage : *Suffisance est signe d'ignorance.*

L'orgueil, dans un jeune homme, n'est bon qu'à le rendre dupe. Presque toujours ces jeunes gens confians dans leur mérite, enthousiastes de leurs talens, deviennent la proie des partis. Il est déplorable de voir des intrigans ou des fous se plaire à leur inspirer des idées turbulentes et des passions haineuses. Tandis que de jeunes imprudens se livrent aux dangers avec la candeur et l'impétuosité de leur âge, ceux qui les excitent savent se mettre à l'abri de ces mêmes dangers, et tranquilles, attendre la fin des luttes qu'ils ont provoquées. C'est avec les mots les plus respectables, c'est avec les mots *religion*, *liberté*, que dans tous les temps on exalte les Séides. Lorsque, après la victoire, ces insensés reconnaissent qu'au lieu de servir l'intérêt général, ils ont été les instrumens dociles de quelques intérêts privés, lorsqu'au lieu de voir la religion, la liberté, briller d'un nouvel éclat, ils voient s'étendre le fanatisme et la tyrannie, quels

remords les poursuivent! Fatale destinée! les autres hommes sont agités, tourmentés, jusqu'à l'instant où le succès vient les calmer; les Séides, au milieu des périls, rêvent le bonheur et la gloire : c'est le succès qui les réveille.

Le premier conseil à donner aux jeunes gens sur la politique, est de se garder d'y prendre une part active. Un jeune homme peut réussir dans tout ce qui n'exige qu'un cœur droit, une imagination vive et des demi-connaissances. En politique, un cœur droit ne suffit point, une imagination vive est funeste, et les demi-connaissances entraînent à des bévues, tantôt ridicules et tantôt déplorables. Pour résoudre un problême, il faut en avoir exactement les données. Ce sont des problêmes bien compliqués que ceux qui se composent des besoins, des habitudes, des ressources, des lumières et des préjugés des peuples. Dire qu'un jeune homme est un politique, c'est dire qu'à vingt ans on peut

connaître l'homme et les hommes; c'est dire une absurdité.

Si, partout, il est bien de s'instruire des intérêts de la société, c'est un devoir sous les gouvernemens libres. J'admire quel nombre d'hommes distingués les Anglais ont toujours dans les affaires publiques: ils le doivent à leurs études, qui leur donnent des connaissances plus positives que les nôtres. Le temps est arrivé pour nous de suivre leur exemple. Quelques idées métaphysiques ne suffisent point pour porter la lumière dans les assemblées et dans les conseils. Il faut se mettre en état d'administrer sa ville, sa province, pour se préparer à donner des idées sur la direction d'un royaume. Il faut étudier la statistique, les besoins, les ressources de son pays; et s'initier aux travaux des différens ministères qui se divisent entr'eux l'administration. Il ne suffit pas de connaître sa patrie; il faut avoir des documens sur les autres contrées, sur leur

situation financière, politique, militaire. Des travaux si vastes et si compliqués, exigent des années d'études, de méditation et de silence.

Pour donner de l'ensemble aux idées qu'on recueille, pour les diriger vers un but bien déterminé, il est nécessaire de cultiver d'abord la morale. C'est la science première, c'est celle qui fait acquérir à l'esprit de la justesse et de l'étendue, au caractère de l'élévation et de la fermeté. Platon voulait que les jeunes gens, avant de suivre ses leçons, apprissent la géométrie; j'exigerais un travail moins difficile de ceux qui desirent se former des idées justes en politique. Je leur demanderais d'approfondir un principe d'Aristote, d'en nourrir leurs esprits, d'en imprégner leurs âmes.

Je parle de ce principe de modération, si simple et si fécond, de ce principe qui nous montre chaque vertu entre deux vices, et nous dit que, pour atteindre le bien, il faut s'é-

loigner sans cesse de deux excès contraires. Ainsi le courage dédaigne la lâcheté et la témérité; la justice est pure de faiblesse et de rigueur; la tempérance fuit la débauche, sans tomber dans l'austérité; la religion s'élève entre l'impiété et la superstition; la liberté entre l'esclavage et la licence; l'art d'améliorer fait mépriser l'aveugle routine et craindre les innovations téméraires : la plus grande de toutes les améliorations consisterait à rendre les âmes élevées, pour les affranchir des sentimens lâches et des passions turbulentes.

Quelle guerre les partis déclarent à ce principe, dont je révère la sagesse! C'est dans un extrême qu'ils croient trouver la vérité, qu'ils veulent placer la vertu; jamais les idées et les sentimens qui leur plaisent ne sont à leurs yeux susceptibles d'excès. Mais, ce qui m'afflige davantage, c'est de voir des philosophes attaquer ce principe. Ces philoso-

phes (1) nous disent que s'il est des penchans, des desirs qui, pour être approuvés, doivent être maintenus dans une modération constante, il en est aussi qu'on ne peut trop développer, et qui jamais ne pèchent que par faiblesse : ils citent en exemple le desir de se perfectionner. Observons avec justesse, nous reconnaîtrons que ce desir même est, sous tous les rapports, soumis à la loi de modération. Si je le considère en lui-même, je le vois entre le dédain coupable de l'amélioration de notre être, et l'ambition insensée de parvenir à un état idéal que ne peut réaliser notre nature. Si je le considère relativement aux objets vers lesquels il nous guide, chaque vertu qu'il invite à cultiver est entre deux excès, et c'est en conduisant le sage à travers de doubles écueils qu'il le dirige vers le bien.

Le principe d'Aristote est un principe fon-

(1) Grotius, Garve, etc.

damental. La santé conserve ou développe les forces et la beauté du corps; la modération est la santé de l'âme (1).

La politique n'est pas une science qui s'acquière uniquement dans les livres, au sein de la retraite; il faut voir les hommes pour recueillir les leçons de leur expérience, et pour apprendre à les juger eux-mêmes. Hélas! dans cette seconde étude de la politique, on perd souvent ce qu'on avait acquis de mieux dans la première. Trop souvent, au milieu de la société, on laisse éteindre en soi l'amour du bien et les douces espérances qu'il enfante.

Dans le monde, les doctrines nobles, éle-

(1) Lorsqu'on voit que, pour une manière de faire le bien, il y en a plusieurs de faire le mal, lorsque l'on songe à la force nécessaire pour se maintenir entre tous les excès, on conçoit des alarmes sur les destinées humaines. Combien ces alarmes doivent-elles s'accroître, si beaucoup d'hommes n'ont pas même la sagesse en théorie, et refusent de croire qu'il faut chercher le bien dans un juste milieu!

vées, sont, sous divers prétextes, rejetées par beaucoup de personnes. Il y a des gens légers, frivoles, incapables d'accorder leur attention à d'importans intérêts. On doit les abandonner à leur nullité.

Il y a les ambitieux, les intrigans. Toute idée généreuse excite leur antipathie. Ils veulent qu'on les serve; et, quand on leur dit qu'on aime le bien public, autant vaudrait leur dire qu'on est leur ennemi. Avouons-le, ce n'est pas sans motif qu'ils dédaignent nos théories; elles sont impuissantes pour conduire au but qu'ils se proposent. En faisant des distinctions assez simples, on s'épargnerait de longs débats. Quand nous disons que les principes des intrigans sont faux, nous pouvons nous tromper. Ces principes sont vrais, ces principes sont faux; tout dépend de savoir à quel but on aspire. Si l'on n'a que des talens médiocres, et qu'on veuille absolument faire un peu de bruit dans ce monde, ou si, avec

des talens moins obscurs, on ne cherche que des protecteurs, des places, des faveurs, les sentiers tortueux que suivent les intrigans sont les plus sûrs. Mais, si l'on porte en soi l'amour du bien, si l'on se sent capable d'exercer une utile influence, si l'on veut laisser un nom respecté, la route droite est celle qu'il faut suivre : jeunes gens, choisissez.

Enfin, il est des êtres qui repoussent, avec douleur, les doctrines, les projets, qu'inspire l'amour de l'humanité. Leurs espérances ont été si souvent trompées qu'ils ne croient plus possible de les réaliser. Ah! devraient-ils oublier que la mission de l'homme est de chercher à servir ses semblables, que cette mission lui fut donnée par le Ciel même, et que le découragement est impie? Pour remplir nos devoirs et pour goûter le calme sur la terre, ce qu'il y a de plus important, c'est de nous occuper beaucoup de la tâche qui nous est imposée, très peu de ce qui n'en fait point

partie. Les mots espérance, succès, devraient être abandonnés au vulgaire. Les efforts vers le bien, voilà tout ce qui concerne le sage. Si vous pouvez offrir un conseil éclairé, la Providence vous impose la loi de le donner; s'il y a des obstacles et des dangers à vous faire entendre, essayez de lever ces obstacles, soumettez-vous à ces dangers : voilà les diverses parties de votre tâche. A la Providence seule appartient de juger s'il convient que vos efforts soient couronnés par le succès. Certes, il serait doux pour votre cœur de voir les hommes recueillir le fruit de vos travaux. Cependant, pourquoi prétendez-vous juger ce qui ne vous concerne point? Ce conseil plein de sagesse que vous avez donné, serait-il avantageux qu'on le suivît à l'instant? Peut-être faut-il qu'on le repousse, afin qu'une éclatante réparation de cette injustice produise un jour de plus grands résultats. Nul être humain n'a le pouvoir de vous éclairer sur ce

point : votre tâche est remplie; vivez en repos.

Il faut parvenir à considérer les hommes sous un aspect qui, malgré leurs passions et leurs vices, donne du calme à notre âme. Vous ne vous irritez, ni des discours, ni des actions de l'infortuné dont une maladie affaiblit la raison. Vous essayez, avec douceur, de changer le cours de ses idées; vous cherchez, sans vous troubler, à l'empêcher de nuire à lui-même et aux autres; vous saisissez ses momens lucides pour le rappeler à ses devoirs, au bonheur. La plupart des hommes n'ont qu'une raison affaiblie; leurs vices et leurs passions ne l'attestent que trop. Ce sont des véritables malades : en les considérant ainsi, on cesse d'être agité par leurs invectives; on ne peut plus éprouver de la haine contre eux, on leur porte des soins compatissans.

Cependant, n'y a-t-il pas un grave danger à considérer les hommes sous cet aspect, à parcourir ce monde comme un vaste hôpital d'in-

sensés? On est tenté bientôt de s'y regarder comme un habile médecin; et de quel fol orgueil ne peut-on être saisi! Je crois facile de s'en garantir. Pour l'éloigner, on n'aurait pas même besoin de recourir aux leçons des moralistes; il suffirait de lire, dans un poète enchanteur, l'aventure d'Astolphe qui va chercher la raison de Roland, et découvre que lui-même a perdu la sienne.

Ah! la raison est faible dans tous les hommes. Comment serait-il facile de guider les autres? il est si difficile de se diriger soi-même. La raison vacille à tous les âges. Pour qu'elle règle notre vie, il faut que le corps obéisse à l'âme: dans la jeunesse, il lui résiste; dans la vieillesse, il devient un poids qui l'accable. L'âge mûr est donc le plus favorable: l'expérience modératrice est acquise, et les facultés ont encore l'énergie nécessaire à l'exécution des sages projets. Mais les passions de l'âge mûr succèdent à celles de la jeunesse; et, pour que

la raison s'obscurcisse, ne suffit-il pas des vapeurs que l'ambition fait monter au cerveau? Cependant, il se trouve un sage qui, dans la vigueur de l'âge, s'élève à la modération des desirs, et bannit les tristes passions de son âme, pour n'y conserver que l'amour de Dieu et des hommes; l'emploi de tous ses momens est l'étude de nos intérêts et de ses devoirs; il observe, il réfléchit, et prononce de bonne foi: eh bien! cet être si pur est celui qui nous dirait le mieux, d'après sa propre expérience, combien est faible la raison humaine.

Jeunes gens, étonnez-vous maintenant que je refuse d'admirer vos lumières, et que j'ose vous conseiller la défiance de vous-mêmes. Pour devenir utiles un jour, livrez-vous à des travaux sérieux; et que leur base soit la morale. Cette étude ne doit pas être un vain jeu de l'esprit; c'est à vos mœurs à montrer vos progrès. Que celui qui veut éclairer, diriger les hommes, commence par devenir un homme. Méprisez,

détestez ces instituteurs pervers qui traitent légèrement les fautes de la vie privée, et pensent que les talens suffisent dans la carrière politique. Ouvrez notre histoire, et jugez leurs principes. A l'époque de la révolution, un homme de génie s'éleva; plusieurs de ses collègues portaient à la tribune des talens distingués; lui seul était un orateur: il possédait de vastes connaissances; et, dans des situations périlleuses, il déploya cette intrépidité de caractère qui donne confiance aux hommes qu'on entraîne. Un fait suffit pour nous apprendre quelle opinion Mirabeau laisse de sa puissance. La révolution a dévoré tout ce qui s'opposait à son passage; les obstacles ont été ses alimens. L'imagination se la représente comme un char emporté par des chevaux fougueux sur une pente rapide: Mirabeau a laissé ce doute après lui que peut-être, s'il eût vécu, sa main vigoureuse eût arrêté ce char et l'eût fait tourner à son gré. C'est assez d'un tel doute pour

que celui qui l'inspire s'offre à la pensée comme un être colossal. Un seul moyen de succès manquait à Mirabeau; mais, dépourvu de ce moyen, jamais il n'eût rendu les services qu'espérait de lui sa patrie. Une vie dissolue l'avait flétri; il commandait l'admiration, sans pouvoir inspirer l'estime; les partisans de ses opinions rougissaient de suivre sa bannière, et leurs adversaires opposaient à l'éclat de son talent l'opprobre de ses mœurs. Quand, éclairé par l'expérience, il voulut mettre un frein aux passions populaires, consoler les infortunes royales, et garantir à son pays une liberté sage, il sentit, avec amertume, ce qui lui manquait pour obtenir une entière confiance, et pour exécuter les projets dont dépendait notre bonheur et sa gloire.

Choisissez des modèles. Si vous êtes ambitieux, sachez l'être : les talens, le courage, sans la vertu, ont pour emblême la statue aux pieds d'argile. Prenez pour guide un L'Hospi-

tal, dans la carrière politique, un Fénélon, dans la carrière littéraire; contemplez ces êtres supérieurs, humiliez-vous devant eux, pour agrandir vos âmes. Employez des années à recueillir d'utiles connaissanees, à vous former des mœurs qui commandent l'estime. Il est une époque bien douce de la vie, c'est celle où déjà sorti de l'adolescence, encore éloigné du monde, animé de tous les sentimens purs, on se fait un avenir au gré de son imagination. Prolongez cette heureuse époque. Avant de vous livrer aux orages, méditez long-temps sur les moyens de répandre la morale et l'industrie, dans l'espérance de rendre un jour les mœurs plus douces et l'aisance plus générale; nourrissez-vous long-temps de la doctrine des devoirs, afin d'essayer ensuite de l'inspirer à vos semblables.

FIN.

NOTICE

SUR

MICHEL DE L'HOSPITAL.

Cette Notice a été imprimée dans la *Galerie française ou Collection de portraits des personnages qui ont illustré la France.*

NOTICE

SUR

MICHEL DE L'HOSPITAL (1).

DANS les tristes annales du monde, on voit apparaître quelques hommes formés pour adoucir les maux de l'humanité. Leur gloire pure excite un enthousiasme religieux ; ils offrent le modèle du beau dans l'ordre moral, comme les chefs-d'œuvre du ciseau des Grecs présentent le type de la beauté dans l'ordre physique. A ce petit nombre de véritables grands hommes appartient *Michel de L'Hospital*, dont nous allons parcourir la vie.

(1) Né à Aigueperse, en 1505; mort à Vignay près d'Etampes, en 1573.

16.

Sa jeunesse fut malheureuse. A dix-huit ans, il se vit jeter dans les prisons, parce que son père, médecin du connétable de Bourbon, avait quitté la France pour suivre ce prince. Rendu à la liberté, il alla rejoindre son père en Italie, où il acheva ses études. En même temps qu'il approfondissait la science des lois, et recueillait des trésors de graves connaissances, il cultivait la poésie qui ne cessa jamais de le charmer : parvenu à de hautes fonctions, il trouvait encore des momens à lui consacrer; et dans ses derniers jours, elle embellit sa retraite.

L'Hospital obtint à Rome une place de judicature, qu'il laissa pour revoir la France, sous les auspices du cardinal de Grammont qui promettait de lui assurer un avenir honorable. Mais, à peine de retour, il perdit son protecteur. Sans appui, sans fortune, résolu de se suffire à lui-même, Michel de L'Hospital suivit le barreau de Paris.

Le lieutenant criminel Morin lui donna, trois

ans après, sa fille en mariage, et une charge de conseiller au parlement. La vénalité des emplois avait introduit dans la magistrature beaucoup d'hommes indignes d'y paraître; L'Hospital fut, au milieu d'eux, un modèle d'exactitude, d'intégrité et de lumières. Sa place cependant était loin de lui plaire : l'uniformité de ses occupations s'alliait mal avec l'activité de son esprit; et souvent il appliquait à regret des lois qu'il se sentait capable de réformer.

Une femme sut deviner son génie : c'était Marguerite de Valois, digne fille de François Ier, chargée par ce roi protecteur des lettres de veiller, après lui, sur les hommes qui les cultivaient. Marguerite choisit pour son chancelier Michel de L'Hospital; et dans un moment où la cour, effrayée du désordre toujours croissant des finances, cherchait un homme capable de mettre un terme aux abus, cette princesse appela les regards sur son protégé : il fut nommé surintendant des finances à la cour des comptes.

Le quart ou le tiers, tout au plus, des impôts parvenait au trésor, et les courtisans se disputaient les débris de la fortune publique échappés aux traitans. L'Hospital assura le recouvrement des impôts, rejeta toute dépense qui n'avait pas le service de l'état pour objet, et poursuivit les hommes gorgés de coupables richesses. Ses ennemis étaient nombreux : pendant six ans, il les confondit par son inflexible justice et par son désintéressement absolu. Pour oser l'attaquer, pour parvenir à l'éloigner, il fallut chercher des prétextes dans quelques débats étrangers à son administration.

Michel de L'Hospital, en quittant la place de surintendant des finances, n'avait pas de dot à donner à sa fille. La cour desirait peu sa présence: il accompagna en Savoie Marguerite de Valois; et se trouvait près d'elle, dans une espèce d'honorable exil, quand tout-à-coup il fut appelé aux fonctions de chancelier de France.

La reine-mère et le cardinal de Lorraine, mal-

gré les intérêts et la haine qui les divisaient, s'entendirent pour lui confier ce poste éminent. On est d'abord saisi de surprise; on se demande par quel prodige des êtres nourris dans le plus profond égoïsme élevèrent si haut un magistrat qui ne pouvait servir, aimer, connaître que l'intérêt public. Chaque parti, entouré de périls, sentait le besoin d'un appui. Ce L'Hospital, si renommé pour ses talens et ses lumières, si chéri pour son intégrité et pour son dévoûment au bien de son pays, quels avantages ne devait-on pas se promettre de l'employer, si, touché par la reconnaissance, ébloui par la fortune, il consentait à devenir un instrument docile dans la main qui l'aurait élevé? Cette pensée frappa la reine-mère et le cardinal; et leur perversité servit la France, en les empêchant de croire à des vertus incorruptibles.

Jamais circonstances ne furent plus difficiles pour opérer le bien. Puissans par leurs talens et leur audace, les Guise gouvernaient l'état. Plus

amis de l'intérêt public, mais non sans passion, aigris par l'injustice de leurs adversaires et par leurs propres fautes, les chefs des protestans ne sommeillaient qu'entourés de leurs armes. Avide de pouvoir, Catherine de Médicis abhorrait les protestans et les Guise, et dévorait ses affronts, en aspirant au jour de la vengeance. Le personnage le moins influent à la cour était ce jeune et débile monarque, malheureux précurseur du plus malheureux Charles IX; ce François II, qui ne fit que passer sur le trône, et mourut sans avoir connu les travaux, ni peut-être les chagrins d'un roi. Si de la cour on portait ses regards sur le peuple, on le voyait appauvri et dépravé par les guerres civiles, exalté jusqu'au plus furieux fanatisme; et divisé, par ses croyances, en deux peuples ennemis ardens à s'entre-déchirer. Ce fut au milieu de tous ces élémens de discorde et d'iniquité, que Michel de L'Hospital reçut une magistrature qui l'appelait à faire régner les lois et la justice.

Le cardinal de Lorraine était près d'imposer à la France ce tribunal atroce qui fut long-temps la honte de l'Espagne. Le chancelier ne put le détourner de ce projet qu'en lui accordant un édit qui défendait aux protestans de s'assembler, sous peine de mort, et qui attribuait aux évêques la connaissance du crime d'hérésie. Contraint quelquefois à de douloureux sacrifices pour éviter des maux plus grands, L'Hospital pouvait répéter les paroles de Solon expliquant, par les vices d'Athènes, l'imperfection de ses lois.

A la mort de François II, le chancelier s'efforça de donner au gouvernement une impulsion plus sage. Préparant par degrés les esprits, il avait prononcé des paroles de paix aux états-généraux d'Orléans et de Pontoise, lorsque enfin il demanda la liberté de conscience à l'assemblée de Saint-Germain; et fit entendre, à-peu-près en ces termes, des vérités qui, pour être énoncées, exigeaient alors autant de lumières que de

courage et de vertu : « Il ne s'agit point de décider sur la foi ; il s'agit de régler l'état. On peut être citoyen, sans être catholique. Malheur à ceux qui conseilleraient au roi de se mettre à la tête d'une moitié de ses sujets, pour égorger l'autre...! Que les évêques déploient contre les hérétiques les seules armes qu'employèrent jadis les Hilaire et les Ambroise : la sainteté de leur vie et l'exemple de leurs vertus. Quant à nous, ce qui nous importe, c'est que tous les citoyens, catholiques ou protestans, vivent en paix et respectent les lois. »

L'édit de janvier, résultat de l'assemblée de Saint-Germain, pouvait donner le repos à la France ; mais l'ambition et les haines voulurent égaler en activité la sagesse de L'Hospital. On eût dit que la promulgation d'une loi de tolérance était, pour les catholiques, une défaite dont ils devaient réparer la honte ; pour les protestans, une victoire dont ils pouvaient user avec insolence ; et les Guise, attisant la discorde, exci-

taient les deux partis à ressaisir leurs armes. Le chancelier continua de s'opposer aux résolutions violentes. *Ce n'est pas*, lui dit le connétable de Montmorency, *ce n'est pas aux gens de robe longue qu'il appartient d'opiner sur la guerre. S'ils ne savent manier les armes*, répondit L'Hospital, *ils savent quand on doit les prendre*. Son pacifique courage le fit éloigner du conseil ; et bientôt toutes les voix impartiales répétèrent ces mots du manifeste de Condé : *Comment voudraient-ils le bien? ils ont exclu L'Hospital de leur conseil!*

Une guerre civile ensanglanta de nouveau l'état. Pour qu'elle eût tous les caractères de l'iniquité, elle commença par le massacre de Vassi, et finit par l'assassinat du duc de Guise. L'Hospital, constamment au poste de l'honneur, avait tout fait pour prévenir la guerre, et rédigea les articles de paix.

La tolérance fut proclamée. Celui qui l'avait toujours desirée chercha les moyens de la rendre

durable. Pour occuper l'ardeur guerrière des partis, il se hâta de tourner leurs armes contre les Anglais, alors maîtres du Havre. Pour affermir l'autorité, il fit déclarer majeur Charles IX, âgé de 14 ans; et le décida à visiter ses provinces. Dans ce voyage, le chancelier voulait attirer à son roi les cœurs des Français, et lui donner d'utiles instructions. Tantôt dans les parlemens, en présence du jeune monarque, il rappelait aux magistrats leurs devoirs, avec la fermeté d'un homme qui n'a jamais trahi les siens. Tantôt il montrait à son royal élève les villes incendiées, les fermes détruites, les champs ravagés; et l'effrayante éloquence des ruines rendait plus vive l'impression de sa voix paternelle. Ce voyage, qui faisait naître tant d'espérance, n'eut cependant qu'un résultat sinistre. Catherine de Médicis vit le duc d'Albe à Bayonne. Cruel par instinct et par système, politique inhabile à se passer de crimes, le duc versa dans l'âme étrangère et faible de la reine, le poison de ses doctrines per-

verses. Médicis le quitta convaincue qu'on doit écarter du trône les idées de justice, et qu'on ne peut gouverner que par la perfidie et par la violence.

Il fallait éloigner L'Hospital, puisque le crime devait régner. De quel soutien la reine voulait priver l'état et son fils! Je ne puis qu'indiquer rapidement une partie des services rendus par ce grand homme à la France. Le chancelier s'occupait surtout de donner à l'autorité royale la force dont elle a besoin, et les limites qui lui sont nécessaires. Ainsi, il obligea les parlemens à ne point gêner l'action légitime de cette autorité; en même temps, il leur fit défendre d'exécuter les ordres, signés même du roi, par lesquels on tenterait de violer la liberté de leurs fonctions judiciaires. Ainsi, il attaqua les privilèges des seigneurs féodaux, il affaiblit la puissance des gouverneurs; en même temps il voulait des états-généraux où la vérité se fît entendre au prince.

Tandis que les discordes civiles semblaient

bannir les travaux de la paix, L'Hospital, entouré de jurisconsultes habiles, composait ces belles ordonnances dont Pasquier disait, dans son vieux langage, qu'elles passèrent d'*un long entrejet* tout ce qu'on avait vu précédemment en ce genre; et dont le chancelier d'Aguesseau a fait cet éloge, qu'elles ont été la source de toutes les améliorations obtenues depuis dans la législation française.

Défenseur éclairé des droits de l'église de France, le chancelier de L'Hospital rétablit la pragmatique sanction; mais son ouvrage fut bientôt détruit. Son dernier succès fut celui qu'il obtint contre le cardinal de Lorraine, en faisant rejeter les décrets du concile de Trente relatifs à la discipline.

Ce grand homme, qui planait sur les factions, les vit toutes conspirer sa perte; il avait beaucoup d'ennemis, parce que la patrie avait peu d'amis. Chaque jour les maximes du duc d'Albe l'emportaient sur les siennes; et, depuis plus

de deux ans, il ne lui restait qu'une ombre d'autorité, lorsque, jugeant que ses efforts seraient inutiles, que sa présence à la cour ne ferait que le rendre complice des attentats qu'il ne pourrait prévenir, il se retira dans sa terre de Vignay, où le roi lui fit redemander les sceaux.

Recouvrant sa liberté et jouissant de lui-même, entouré de sa famille, occupé de travaux champêtres, de la lecture des bons livres, et de sa chère poésie, il eût connu le bonheur parfait, si l'avenir de sa patrie n'eût contristé son cœur. Toutes les passions haineuses s'agitaient à la cour; et la perfidie seule en voilait, pour un instant, l'atrocité. La Saint-Barthélemy sonna, et ses horreurs portèrent la désolation dans l'âme de L'Hospital. On eut à craindre de le voir lui-même au nombre des victimes; ses domestiques effrayés accoururent en demandant ses ordres; des meurtriers s'approchaient : *qu'on leur ouvre toutes les portes,* s'écria-t-il avec l'accent d'un

homme qui ne tient plus à la vie, et qu'accable la honte de son pays!

Gardons-nous de vouloir grossir la liste des forfaits de cette exécrable époque. L'Hospital, dans son testament, nous apprend que la reine-mère, sachant qu'il était menacé, envoya des gardes pour veiller sur sa vie. En l'honneur de l'humanité, conservons ce fait : il prouve combien étaient imposantes les vertus du chancelier; il prouve aussi que la perversité ne peut être absolue.

La fille unique de L'Hospital suivait la religion protestante : elle était loin de son père, elle était à Paris durant le massacre, et fut sauvée par Anne d'Est. L'Hospital écrivit ces mots touchans à sa libératrice : « Anne, le seul enfant qui me restait de trois que j'ai eus, ma fille vit encore; elle vit par l'effet de votre bienfaisance, qui l'a sauvée quand tout espoir semblait perdu pour elle! Je ne la vois jamais assise près de moi, soulageant avec sa mère ma vieillesse, sans être ému

par la reconnaissance, et sans remercier vous et les vôtres. Vous avez sauvé plusieurs têtes en une seule; nous ne vivons tous que par vos bienfaits. »

Le vaste crime dont la France gémit encore, avait porté le coup mortel à L'Hospital. Sa pensée retombait toujours sur les malheurs de sa patrie; et, peu de mois après la Saint-Barthélemy, il mourut, nous laissant le modèle de la vertu la plus pure dans les temps les plus pervers.



TABLE.

FIN DE LA TABLE.

